

**Circulaire du 25 janvier 2016 de présentation des dispositions du règlement (UE) n° 650/2012 du Parlement européen et du Conseil du 4 juillet 2012 relatif à la compétence, la loi applicable, la reconnaissance et l'exécution des décisions, et l'acceptation et l'exécution des actes authentiques en matière de successions et à la création d'un certificat successoral européen**  
**NOR : JUSC1601018C**

La garde des sceaux, ministre de la justice,

à

Pour information

*Monsieur le premier président de la Cour de cassation*

*Monsieur le procureur général près la Cour de cassation*

*Mesdames et messieurs les premiers présidents des cours d'appel*

*Monsieur le président du tribunal supérieur d'appel*

*Mesdames et messieurs les procureurs généraux près les cours d'appel*

*Monsieur le procureur de la République près le tribunal supérieur d'appel*

*Monsieur le directeur de l'École nationale de la magistrature*

*Madame la directrice de l'École nationale des greffes*

Textes sources :

- Règlement (UE) n° 650/2012 du Parlement européen et du Conseil du 4 juillet 2012 relatif à la compétence, la loi applicable, la reconnaissance et l'exécution des décisions, et l'acceptation et l'exécution des actes authentiques en matière de successions et à la création d'un certificat successoral européen
- Code de procédure civile : articles 509-1, 509-2, 509-3, 509-6, 509-9, 1381-1, 1381-2, 1381-3, 1381-4
- Décret n° 2015-1935 du 2 novembre 2015 portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière de successions transfrontalières

Date d'application : immédiate

Annexes : 2

Publié au journal officiel de l'Union européenne le 27 juillet 2012, le règlement (UE) n° 650/2012 du Parlement européen et du Conseil du 4 juillet 2012, relatif à la compétence, la loi applicable, la reconnaissance et l'exécution des décisions, et l'acceptation et l'exécution des actes authentiques en matière de successions et à la création d'un certificat successoral européen, est entré en vigueur le 16 août 2012. Son application effective a toutefois été repoussée au 17 août 2015, sous réserve de certaines dispositions pour lesquelles il a été prévu une application anticipée<sup>1</sup>.

Ce texte vient profondément réformer le régime des successions ayant des incidences transfrontières, dans le but de simplifier et d'accélérer leur règlement par l'instauration de règles de compétence communes, d'une loi unique pour gouverner la succession, d'un certificat successoral européen et de mesures de reconnaissance et d'exécution immédiates des décisions.

Le règlement (UE) n° 650/2012 est d'une importance pratique considérable en ce :

- qu'il fixe de nouvelles règles simplifiant le régime juridique de la reconnaissance et de l'exécution des décisions ou actes rendus ou établis dans le cadre d'une succession ;
- qu'il réforme le droit international privé français applicable en matière successorale.

En consacrant le principe de l'unité de la loi successorale et la possibilité pour le *de cuius* de choisir la loi applicable à sa succession, ce règlement met fin au régime scissionniste soumettant les successions mobilières à la loi du dernier domicile du défunt et les successions immobilières à la loi de situation des immeubles.

---

<sup>1</sup> Une clause de choix de loi consentie avant l'entrée en application du règlement (17 août 2015) peut être considérée comme valable si elle répond aux conditions posées par l'article 83 alinéas 2, 3 et 4 du règlement objet de la présente circulaire.

Conformément à l'article 288 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, le règlement est directement applicable entre les Etats membres de l'Union européenne et l'emporte sur les règles internes.

La circulaire présente son champ d'application (**section I**), les règles de conflits de compétence (**section II**) et de lois (**section III**) qu'il édicte, les règles relatives à la reconnaissance, l'acceptation et la force exécutoire des décisions, transactions judiciaires et actes authentiques (**section IV**), ainsi que celles propres au certificat successoral européen (**section V**).

## **SECTION I - LE CHAMP D'APPLICATION**

### ***1 - Le champ d'application matériel du règlement***

#### 1-1 Les successions concernées par l'application du règlement

Sont concernées par ce règlement les successions ayant des incidences transfrontières. Si le règlement ne donne pas de définition de ces termes, il y a lieu de considérer que sont concernées par l'application de ce règlement toutes les successions présentant un élément d'extranéité. A titre d'exemple, ce sera le cas chaque fois qu'il existe une discordance entre la nationalité et l'Etat de résidence habituelle du défunt ou que le défunt a des biens dans un Etat qui n'est pas celui de sa résidence habituelle ou qu'il a laissé un testament à l'étranger.

Les parties du règlement concernant la reconnaissance, l'acceptation et la force exécutoire des décisions, transactions judiciaires et actes authentiques, ainsi que celles relatives au certificat successoral européen, sont susceptibles de s'appliquer à toutes les successions, dès lors qu'il s'agit de permettre de faire reconnaître à l'étranger un droit ou une obligation né du règlement d'une succession quel que soit le droit qui lui a été applicable.

#### 1-2 Les matières concernées par l'application du règlement

Toutes les questions juridiques pouvant se poser dans le cadre d'une succession présentant des incidences transfrontières ne relèvent pas de l'application du présent règlement.

Tel est l'objet de l'article 1<sup>er</sup> du règlement intitulé « *champ d'application* » qui prévoit que le règlement s'applique aux successions à cause de mort, tout en précisant qu'il ne s'applique pas aux matières fiscales, douanières et administratives.

Dans un souci de clarification, la suite de l'article prévoit une liste de domaines du droit civil non couverts par le règlement au motif qu'il ne s'agit pas de droit successoral. Cette liste doit être vue comme ayant une vocation d'ordre pédagogique ; elle renvoie à des matières susceptibles d'avoir un lien avec les questions successorales.

- Le champ couvert par le règlement

L'article 1<sup>er</sup> indique que le règlement s'applique à toute forme de biens, de droits et d'obligations à cause de mort, qu'il s'agisse d'un acte volontaire de transfert en vertu d'une disposition à cause de mort ou d'un transfert dans le cadre d'une succession *ab intestat*. Le règlement s'applique donc tant à la dévolution volontaire qu'à la dévolution légale.

Il convient de souligner que le règlement englobe uniquement, dans la notion de disposition à cause de mort, le testament, le testament conjonctif et le pacte successoral.

Le pacte successoral est toutefois défini largement : « *un accord, y compris un accord résultant de testaments mutuels, qui confère, modifie ou retire, avec ou sans contre-prestation, des droits dans la succession future d'une ou de plusieurs personnes parties au pacte* » (article 3, § 1, b et d).

Cette définition paraît donc pouvoir permettre d'inclure les donations de biens à venir du droit français.

Le règlement comprend par ailleurs tous les aspects de la succession en particulier la dévolution, l'administration et la liquidation.

- Les exclusions

Le règlement définit à l'article 1<sup>er</sup> paragraphe 2 une liste des champs exclus de l'application du règlement.

Sont notamment ainsi expressément hors champ du règlement :

- les questions fiscales, douanières et administratives au sens du droit public ;
- les libéralités et autres transferts hors successions : notamment les donations<sup>2</sup>, les pactes tontiniers, les contrats d'assurance-vie, ou encore les trusts<sup>3</sup> : une grande partie des techniques d'anticipation successorale demeureront donc en dehors du champ du règlement. Le règlement liste à l'article 1<sup>er</sup> g) une série d'exemples de droits et biens créés ou transférés autrement que par succession qui sont exclus du règlement. Cette liste ne doit toutefois pas être regardée comme limitative, s'agissant uniquement d'exemples ;
- les questions liées à l'état des personnes, le statut familial, la capacité juridique, la disparition, l'absence, le régime matrimonial et le régime patrimonial des partenaires<sup>4</sup> et les obligations alimentaires ;
- la nature des droits réels, ainsi que l'inscription de ces droits dans des registres.

## ***2 - Le champ d'application territorial du règlement***

### **2-1 Les Etats concernés**

Le règlement s'applique à tous les Etats membres de l'Union européenne, à l'exception du Danemark, du Royaume-Uni et de l'Irlande, qui ne sont pas liés par cet instrument, ni soumis à son application (considérants 82 et 83). Pour l'application de ce règlement, ces Etats doivent donc être considérés comme des Etats tiers.

Pour les pays de l'Union européenne, à l'exception des trois Etats précités, le règlement devient leur droit commun. Dans ces pays, le règlement s'appliquera donc chaque fois que l'on est en présence d'une succession ayant des incidences transfrontières : peu importe que le défunt et les héritiers ne soient pas citoyens européens, peu importe que les biens se situent dans ou hors de l'espace européen.

Ce règlement fixe donc le droit international privé français désormais applicable en matière successorale, dans les limites du champ matériel défini précédemment. Il en résulte que dans le cas du règlement d'une succession présentant des éléments d'extranéité avec un Etat tiers, le règlement de la succession ouverte en France se fera en vertu du présent règlement.

Certaines dispositions du règlement, telles que celles relatives à la reconnaissance et à l'exécution des décisions judiciaires ou des actes authentiques ne sont toutefois applicables qu'entre les Etats membres. De même, le certificat successoral européen ne produira effet qu'entre ceux-ci.

### **2-2 L'application outre-mer du règlement**

Le règlement s'applique sur le territoire français métropolitain et aux départements d'outre-mer. Il ne s'applique pas aux collectivités d'outre mer<sup>5</sup>, à la Nouvelle-Calédonie ou aux Terres australes et antarctiques françaises.

---

2 Cette exclusion doit cependant être interprétée à la lumière du considérant 14 selon lequel il revient tout de même à la loi désignée par le présent règlement comme étant applicable à la succession de préciser s'il convient que les dispositions gratuites entre vifs fassent l'objet d'un rapport ou d'une réduction aux fins du calcul des parts des bénéficiaires.

3 Il ressort du considérant 13 que l'exclusion des trusts ne doit pas s'entendre comme une exclusion générale. Ainsi, dans le cas où un trust est constitué en vertu d'un testament ou de la loi en lien avec une succession ab intestat, la loi applicable à la succession en vertu du règlement devrait s'appliquer s'agissant de la dévolution des biens et de la vocation successorale des bénéficiaires. La notion de trust est par ailleurs entendue au sens du droit national et inclut à cet égard la fiducie.

4 Il en résulte que pour liquider le régime matrimonial ou patrimonial du couple, il convient de faire application de la convention de la Haye du 14 mars 1978 sur la loi applicable aux régimes matrimoniaux pour les couples mariés après le 1<sup>er</sup> septembre 1992 et l'article 515-7-1 du code civil pour les partenaires. Deux règlements européens sont toutefois actuellement en cours de négociation et devraient permettre, à terme, une unification en Europe des règles déterminant la loi applicable au régime matrimonial et au partenariat enregistré.

5 Pour mémoire : Polynésie française, Iles Wallis et Futuna et Saint Pierre et Miquelon.

### **3 - Application dans le temps**

Il résulte de l'article 83 du règlement que trois périodes doivent être distinguées :

- les personnes décédées avant le 16 août 2012, date d'entrée en vigueur du règlement : la succession est régie par les règles de conflit de lois d'origine interne, ce qui conduit en France à distinguer entre la loi successorale régissant les meubles et celle régissant les immeubles.
- les personnes décédées entre le 16 août 2012 et le 17 août 2015, date d'application effective du règlement : la succession est régie par les règles de conflit de lois d'origine interne. Néanmoins, le règlement étant en vigueur même s'il n'est pas encore en application, seront efficaces, à certaines conditions<sup>6</sup>, les actes d'anticipation successorale<sup>7</sup> rédigés pendant cette période, mais pour un décès survenant le 17 août 2015 ou après cette date.
- les personnes décédées à compter du 17 août 2015 : la succession est régie par le règlement. Les actes d'anticipation établis à partir de cette date devront de même respecter les dispositions du règlement.

### **4 - Articulation avec les autres règlements et les conventions internationales**

Selon l'article 75, seules les conventions internationales conclues exclusivement entre les Etats membres et portant sur des matières régies par le règlement se trouvent écartées par celui-ci. Les autres continuent de s'appliquer et priment donc sur le règlement<sup>8</sup>.

Une place particulière est toutefois accordée à la convention de La Haye du 5 octobre 1961, relative aux conflits de lois en matière de forme des dispositions testamentaires : cette convention, expressément visée par le règlement, continuera à s'appliquer.

## **SECTION II - LA COMPETENCE**

### **1 - Les juridictions compétentes**

L'existence, dans le règlement, de dispositions relatives à la compétence des juridictions ne préjuge pas de ce que dans la majorité des Etats concernés, le règlement des successions se fait par voie extrajudiciaire, par les notaires.

A cet égard, il résulte de l'article 2 du règlement et des considérants 20 et 21 que les différents systèmes de règlement de successions applicables dans les Etats membres doivent être respectés et, en particulier, que les notaires continuent à exercer leur rôle.

Ainsi, lorsque, comme c'est le cas en France, ils n'exercent pas de fonctions juridictionnelles, ils ne sont pas liés par les règles de compétence définies au chapitre II du règlement.

L'article 8 et les considérants 29 et 36 apportent des précisions sur le règlement de ces situations où sont concomitamment saisis une juridiction et un notaire dans des Etats différents. Il est ainsi prévu que : « *Si une procédure en matière de succession est engagée d'office par une juridiction, comme cela se produit dans certains Etats membres, cette juridiction devrait clore la procédure si les parties conviennent de régler la succession à l'amiable par voie extrajudiciaire dans l'Etat membre dont la loi a été choisie.* » Par ailleurs « *lorsqu'une procédure en matière de succession n'est pas engagée d'office par une juridiction, le règlement ne devrait pas empêcher les parties de régler la succession à l'amiable par voie extrajudiciaire, par exemple devant un notaire, dans un Etat membre de leur choix, dans le cas où le droit de cet Etat membre le permet. Ce devrait être le cas même si la loi applicable à la succession n'est pas la loi de cet Etat membre.* »

---

6 Cf. infra Section III, § 2 et 3.

7 Dans la notion d'acte d'anticipation sont inclus les dispositions à cause de mort et les actes de désignation de la loi applicable à la succession.

8 Par dérogation, l'article 75 du règlement prévoit toutefois que la convention du 19 novembre 1934 conclue entre le Danemark, la Finlande, l'Islande, la Norvège et la Suède est toujours applicable entre ces Etats.

### 1-1 La règle générale de compétence : le critère de la dernière résidence habituelle

Jusqu'à présent, les règles françaises de compétence juridictionnelle en matière successorale étaient liées à la règle de conflit de loi scissionniste, fondant la compétence du juge français, en matière mobilière, sur le fait que le défunt avait son dernier domicile en France ou, en matière immobilière, sur le fait que l'immeuble se trouvait en France. La disparition de la scission dans les règles de conflit de loi entraîne donc celle de la scission en matière de compétence juridictionnelle.

L'article 4 du règlement attribue ainsi compétence, pour statuer sur l'ensemble d'une succession, aux juridictions de l'Etat membre dans lequel le défunt avait sa résidence habituelle au moment de son décès.

Le terme de juridiction est défini à l'article 3, § 2, et précisé dans le considérant 20. Il couvre, dans un sens large, non seulement les autorités judiciaires, mais aussi toute autre autorité ou tout professionnel du droit qui, en matière successorale, exerce des fonctions juridictionnelles ou agisse en vertu d'une délégation de pouvoirs d'une autorité judiciaire ou sous le contrôle d'une telle autorité<sup>9</sup>.

Les considérants 23 et 24 apportent quant à eux des précisions relatives au critère de la résidence habituelle. Celle-ci pourra ainsi être identifiée grâce à un faisceau d'indices. Il est en particulier suggéré d'évaluer l'ensemble des circonstances de la vie du défunt au cours des années précédant son décès et au moment de celui-ci, et de prendre en compte tous les éléments de fait pertinents, notamment la durée et la régularité de sa présence dans l'Etat concerné, ainsi que les conditions et les raisons de cette présence. La résidence habituelle ainsi déterminée devra en outre révéler un lien étroit et stable avec l'Etat concerné.

### 1-2 Le choix de la juridiction compétente

Par dérogation à la règle fixée par l'article 4, qui donne compétence pour statuer sur l'ensemble de la succession aux juridictions de l'Etat membre dans lequel le défunt avait sa résidence habituelle au moment du décès, lorsque le défunt a choisi, en vertu du règlement, la loi d'un autre Etat pour régir sa succession, les juridictions de cet Etat sont compétentes pour statuer sur celle-ci :

- lorsque les parties à la procédure ont conclu par écrit daté et signé un accord d'élection de for en faveur des juridictions de l'Etat membre dont la loi est applicable par suite d'un choix de loi effectué par le défunt (article 5 et article 7 b.) ;
- ou en cas d'acceptation expresse de cette compétence par les parties à la procédure (article 7 c.).

Par ailleurs, les juridictions de l'Etat membre dont la loi a été choisie par le défunt pour régir sa succession peuvent également être compétentes pour statuer sur la succession lorsque, à la demande d'une partie à la procédure, la juridiction saisie décline sa compétence au motif que la juridiction de l'Etat membre dont la loi a été choisie par le défunt est mieux placée pour statuer, compte-tenu des circonstances pratiques, tenant notamment à la résidence habituelle des parties ou encore à la localisation des biens (article 6). Il ne s'agit ici que d'une possibilité pour la juridiction initialement saisie, et non d'une obligation.

Il convient de relever que la notion de « *saisine d'une juridiction* » est précisée par l'article 14.

### 1-3 Les compétences subsidiaires

Selon l'article 10, lorsque la résidence habituelle du défunt lors de son décès n'est pas située dans un Etat membre, **les juridictions de l'Etat membre dans lequel sont situés certains biens successoraux** sont compétentes pour statuer sur l'ensemble de la succession dans deux hypothèses : si le défunt possédait la nationalité de cet Etat membre au moment de son décès ; à défaut, s'il avait sa résidence habituelle antérieure dans cet Etat membre au plus tard cinq ans avant la saisine de la juridiction.

Même si aucune juridiction d'un Etat membre ne se trouve compétente en vertu de ces règles, les juridictions de l'Etat membre dans lequel sont situés des biens successoraux restent néanmoins compétentes, mais pour statuer sur ces seuls biens, et non sur l'ensemble de la succession.

---

<sup>9</sup> Conformément à l'article 79 du règlement, la Commission européenne est chargée d'établir la liste de ces autorités et professionnels. Cette liste est publiée sur la page d'e-justice relative aux notifications faites par les Etats membres en application de l'article 77 du règlement : [https://e-justice.europa.eu/content\\_succession-166-fr.do](https://e-justice.europa.eu/content_succession-166-fr.do).

#### 1-4 Le forum necessitatis

Lorsqu'aucune juridiction d'un Etat membre n'est compétente en vertu d'autres dispositions du règlement, **les juridictions d'un Etat membre présentant un lien suffisant avec l'affaire** peuvent exceptionnellement statuer sur la succession en application de l'article 11, si une procédure ne peut raisonnablement être introduite ou conduite, ou se révèle impossible dans un Etat tiers avec lequel l'affaire a un lien étroit.

Il est expliqué, dans le considérant 31, que cet article est destiné à être appliqué « *afin de remédier tout particulièrement à des situations de déni de justice* ». Est notamment donnée comme exemple de cas exceptionnel, justifiant une compétence fondée sur le *forum necessitatis*, l'existence d'une guerre civile rendant impossible la mise en œuvre d'une procédure dans l'Etat tiers concerné.

#### **2 - Les règles de procédure applicable devant les juridictions**

Il est précisé que, si la juridiction d'un Etat membre saisie s'avère incompétente, elle est tenue de le déclarer d'office (article 15).

Le règlement comporte également des dispositions relatives aux conditions de la saisine de la juridiction (article 14), à la vérification de la recevabilité (article 16), à la litispendance (article 17), ou encore à la connexité (article 18).

#### **3 - Le domaine de compétence de la juridiction**

La juridiction compétente statue sur l'ensemble de la succession, qu'il s'agisse de meubles ou immeubles, que les biens soient situés dans un autre Etat membre ou dans un Etat tiers<sup>10</sup>.

Il existe toutefois une compétence spéciale en matière de déclarations d'acceptation ou de renonciation.

L'article 13 du règlement permet en effet de retenir la compétence, pour recevoir une déclaration d'acceptation ou de renonciation à une succession, à un legs ou à la réserve ou une déclaration visant à limiter la responsabilité de la personne concernée à l'égard des dettes de la succession, des juridictions de l'Etat membre de la résidence habituelle de la personne faisant cette déclaration.

Le considérant 32 incite néanmoins l'héritier, qui utiliserait cette possibilité, à informer lui-même la juridiction ou l'autorité chargée de la succession de l'existence de cette déclaration, dans le délai éventuellement fixé par la loi applicable à la succession.

Il prévoit aussi une possibilité de limitation de compétence, à la demande d'une partie, lorsque certains biens successoraux sont situés dans un Etat tiers et que la décision qui serait rendue sur ces biens par la juridiction saisie de l'ensemble de la succession risque de ne pas être reconnue ou de ne pas être déclarée exécutoire dans cet Etat tiers (article 12).

### **SECTION III - LA LOI APPLICABLE**

A titre liminaire, il convient de rappeler que le règlement a **une vocation universelle** (article 20), impliquant que toute loi désignée par l'application de ses dispositions s'applique même si cette loi n'est pas celle d'un Etat membre.

Il a également **une portée générale**, la loi désignée régissant l'ensemble de la succession concernée, c'est-à-dire l'intégralité du patrimoine successoral (qu'il s'agisse de biens mobiliers ou immobiliers, en quelques lieux qu'ils se trouvent) et tous les aspects du règlement de cette succession (de son ouverture au partage), ainsi qu'il résulte notamment de l'article 23 qui en définit la portée (qui cite de manière non exhaustive un certain nombre de cas d'application de la loi) et du considérant 37 (qui précise que la loi désignée comme applicable doit régir l'intégralité du patrimoine composant la succession, quelle que soit la nature des biens et indépendamment du fait que ceux-ci sont situés dans un autre Etat membre ou dans un Etat tiers).

---

<sup>10</sup> Concernant la reconnaissance de la décision dans un Etat tiers, il convient de préciser que la décision ne sera pas forcément reconnue dans cet Etat, dans la mesure où le règlement ne saurait s'imposer à un Etat tiers.



### ***1 - Un critère légal unitaire pour le règlement de l'ensemble de la succession***

#### 1-1 Le principe : le critère de la dernière résidence habituelle

Le principe, posé au paragraphe 1 de l'article 21 du règlement, est celui de l'application de la loi de l'Etat dans lequel le défunt avait sa dernière résidence habituelle au moment de son décès. Il s'agit du même critère que celui déterminant la juridiction compétente, de sorte que celui-ci doit être apprécié de façon identique. Les considérants 23, 24 et 25 du règlement apportent des précisions utiles à cet égard. Le considérant 26 précise, pour sa part, qu'aucune disposition du règlement ne devrait empêcher une juridiction d'appliquer les mécanismes destinés à lutter contre la fraude à la loi.

#### 1-2 L'exception : l'existence de liens plus étroits avec un autre Etat

Le paragraphe 2 de l'article 21 introduit un tempérament à l'application de la loi de la dernière résidence habituelle, en permettant « à titre exceptionnel » l'application de la loi de l'Etat avec lequel le défunt présentait des liens « manifestement » plus étroits lors de son décès, eu égard à « l'ensemble des circonstances de la cause ». La mise en œuvre de cette clause d'exception se trouve ainsi soumise à des conditions particulièrement restrictives.

Le cas visé est notamment celui du de *cujus* s'étant établi dans un Etat peu de temps avant son décès, alors que toutes les circonstances de la cause indiquent qu'il entretenait manifestement des liens plus étroits avec un autre Etat.

Le considérant 25 souligne que ce critère tiré de l'existence de liens manifestement plus étroits ne doit pas être invoqué comme facteur de rattachement subsidiaire, dès que la détermination de la résidence habituelle s'avère complexe. Ainsi, il ne pourra être utilement invoqué que s'il est démontré que ce n'est pas avec son Etat de résidence habituelle que le défunt avait le plus de liens, ce qui suppose en pratique de caractériser deux éléments : d'une part, la résidence habituelle et, d'autre part, l'existence de liens plus étroits avec un autre Etat.

L'usage de cette exception devrait en conséquence être extrêmement résiduel, dès lors que la recherche des liens les plus étroits avec un Etat doit d'ores et déjà être mise en œuvre pour la détermination de la résidence habituelle.

Cette exception est par ailleurs insusceptible d'être prise en compte en cas de choix de loi par le défunt.

### ***2 - La possibilité de choix de loi par le défunt***

L'article 22 du règlement consacre l'autonomie de la volonté du défunt en prévoyant, tout en l'encadrant, la possibilité pour lui de choisir la loi applicable à sa succession.

Le paragraphe 1 de cet article lui accorde ainsi une faculté de choix limitée à **la loi de l'État dont il possède la nationalité au moment où il fait ce choix, ou au moment de son décès**. En cas de bi-nationalité, le défunt peut choisir la loi de tout Etat (membre ou tiers à l'Union européenne) dont il possède la nationalité au moment où il fait ce choix ou au moment de son décès. Il convient de rappeler que ce choix de loi doit porter sur l'ensemble de la succession et qu'il ne peut donc concerner seulement certains biens.

Le paragraphe 2 précise que ce choix doit, soit être formulé de manière expresse dans une déclaration revêtant la forme d'une disposition à cause de mort, soit résulter de manière implicite des termes d'une telle disposition. Cette dernière possibilité est explicitée par le considérant 39, qui envisage notamment le cas où, dans sa disposition, le défunt aurait fait référence à des dispositions spécifiques de la loi de l'Etat de sa nationalité.

Il convient de rappeler que, conformément à l'article 83 paragraphe 2, un choix de loi effectué avant le 17 août 2015 – date d'application effective du règlement – par une personne décédée après cette date, est valable s'il respecte, soit les dispositions prévues par le règlement lui-même, soit les règles de droit international privé en vigueur, lors du choix, dans l'Etat de la résidence habituelle du défunt ou de sa nationalité.

Enfin, il convient de noter qu'aux termes du paragraphe 3 de l'article 22, la validité au fond de l'acte en vertu duquel le choix de loi est effectué est régi par la loi choisie, ce qui signifie que l'existence du consentement, l'interprétation de la volonté du défunt et sa validité au fond sont régies par la loi choisie par le disposant.

### 3 - *L'éviction de la loi applicable*

#### 3-1 L'admission du jeu du renvoi

L'article 34 n'admet que de manière limitée le jeu du renvoi, qui conduit à faire jouer la loi désignée par les règles de droit international privé de l'Etat telles qu'applicables en vertu du règlement, fût-elle celle d'un autre Etat.

Le renvoi est ainsi exclu en cas de choix de loi par le défunt, ou lorsqu'il a été fait application du jeu de la clause d'exception prévue à l'article 21, § 2. Il est exclu également pour la détermination de la loi applicable à la forme des testaments, à la forme de l'option successorale si elle est conforme à la loi de la résidence habituelle de l'auteur, et dans le cadre des régimes spéciaux visés à l'article 30 du règlement.

En toute hypothèse, le renvoi ne peut jouer que lorsque la règle de conflit du règlement désigne la loi d'un Etat tiers.

Son application n'est donc en principe possible que lorsque la loi de la résidence habituelle du défunt est la loi d'un Etat tiers et :

- que la règle de conflit de loi de cet Etat tiers renvoie à la loi d'un Etat membre ;
- ou que la règle de conflit de loi de cet Etat tiers renvoie à la loi d'un autre Etat tiers qui applique sa propre loi.

#### 3-2 L'ordre public

L'article 35 prévoit un garde-fou permettant d'écarter l'application d'une disposition de la loi désignée en vertu du règlement lorsqu'elle est manifestement incompatible avec l'ordre public du for.

Cette disposition doit cependant être lue à la lumière du considérant 58, qui précise que cette exception d'ordre public international ne doit être appliquée que « *dans des circonstances exceptionnelles* », au regard d'« *un cas précis* ». Mais elle jouera que la loi en question soit désignée par le règlement lui-même ou par le *de cuius*.

A cet égard, il doit être rappelé que la Cour de justice de l'Union européenne a pu juger (11 mai 2000, affaire C.-38/98) que « *s'il n'appartient pas à la Cour de définir le contenu de l'ordre public d'un Etat contractant, il lui incombe néanmoins de contrôler les limites dans le cadre desquelles le juge d'un Etat contractant peut avoir recours à cette notion* ».

Dans ce cadre, il conviendra de s'assurer qu'il ne résulterait pas de l'application de la loi désignée soit une atteinte aux droits reconnus par la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, soit une contradiction avec l'un des objectifs du règlement, qui vise principalement à assurer la libre circulation des personnes et doit, en ce sens, garantir une prévisibilité de la norme applicable à tout ceux qui souhaitent organiser par avance leur succession.

La question de la possibilité d'écarter une loi qui exclurait tout mécanisme de réserve héréditaire a fait l'objet de débats importants pendant les négociations du règlement.

Il convient de noter à cet égard qu'il n'existe au sein du règlement aucune disposition visant à assurer une protection directe des mécanismes de réserve héréditaire. Certains Etats ont pu considérer toutefois que cette protection pourrait découler du jeu de la clause d'ordre public.

Sous réserve d'une meilleure appréciation des juridictions et d'une évolution à cet égard, la réserve héréditaire prévue par la loi française n'est pas considérée à ce jour par la Cour de cassation comme relevant de l'ordre public international. Les positions doctrinales sur ce sujet ne sont toutefois pas uniformes.

#### 3-3 L'exception liée à la destination économique, familiale ou sociale de certains biens

L'article 30 garantit la mise en œuvre, quelle que soit la loi applicable à la succession, des dispositions spéciales, qui tiennent compte de la destination économique, familiale ou sociale des biens, de la loi de l'Etat dans lequel sont situés ces derniers.

Il s'agit ici non pas d'écarter totalement la loi applicable, mais de lui substituer en partie la loi du for pour permettre l'application de règles spéciales imposant des restrictions concernant la succession portant sur ces biens



ou ayant une incidence sur celle-ci : dans ce cas, il conviendra d'appliquer la loi désignée par le règlement à la succession, sauf en ce qui concerne ces biens qui seront régis par les dispositions spéciales de l'Etat membre sur lequel ils se situent, ces dernières constituant ainsi de véritables lois de police.

Les dispositions du droit français relatives à l'attribution préférentielle d'une entreprise agricole, notamment, peuvent être considérées comme couvertes par cette disposition<sup>11</sup>.

Le considérant 54 précise toutefois que cette exception à l'application de la loi régissant la succession requiert une interprétation stricte. En particulier, il est précisé que « *ne peuvent être considérées comme des dispositions spéciales (...) les règles de conflits de lois soumettant les biens immobiliers à une loi différente de celle applicable aux biens mobiliers, ni les dispositions prévoyant une réserve héréditaire plus importante que celle prévue par la loi applicable à la succession en vertu du présent règlement.* »

#### **4 - Tempéraments dans certains domaines spécifiques**

##### 4-1 Les règles particulières concernant les dispositions à cause de mort

Le règlement édicte des règles particulières de conflit de lois s'agissant de la validité au fond et en la forme des dispositions à cause de mort. En revanche, les questions proprement successorales soulevées par de tels actes (notamment les principe et modalités du rapport et de la réduction) demeurent régies par la loi applicable à la succession déterminée en application des articles 21 et 22.

Le règlement prend le soin de déterminer toute une liste d'éléments qui, pour son application, relèvent du fond et non de la forme (article 26).

Il convient de rappeler que, conformément à l'article 83, §3, une disposition à cause de mort prise avant le 17 août 2015 – date d'application effective du règlement – par une personne décédée après cette date est valable, quant au fond et à la forme, si elle respecte, soit les conditions posées par la loi telle que déterminée par le règlement lui-même, soit les règles de droit international privé en vigueur, lors de sa rédaction, dans l'Etat de la résidence habituelle du défunt ou de sa nationalité, ou dans l'Etat membre de l'autorité chargée de régler la succession.

- La validité au fond des dispositions à cause de mort

Le règlement comporte, aux articles 24 et 25, des règles particulières concernant la loi régissant la validité au fond des dispositions à cause de mort, en réservant des règles spécifiques aux pactes successoraux.

Le principe consiste à se référer à la loi qui aurait, en vertu du règlement, été applicable à la succession de la personne si celle-ci était décédée le jour de l'établissement par elle de la disposition, ou le jour où le pacte concernant sa succession a été conclu.

- La validité formelle des dispositions à cause de mort

Pour qu'une disposition à cause de mort soit valable en la forme, il suffit qu'elle soit conforme à l'une des lois dont le règlement dresse une liste limitative à l'article 27.

Il convient toutefois de rappeler que l'article 75 réserve l'application de la convention de la Haye du 5 octobre 1961 sur les conflits de lois en matière de forme des dispositions testamentaires, qui prévaut donc sur cet article 27 du règlement. Cette convention a été ratifiée par la France.

##### 4-2 Les règles particulières concernant la validité formelle des déclarations d'acceptation ou de renonciation

S'agissant de l'acceptation de la succession, d'un legs ou d'une réserve héréditaire ou de la renonciation à ceux-ci, l'article 28 du règlement admet que l'on puisse s'en remettre, quant à la forme, à la loi de l'Etat de la résidence habituelle de la personne faisant cette déclaration.

---

<sup>11</sup> Cf. l'arrêt de la première chambre civile de la Cour de cassation du 10 octobre 2012 (n°11-18.345), par lequel la haute juridiction a estimé que les règles d'attribution préférentielle constituaient des lois de police.

### *5 - Les adaptations tenant compte de situations spécifiques*

#### 5-1 L'administration de la succession

L'article 29 permet à la juridiction d'un Etat membre compétente en vertu du règlement de désigner un administrateur de la succession en vertu de sa propre loi, lorsque celle-ci impose une telle désignation, alors même que la loi applicable à cette succession s'avèrerait être une loi étrangère.

Une telle situation ne concerne pas la France, dont le droit prévoit seulement, sans l'imposer, la désignation d'un administrateur successoral.

#### 5-2 Le bénéfice de droits réels

L'article 31 prévoit l'hypothèse où une personne ferait valoir un droit réel auquel elle peut prétendre en vertu de la loi applicable à la succession, mais que la loi de l'Etat membre dans lequel le droit est invoqué ne connaît pas. Il est alors indiqué que ce droit doit être adapté au droit réel équivalent le plus proche.

Pour déterminer l'équivalent le plus proche du droit réel dans le droit national, le considérant 16 souligne que les autorités ou les personnes compétentes de l'Etat dont la loi s'applique à la succession peuvent être contactées afin d'obtenir des informations complémentaires sur la nature et les effets de ce droit. A cette fin, il est possible d'avoir recours aux réseaux existants dans le domaine de la coopération judiciaire en matière civile et commerciale, ainsi qu'à tout autre moyen disponible permettant de comprendre plus facilement la loi étrangère.

#### 5-3 Les comourants

Le règlement prévoit, en son article 32, la situation de deux personnes décédées dans des circonstances qui ne permettent pas de déterminer l'ordre des décès et dont les lois applicables aux successions sont différentes : dans ce cas particulier, lorsque ces lois règlent cette situation par des dispositions différentes ou ne la règlent pas, il doit être considéré qu'aucune de ces personnes défunt(e)s n'a de droit dans la succession de l'une ou de l'autre.

Cette disposition permet d'assurer un traitement uniforme de cette situation, en retenant la solution aujourd'hui appliquée par le droit interne français.

#### 5-4 Les successions en déshérence

Le règlement envisage dans son article 33 l'hypothèse où, en vertu de la loi applicable à la succession, il n'existe personne pour recueillir la succession. Il permet alors tout de même à l'Etat membre dans lequel se situent des biens relevant de ladite succession d'appréhender ces derniers conformément à son droit, sous réserve que les créanciers puissent faire valoir leurs créances sur l'ensemble de la succession.

Cette disposition permettra notamment, pour des biens situés en France, que l'Etat puisse revendiquer ces biens et prétendre à la succession en vertu des articles 811 et suivants du code civil.

#### 5-5 Les conflits de lois territoriaux ou interpersonnels

Le règlement s'attache à régler les situations dans lesquelles la loi applicable concerne un Etat qui connaît plusieurs unités territoriales dont chacune a son propre système de droit (par exemple, les États Unis), ou un Etat qui connaît plusieurs systèmes de droit applicables à différentes catégories de personnes (par exemple, le Liban).

Les articles 36, 37 et 38 posent le principe selon lequel la détermination de la loi effectivement applicable est régie par les règles internes de conflits de lois en vigueur dans ces Etats.

A défaut de telles règles, le règlement détermine alors lui-même la loi effectivement applicable selon les diverses situations qui peuvent se présenter.

**SECTION IV - LES REGLES APPLICABLES A LA RECONNAISSANCE, L'ACCEPTATION  
ET LA FORCE EXECUTOIRE DES DECISIONS, TRANSACTIONS JUDICIAIRES  
ET ACTES AUTHENTIQUES**

Aussi bien pour la reconnaissance, l'acceptation que pour la force exécutoire, les règles ci-dessous explicitées s'appliquent à toutes les décisions, transactions judiciaires et actes authentiques entrant dans le champ d'application du règlement.

***1 - La reconnaissance et l'acceptation***

**1-1 La reconnaissance des décisions et transactions judiciaires**

En raison de la confiance mutuelle existant entre les Etats membres, le règlement prévoit que les décisions et transactions judiciaires prises en matière successorale peuvent circuler d'un Etat membre à l'autre sans qu'il ne soit nécessaire de recourir à aucune procédure. Ces décisions sont donc reconnues de plein droit sur le territoire français, sans formalité particulière.

Toutefois, peut-être soulevé en cas de contestation à titre principal ou incident un motif de non reconnaissance de ces décisions et transactions judiciaires.

Si l'incompétence de l'autorité qui a rendu la décision ne peut être soulevée pour refuser la reconnaissance de cette dernière, la contrariété manifeste à l'ordre public de l'Etat membre requis est en revanche un motif possible de refus.

De même, en application de l'article 40.c) et d) du règlement, peut être refusée la reconnaissance, et s'il y a lieu, l'exécution de la décision, dans la mesure où :

- cette reconnaissance est inconciliable avec une décision rendue en France dans une procédure entre les mêmes parties ;
- cette reconnaissance est inconciliable avec une décision rendue antérieurement dans un autre Etat membre ou dans un Etat tiers entre les mêmes parties dans une procédure ayant le même objet et la même cause, lorsque la décision rendue antérieurement est susceptible d'être reconnue dans l'Etat membre d'exécution.

Il n'est donc posé de critère d'antériorité de la décision que pour celles rendues dans un Etat autre que celui dans lequel la reconnaissance est demandée.

Enfin, la reconnaissance de la décision ou transaction judiciaire peut être refusée si les garanties procédurales n'ont pas été respectées.

**1-2 L'acceptation des actes authentiques**

En complément des règles de reconnaissance des décisions et transactions judiciaires, le règlement pose **le principe de la libre circulation des actes authentiques**, définis comme tout acte en matière de succession dressé ou enregistré formellement en tant qu'acte authentique dans un Etat membre, dont l'authenticité porte sur la signature comme sur le contenu de l'acte et qui a été établie par une autorité publique ou tout autre autorité habilitée à le faire par l'Etat membre d'origine.

S'agissant de la portée transfrontalière des effets attachés à ces actes authentiques, l'article 59 du règlement précise qu'ils ont la même force probante dans un autre Etat membre que dans l'Etat membre d'origine ou, tout au moins, qu'ils y produisent les effets les plus comparables, sous réserve du respect de l'ordre public de l'Etat membre dans lequel l'acceptation est demandée.

En conséquence, contrairement aux décisions et transactions judiciaires étrangères dont la reconnaissance est sollicitée en France, il n'est pas possible de se prévaloir du caractère inconciliable de l'acte authentique avec un autre acte de même nature pour refuser de lui faire produire ses effets. Le considérant n°66 du règlement donne des indications sur la manière de régler les cas d'incompatibilité entre deux actes. Lorsque deux actes authentiques incompatibles dans le cadre de l'application du règlement sont présentés à une autorité, il est ainsi recommandé de donner la priorité à l'un d'eux « *compte tenu des circonstances de l'espèce* ».

En cas de contestation portant sur l'authenticité de l'acte<sup>12</sup>, il appartient à la personne de saisir les juridictions de l'Etat membre d'origine qui statuent en vertu de leur droit national. Les effets attachés à l'acte authentique contesté sont alors suspendus en France tant que ce recours est pendant.

Si la contestation porte principalement sur « *les actes juridiques ou les relations juridiques consignés dans l'acte authentique* » (selon le considérant 63, ces termes font référence au contenu consigné dans l'acte), il convient de saisir la juridiction compétente conformément au chapitre II du règlement qui statue alors selon la loi applicable en vertu du chapitre III. Là encore, les effets attachés à l'acte authentique sont suspendus tant que ce recours est pendant.

Un contrôle incident est possible, devant une juridiction d'un Etat membre, s'agissant du contenu de l'acte tandis que cela n'est pas envisagé sur l'authenticité même de l'acte.

Sur le plan pratique et afin de faciliter l'acceptation des actes authentiques au sein de l'Union européenne, la personne peut solliciter l'autorité qui l'a établi pour remplir un formulaire-type (formulaire II annexé à la présente circulaire) décrivant la force probante de l'acte dans l'Etat d'origine. En France, cette opération est réalisée par le notaire instrumentaire de l'acte.

## **2 - La force exécutoire des décisions, transactions judiciaires et actes authentiques**

Le règlement reprend le mécanisme devenu classique de la procédure de constatation de la force exécutoire.

Cet exequatur « allégé » suppose une intervention tant de l'autorité de l'Etat membre d'origine que celle de l'Etat d'exécution. Les articles 45 à 58 du règlement portent sur cette procédure.

### **2-1 La mesure d'attestation en vue de l'exécution dans un autre Etat membre**

Afin que soient déclarés exécutoires dans un autre Etat membre une décision, une transaction judiciaire ou un acte authentique, il appartient à la personne de solliciter la juridiction ou l'autorité compétente de l'Etat membre d'origine pour qu'elle délivre un formulaire attestant du caractère exécutoire du titre et reprenant les informations nécessaires à son exécution (formulaires I, II ou III annexés).

En ce qui concerne les titres exécutoires français dont la reconnaissance et l'exécution sont sollicitées dans un autre Etat membre, l'autorité compétente pour délivrer l'attestation est le greffier en chef de la juridiction qui a rendu la décision ou homologué la transaction (article 509-1 alinéa 1 du code de procédure civile).

En ce qui concerne les actes authentiques établis par un notaire français, l'autorité compétente pour délivrer l'attestation est le notaire ou la personne morale titulaire de l'office notarial conservant la minute de l'acte reçu (article 509-3 alinéa 3 du code de procédure civile).

Comme pour la délivrance des attestations prévue par les autres règlements européens, la requête est présentée en double exemplaire et porte l'indication précise des pièces invoquées (article 509-4 du code de procédure civile). Aucune représentation par avocat n'est exigée.

Bien que le règlement soit silencieux sur ce point, il conviendrait de limiter autant que possible les champs de texte libre des formulaires-type afin que la traduction de ceux-ci puisse être fournie dans la plupart des cas sans imposer de coûts à la personne en utilisant le formulaire-type dans la langue concernée. Pour autant, il convient de souligner l'importance des informations figurant au 5.2 du formulaire I, au 6.2 du formulaire II et au 4 du formulaire III (force exécutoire) ainsi qu'au 5.1 du formulaire II (inscription dans les registres d'un droit mobilier ou immobilier).

### **2-2 La déclaration constatant la force exécutoire en vue de l'exécution en France**

Dans un deuxième temps, la personne doit formuler auprès des autorités compétentes de l'Etat membre d'exécution une demande de déclaration constatant la force exécutoire.

---

<sup>12</sup> Il convient de souligner que, selon le considérant 62, l'authenticité d'un acte authentique devrait être un concept autonome des définitions qui en sont données par chaque Etat membre, recouvrant des éléments tels que la véracité de l'acte, les exigences de forme qui lui sont applicables, les pouvoirs de l'autorité qui le dresse et la procédure suivie pour le dresser.

Cette demande doit être accompagnée :

- de la copie de la décision réunissant les conditions nécessaires pour en établir l'authenticité ;
- de l'attestation décrite au paragraphe 2.1. Si cette dernière ne figure pas au dossier, il est possible soit d'impartir un délai pour la produire, soit d'accepter un document équivalent, soit encore d'en dispenser la personne si les autres pièces sont suffisantes.

Les documents produits devront être traduits en français, lorsque cela s'avère nécessaire. Le coût de la traduction du formulaire sera à la charge du demandeur dans la mesure où la procédure de constatation de la force exécutoire n'est pas une procédure juridictionnelle et qu'elle n'ouvre donc pas droit à l'aide juridictionnelle française.

Les requêtes aux fins de constatation de la force exécutoire des décisions et transactions judiciaires sont portées en France devant le greffier en chef du tribunal de grande instance (article 509-2 alinéa 1 du code de procédure civile).

S'agissant des actes authentiques, les requêtes sont présentées au président de la chambre des notaires ou, en cas d'absence ou d'empêchement, à son suppléant désigné parmi les membres de la chambre (article 509-3 alinéa 1 du même code).

En outre, l'article 45 du règlement prévoit que la compétence territoriale de l'autorité à même de connaître de ces requêtes est déterminée par le domicile de la partie contre laquelle l'exécution est demandée ou par le lieu de l'exécution.

Il s'agit d'une procédure non contradictoire et dépouillée de tout caractère juridictionnel dans la mesure où l'autorité compétente n'a pas le pouvoir d'opposer les motifs de non reconnaissance énoncés par l'article 40 du règlement. L'article 509-4 du code de procédure civile précise les conditions de dépôt de la requête. Les décisions de rejet de la requête aux fins de constatation de la force exécutoire doivent être motivées.

La décision relative à la demande de constatation de la force exécutoire est notifiée au requérant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou remise au requérant contre émargement ou récépissé. La déclaration constatant la force exécutoire est notifiée par le greffe à la partie contre laquelle l'exécution est demandée (article 509-6 du même code), accompagnée de la décision si celle-ci n'a pas encore été signifiée ou notifiée à cette dernière.

Enfin, le nouvel article 509-9 du même code règle le traitement des litiges nés à la suite de la décision relative à la demande de déclaration constatant la force exécutoire. Cette décision, d'acceptation ou de rejet de la demande, peut faire l'objet d'un recours par le demandeur à la déclaration ou par la partie contre laquelle l'exécution est demandée. Ce recours est porté devant le président du tribunal de grande instance qui statue en dernier ressort sur requête, le requérant et l'autorité requise entendus ou appelés.

Le tableau ci-dessous présente les correspondances entre le règlement européen et les procédures prévues par le droit interne.

TABLEAU RELATIF A LA RECONNAISSANCE ET A LA FORCE EXECUTOIRE

	Article du règlement UE n°650/2012	Nature de la décision	Autorité compétente	Article du CPC
<b>Décisions judiciaires</b>	Articles 45 à 58	Attestation en vue de la reconnaissance et de l'exécution (export)	Greffier en chef de la juridiction qui a rendu la décision	Article 509-1
	Articles 45 à 58	Déclaration constatant la force exécutoire (import)	Greffier en chef du tribunal de grande instance	Article 509-2
<b>Transactions judiciaires</b>	Articles 45 à 58 et 61	Attestation en vue de la reconnaissance et de l'exécution (export)	Greffier en chef de la juridiction qui a rendu la décision	Article 509-1
	Articles 45 à 58 et 61	Déclaration constatant la force exécutoire (import)	Greffier en chef du tribunal de grande instance	Article 509-2
<b>Actes authentiques</b>	Article 59	Attestation en vue de l'acceptation et de l'exécution (export)	Notaire ou personne morale titulaire de l'office notarial qui conserve la minute	Article 509-3
	Article 60	Déclaration constatant la force exécutoire (import)	Président de la chambre des notaires	Article 509-3



**SECTION V - LE CERTIFICAT SUCCESSORAL EUROPEEN**

Dans le souci de favoriser un règlement rapide d'une succession transfrontalière, le règlement n° 650/2012 met en place un nouveau mode d'établissement de la preuve des qualités héréditaires et des pouvoirs des tiers administrateurs.

***1 - Les fonctions et effets du certificat successoral européen***

1-1 Les fonctions du certificat

Le certificat successoral européen est destiné à être utilisé non seulement par les héritiers<sup>13</sup> et les légataires, afin de prouver des éléments spécifiques tels que la qualité d'héritier ou l'attribution d'un bien déterminé, mais également par les exécuteurs testamentaires ainsi que les administrateurs de la succession afin de justifier de leurs pouvoirs (article 63).

Il peut circuler d'un État membre à l'autre, délivré par l'autorité désignée comme compétente en vertu de son droit national (soit un notaire, soit une juridiction). L'autorité compétente pour émettre un certificat successoral européen sera en France, en premier lieu, le notaire.

Le certificat successoral européen ne se substitue pas aux documents internes ayant des finalités similaires, tel que l'acte de notoriété en France. Pour autant, le certificat délivré par un notaire français produit également en France les effets attachés à ce nouvel instrument européen.

Le recours à un certificat successoral européen n'étant pas obligatoire dans le règlement des successions internationales (article 62 du règlement), le notaire français pourra par conséquent choisir d'établir soit un acte de notoriété soit un certificat successoral européen. Les personnes en droit de déposer une demande de certificat sont donc libres soit de recourir au certificat soit de recourir aux autres instruments mis à disposition tel que les décisions de justice, les actes authentiques ou les transactions judiciaires. Cependant, aucune autorité ou personne devant laquelle serait produit un certificat successoral européen délivré dans un autre État n'est en droit de demander la production d'une décision, d'un acte authentique ou d'une transaction judiciaire en lieu et place du certificat (considérant 69).

1-2 Les effets du certificat

Le certificat produit les mêmes effets dans tous les États membres.

Il n'est ni un titre exécutoire ni un acte authentique. Il fait foi jusqu'à preuve contraire et est présumé attester fidèlement de l'existence d'éléments qui ont été établis en vertu de la loi applicable à la succession ou en vertu de tout autre élément spécifique, tel que la validité au fond des dispositions à cause de mort. Il ne fait cependant pas foi des éléments qui ne sont pas régis par le règlement comme l'appartenance d'un actif donné au défunt (considérant 71).

Toute personne effectuant un paiement, ou remettant un bien successoral à une personne indiquée dans le certificat comme étant en droit d'accepter ce paiement ou ce bien en qualité d'héritier ou de légataire, doit bénéficier d'une protection adéquate si elle a agi de bonne foi, en se fiant à l'exactitude des informations validées dans le certificat.

La même protection doit être accordée à toute personne qui, en se fiant à l'exactitude des informations validées dans le certificat, achète ou reçoit un bien successoral d'une personne indiquée dans le certificat comme étant en droit de disposer de ce bien. Les règles de droit applicables à la question de savoir si l'acquisition d'un bien par un tiers est effective ou non ne relève pas de l'application de ce règlement mais du droit national (considérant 71).

En ce qui concerne l'inscription d'un bien successoral dans les registres fonciers français, si l'article 1, § 2. 1 du règlement exclut du champ d'application les inscriptions dans les registres de droit immobiliers et mobiliers et pose le principe selon lequel c'est la loi du registre qui déterminera les conditions et la manière dont l'inscription peut être effectuée et si l'article 69, §5 prévoit que le certificat successoral européen constitue un document valable

---

<sup>13</sup> Le règlement ne renvoyant pas à une définition autonome de la notion d'héritier ou légataire, il convient de se référer à celle donnée par la loi applicable à la succession en vertu du chapitre III du règlement. Pour rappel, est conjoint successible en France le conjoint survivant non divorcé (article 732 du code civil).

pour l'inscription d'un bien successoral sur un tel registre sans préjudice de cet article 1, §2.1, il n'en reste pas moins que le considérant 18 rappelle la nécessité d'une transcription directe d'une mutation immobilière dans les registres fonciers, sans procédure intermédiaire, dans toutes les hypothèses où les indications mentionnées dans le certificat successoral européen ou l'acte authentique étranger sont suffisantes.

## 2 - Les règles procédurales propres à ce nouvel outil européen

### 2-1 La procédure de délivrance du certificat

La personne qui sollicite la délivrance d'un certificat successoral européen (héritier, légataire, exécuteur testamentaire ou administrateur de la succession) peut utiliser le formulaire figurant en annexe IV du règlement d'exécution (UE) n° 1329/2014 de la Commission du 9 décembre 2014 créée à cet effet.

La demande de certificat pourra notamment comprendre les éléments d'information mentionnés à l'article 65, §3 du règlement. Elle doit indiquer la finalité à laquelle le certificat est destiné (art. 65, §3, f) et le contenu du certificat varie avec celle-ci (art. 68).

Il convient de noter que, dans la mesure où cela est nécessaire à la finalité déclarée, le certificat doit indiquer si le défunt avait conclu un contrat de mariage et donner les renseignements concernant le régime matrimonial du défunt. Cependant, il y a lieu de rappeler que les questions liées aux régimes matrimoniaux et aux régimes patrimoniaux relatifs aux relations qui, selon la loi qui leur est applicable, sont réputées avoir des effets comparables au mariage sont exclues du champ d'application du règlement de sorte que le notaire français déterminera le régime applicable non pas en faisant application du chapitre III du règlement mais en appliquant les règles de conflit de notre droit interne<sup>14</sup>.

Lors de la réception de la demande de certificat successoral européen, le notaire doit vérifier l'ensemble des informations et déclarations fournies par le demandeur ainsi que les documents et autres moyens de preuve présentés par celui-ci. Le régime de l'examen de la demande est énoncé à l'article 66 du règlement, en particulier la possibilité d'entendre toute personne intéressée, de procéder à des annonces publiques visant à donner à d'autres bénéficiaires éventuels la possibilité de faire valoir leurs droits ou l'accès aux registres étrangers. Si le demandeur est dans l'incapacité de produire les documents pertinents (original ou copie de la disposition à cause de mort, du contrat de mariage, copie de la déclaration d'acceptation ou renonciation à la succession...), des modes de preuve supplétifs peuvent être acceptés.

Le notaire français qui a émis le certificat en assure la conservation et en délivre une ou plusieurs copies certifiées conformes au demandeur ou à toute autre personne justifiant d'un intérêt légitime. Le règlement ne donne pas de définition autonome de cet « *intérêt légitime* ». Lorsque le certificat est rectifié, modifié, retiré ou que ses effets sont suspendus, il doit en informer les personnes auxquelles des copies certifiées conformes ont été délivrées (articles 72, 73 du règlement et considérant 72).

Par ailleurs, le notaire ayant établi le certificat successoral européen devra conserver la liste des personnes qui se sont vu délivrer des copies authentiques de l'acte, ces dernières bénéficiant d'une durée de validité limitée à six mois, laquelle devrait être indiquée sur la copie concernée sous la forme d'une date d'expiration. Une fois ce délai expiré, la personne en possession de la copie devra, le cas échéant, demander la prorogation de la durée de validité ou requérir l'émission d'une nouvelle copie (article 70, §3).

### 2-2 Les conditions de rectification, modification, retrait du certificat ou de suspension de ses effets

Le règlement, en ses articles 71 et 73, précise les règles applicables en cas d'erreur matérielle commise dans la rédaction du certificat, en cas de nécessité de retrait de celui-ci s'il apparaît qu'il ne correspond pas à la réalité, en cas de modification du certificat ou de suspension de ses effets.

Toute personne justifiant d'un intérêt légitime, ce qui paraît englober les créanciers et liquidateurs judiciaires, peut solliciter de l'autorité émettrice un tel changement. S'il est fait droit à la demande, cette dernière en informe sans délai les personnes qui ont reçu une copie certifiée conforme du certificat initial.

---

<sup>14</sup> De plus amples informations sur les régimes nationaux en ce qui concerne les effets patrimoniaux du mariage et du partenariat enregistrés sont disponibles sur le portail e-Justice européen (<https://e-justice.europa.eu>).

2-3 Les apports du décret n° 2015-1395 du 2 novembre 2015 portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière de successions transfrontières.

Le décret n° 2015-1395 du 2 novembre 2015 portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière de successions transfrontalières insère dans le code de procédure civile une section entière consacrée au certificat successoral européen.

En premier lieu, en cas de refus de délivrer un certificat successoral européen, le notaire informe le demandeur par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Dans les hypothèses de retrait du certificat successoral européen, de suspension de ses effets ou de refus de procéder à sa rectification, sa modification, son retrait ou à la suspension de ses effets, le notaire informe, dans les mêmes conditions, les personnes qui se sont vu délivrer une copie certifiée conforme du certificat initial. Le notaire doit informer les intéressés des motifs de sa décision et préciser les voies de recours.

En second lieu, le nouvel article 1381-4 du code de procédure civile prévoit les règles procédurales applicables en cas de recours contre toute décision du notaire portant sur le certificat successoral européen.

Seuls les héritiers, légataires, exécuteurs testamentaires ou administrateurs de la succession peuvent déférer la décision de délivrance ou de refus de délivrance d'un certificat successoral européen au président du tribunal de grande instance dans le ressort duquel est situé l'office du notaire qui est intervenu et ce, dans un délai de quinze jours à compter de la remise ou notification de la copie certifiée conforme du certificat ou de la réception de la décision de refus de délivrance.

En revanche, toute personne justifiant d'un intérêt légitime, tel un créancier, peut déférer les autres décisions (décisions de retrait, de rectification, de modification, de suspension des effets du certificat...) au président du tribunal de grande instance dans le ressort duquel est situé l'office du notaire et ce, dans un délai de quinze jours à compter de la remise ou notification de la copie certifiée conforme du nouveau certificat ou de la réception de la décision.

Dans tous les cas, le président du tribunal statue en dernier ressort sur requête, le requérant, le notaire à l'origine de l'acte, et, le cas échéant, le demandeur au certificat s'il n'est requérant, entendus ou appelés.

Si le recours est accueilli et qu'il doit être procédé à une rectification ou modification du certificat, le président du tribunal peut y procéder lui-même à l'aide du formulaire V déjà évoqué et conformément aux indications données au paragraphe 2.1. de la section V de la présente circulaire. Ce dernier peut aussi veiller à ce que ces opérations soient réalisées par le notaire déjà saisi. Hormis les cas les plus complexes, la première solution est recommandée dans le but d'éviter, d'une part, toute discussion inutile sur les ajustements à réaliser et, d'autre part, toute perte de temps dans l'utilisation des certificats.

A la diligence du greffe, la décision judiciaire est notifiée au notaire afin que ce dernier prenne connaissance des démarches qui doivent éventuellement être réalisées (délivrance ou retrait du certificat, suspension des effets, rectification...).

Si le président du tribunal a utilisé lui-même le formulaire, il adresse alors le certificat rectifié ou modifié au notaire par lettre recommandée avec demande d'avis de réception dans la mesure où ce dernier assure la conservation des certificats et a la charge d'en délivrer copie conforme aux intéressés<sup>15</sup>.

Par ailleurs, si le retrait ou la suspension des effets du certificat est ordonné par le président du tribunal, le notaire en informe sans délai toutes les personnes qui se sont vu délivrer des copies certifiées conformes. Aucune copie du certificat ne peut être délivrée pendant la période de suspension de ses effets.

Enfin, les missions confiées aux notaires en vue de la délivrance d'un certificat successoral européen ou d'une des opérations prévues par les articles 71 et 73 du règlement donnent lieu au paiement préalable d'un droit forfaitaire par le requérant. L'ensemble de ces dispositions tarifaires est prévu à l'article 6 du décret n° 2015-1395 du 2 novembre 2015 et s'insère, jusqu'au 1<sup>er</sup> février 2016, dans le décret n° 78-262 du 8 mars 1978 modifié portant fixation du tarif des notaires.

\* \*  
\*

---

<sup>15</sup> La copie certifiée conforme du certificat successoral européen est remise au requérant et à toute personne justifiant d'un intérêt légitime contre émargement ou récépissé, ou leur est notifiée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception (article 1381-2 du code de procédure civile).

---

## BULLETIN OFFICIEL DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE

---

Vous voudrez bien veiller à la diffusion de la présente circulaire et à m'informer des difficultés susceptibles de résulter de sa mise en œuvre sous le timbre de la direction des affaires civiles et du sceau – sous-direction des affaires civiles, bureau du droit des personnes et de la famille (tel : 01.44.77.62.63, courriel : [dacs-c1@justice.gouv.fr](mailto:dacs-c1@justice.gouv.fr)).

La garde des sceaux, ministre de la justice,  
Pour la ministre et par délégation,  
La directrice des affaires civiles et du sceau,

**Carole CHAMPALAUNE**

**Liste des annexes**

**Annexe 1**

Règlement (UE) n° 650/2012 du Parlement européen et du Conseil du 4 juillet 2012 relatif à la compétence, la loi applicable, la reconnaissance et l'exécution des décisions, et l'acceptation et l'exécution des actes authentiques en matière de successions et à la création d'un certificat successoral européen

**Annexe 2**

Règlement d'exécution (UE) n° 1329/2014 de la Commission du 9 décembre 2014 établissant les formulaires mentionnés dans le règlement (UE) n° 650/2012 du Parlement européen et du Conseil du 4 juillet 2012 relatif à la compétence, la loi applicable, la reconnaissance et l'exécution des décisions, et l'acceptation et l'exécution des actes authentiques en matière de successions et à la création d'un certificat successoral européen

## RÈGLEMENT (UE) N° 650/2012 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL

du 4 juillet 2012

relatif à la compétence, la loi applicable, la reconnaissance et l'exécution des décisions, et l'acceptation et l'exécution des actes authentiques en matière de successions et à la création d'un certificat successoral européen

LE PARLEMENT EUROPÉEN ET LE CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, et notamment son article 81, paragraphe 2,

vu la proposition de la Commission européenne,

vu l'avis du Comité économique et social européen <sup>(1)</sup>,

statuant conformément à la procédure législative ordinaire <sup>(2)</sup>,

considérant ce qui suit:

- (1) L'Union s'est donné pour objectif de maintenir et de développer un espace de liberté, de sécurité et de justice au sein duquel est assurée la libre circulation des personnes. En vue de l'établissement progressif de cet espace, l'Union doit adopter des mesures relevant du domaine de la coopération judiciaire dans les matières civiles ayant une incidence transfrontière, notamment lorsque cela est nécessaire au bon fonctionnement du marché intérieur.
- (2) Conformément à l'article 81, paragraphe 2, point c), du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, ces mesures peuvent comprendre des mesures visant à assurer la compatibilité des règles applicables dans les États membres en matière de conflits de lois et de compétence.
- (3) Le Conseil européen, réuni à Tampere les 15 et 16 octobre 1999, a approuvé le principe de reconnaissance mutuelle des jugements et des autres décisions émanant des autorités judiciaires en tant que pierre angulaire de la coopération judiciaire en matière civile et a invité le Conseil et la Commission à adopter un programme de mesures destinées à mettre en œuvre ce principe.
- (4) Un programme de mesures sur la mise en œuvre du principe de reconnaissance mutuelle des décisions en matière civile et commerciale <sup>(3)</sup>, commun à la Commission et au Conseil, a été adopté le 30 novembre 2000.

Ce programme décrit les mesures relatives à l'harmonisation des règles de conflits de lois comme des mesures destinées à faciliter la reconnaissance mutuelle des décisions et prévoit l'élaboration d'un instrument en matière de testaments et successions.

- (5) Le Conseil européen, réuni à Bruxelles les 4 et 5 novembre 2004, a adopté un nouveau programme, intitulé «Le programme de La Haye: renforcer la liberté, la sécurité et la justice dans l'Union européenne» <sup>(4)</sup>. Ce programme souligne la nécessité d'adopter un instrument en matière de successions, traitant notamment des questions de conflits de lois, de la compétence, de la reconnaissance mutuelle et de l'exécution des décisions dans le domaine des successions ainsi que d'un certificat successoral européen.
- (6) Réuni à Bruxelles les 10 et 11 décembre 2009, le Conseil européen a adopté un nouveau programme pluriannuel intitulé «Le programme de Stockholm – une Europe ouverte et sûre qui sert et protège les citoyens» <sup>(5)</sup>. Dans ce programme, le Conseil européen estimait que la reconnaissance mutuelle devrait être étendue à des domaines encore non couverts mais essentiels pour la vie quotidienne, tels que les successions et les testaments, tout en tenant compte des systèmes juridiques des États membres, y compris en matière d'ordre public, et des traditions nationales dans ce domaine.
- (7) Il y a lieu de faciliter le bon fonctionnement du marché intérieur en supprimant les entraves à la libre circulation de personnes confrontées aujourd'hui à des difficultés pour faire valoir leurs droits dans le contexte d'une succession ayant des incidences transfrontières. Dans l'espace européen de justice, les citoyens doivent être en mesure d'organiser à l'avance leur succession. Les droits des héritiers et légataires, des autres personnes proches du défunt ainsi que des créanciers de la succession doivent être garantis de manière effective.
- (8) Afin d'atteindre ces objectifs, le présent règlement devrait regrouper les dispositions sur la compétence, la loi applicable, la reconnaissance — ou, le cas échéant, l'acceptation —, la force exécutoire et l'exécution des décisions, des actes authentiques et des transactions judiciaires ainsi que sur la création d'un certificat successoral européen.

<sup>(1)</sup> JO C 44 du 11.2.2011, p. 148.

<sup>(2)</sup> Position du Parlement européen du 13 mars 2012 (non encore parue au Journal officiel) et décision du Conseil du 7 juin 2012.

<sup>(3)</sup> JO C 12 du 15.1.2001, p. 1.

<sup>(4)</sup> JO C 53 du 3.3.2005, p. 1.

<sup>(5)</sup> JO C 115 du 4.5.2010, p. 1.



- (9) Le champ d'application du présent règlement devrait s'étendre à tous les aspects de droit civil d'une succession à cause de mort, à savoir tout mode de transfert de biens, de droits et d'obligations à cause de mort, qu'il s'agisse d'un acte volontaire de transfert en vertu d'une disposition à cause de mort ou d'un transfert dans le cadre d'une succession ab intestat.
- (10) Le présent règlement ne devrait pas s'appliquer aux questions fiscales ni aux questions administratives relevant du droit public. Il appartient dès lors au droit national de déterminer, par exemple, comment sont calculés et payés les impôts et autres taxes, qu'il s'agisse d'impôts dus par la personne décédée au moment de son décès ou de tout type d'impôt lié à la succession dont doivent s'acquitter la succession ou les bénéficiaires. Il appartient également au droit national de déterminer si le transfert d'un bien successoral aux bénéficiaires en vertu du présent règlement ou l'inscription d'un bien successoral dans un registre peut, ou non, faire l'objet de paiement d'impôts.
- (11) Le présent règlement ne devrait pas s'appliquer aux domaines du droit civil autres que les successions. Pour des raisons de clarté, le champ d'application du présent règlement devrait explicitement exclure une série de questions dont il pourrait être estimé qu'elles ont un lien avec les questions de succession.
- (12) Ainsi, le présent règlement ne devrait pas s'appliquer aux questions ayant trait aux régimes matrimoniaux, y compris les conventions matrimoniales que connaissent certains systèmes juridiques, dès lors que celles-ci ne traitent pas de questions successorales, ni aux régimes patrimoniaux applicables aux relations réputées avoir des effets comparables à ceux du mariage. Les autorités chargées d'une succession donnée en vertu du présent règlement devraient néanmoins, en fonction de la situation, prendre en compte la liquidation du régime matrimonial ou d'un régime patrimonial similaire du défunt lors du calcul de la masse successorale et des parts respectives des différents bénéficiaires.
- (13) Il convient également d'exclure du champ d'application du présent règlement les questions liées à la constitution, au fonctionnement et à la dissolution de trusts. Cela ne devrait pas s'entendre comme une exclusion générale des trusts. Dans le cas où un trust est constitué en vertu d'un testament ou de la loi en lien avec une succession ab intestat, la loi applicable à la succession en vertu du présent règlement devrait s'appliquer s'agissant de la dévolution des biens et de la vocation successorale des bénéficiaires.
- (14) Les droits et biens créés ou transférés autrement que par succession, par exemple au moyen de libéralités, devraient également être exclus du champ d'application du présent règlement. Néanmoins, c'est la loi désignée par le présent règlement comme étant la loi applicable à la succession qui précise s'il convient que les libéralités ou autres formes de dispositions entre vifs qui donnent naissance à un droit réel avant le décès fassent l'objet d'un rapport ou d'une réduction aux fins du calcul des parts des bénéficiaires conformément à la loi applicable à la succession.
- (15) Le présent règlement devrait permettre la création ou le transfert par succession d'un droit mobilier ou immobilier tel que prévu par la loi applicable à la succession. Il ne devrait toutefois pas porter atteinte au nombre limité («*numerus clausus*») de droits réels que connaît le droit national de certains États membres. Un État membre ne devrait pas être tenu de reconnaître un droit réel en rapport avec des biens situés dans cet État membre, s'il ne connaît pas un tel droit réel dans son droit.
- (16) Afin de permettre toutefois aux bénéficiaires de jouir, dans un autre État membre, des droits qui ont été créés ou leur ont été transférés par succession, il convient que le présent règlement prévoie l'adaptation d'un droit réel inconnu à son équivalent le plus proche en vertu du droit de cet autre État membre. Dans le cadre de cette adaptation, il y a lieu de tenir compte des objectifs et des intérêts poursuivis par le droit réel en question et des effets qui y sont liés. Pour déterminer l'équivalent le plus proche du droit réel dans le droit national, les autorités ou les personnes compétentes de l'État dont la loi s'applique à la succession peuvent être contactées afin d'obtenir des informations complémentaires sur la nature et les effets de ce droit. À cette fin, il serait possible d'avoir recours aux réseaux existants dans le domaine de la coopération judiciaire en matière civile et commerciale, ainsi qu'à tout autre moyen disponible permettant de comprendre plus facilement la loi étrangère.
- (17) L'adaptation d'un droit réel inconnu, expressément prévu par le présent règlement, ne devrait pas empêcher d'autres formes d'adaptation dans le cadre de l'application de ce règlement.
- (18) Les exigences relatives à l'inscription dans un registre d'un droit immobilier ou mobilier devraient être exclues du champ d'application du présent règlement. Par conséquent, c'est la loi de l'État membre dans lequel le registre est tenu (pour les biens immeubles, la *lex rei sitae*) qui devrait définir les conditions légales et les modalités de l'inscription, et déterminer quelles sont les autorités, telles que les responsables des cadastres ou les notaires, chargées de vérifier que toutes les exigences sont respectées et que les documents présentés ou établis sont suffisants ou contiennent les informations nécessaires. En particulier, les autorités peuvent vérifier que le droit du défunt sur les biens successoraux mentionnés dans le document présenté pour inscription est un droit qui est inscrit en tant que tel dans le registre ou qui a été attesté d'une autre manière conformément au droit de l'État membre dans lequel le registre est tenu. Afin d'éviter la duplication des documents, les autorités chargées de l'inscription devraient accepter les documents rédigés par les autorités compétentes d'un autre État membre, dont la circulation est prévue par le présent règlement. En particulier, le certificat successoral européen délivré en vertu du présent règlement devrait constituer un document valable pour l'inscription de biens successoraux dans le registre d'un État membre. Cela ne devrait pas empêcher

les autorités chargées de l'inscription de solliciter de la personne qui demande l'inscription de fournir les informations supplémentaires ou présenter les documents complémentaires exigés en vertu du droit de l'État membre dans lequel le registre est tenu, par exemple les informations ou les documents concernant le paiement d'impôts. L'autorité compétente peut indiquer à la personne demandant l'inscription la manière dont elle peut se procurer les informations ou les documents manquants.

(19) Les effets de l'inscription d'un droit dans un registre devraient également être exclus du champ d'application du présent règlement. Par conséquent, c'est la loi de l'État membre dans lequel le registre est tenu qui devrait déterminer si l'inscription a un effet, par exemple, déclaratoire ou constitutif. Donc, dans le cas où, par exemple, l'acquisition d'un droit immobilier exige une inscription dans un registre en vertu du droit de l'État membre dans lequel le registre est tenu afin d'assurer l'effet erga omnes des registres ou de protéger les transactions juridiques, le moment de cette acquisition devrait être régi par le droit de cet État membre.

(20) Le présent règlement devrait respecter les différents systèmes de règlement des successions applicables dans les États membres. Aux fins du présent règlement, il convient dès lors de donner au terme «juridiction» un sens large permettant de couvrir, non seulement les juridictions au sens strict qui exercent des fonctions juridictionnelles, mais également les notaires ou les services de l'état civil dans certains États membres qui, pour certaines questions successorales, exercent des fonctions juridictionnelles au même titre que les juridictions, et les notaires et les professionnels du droit qui, dans certains États membres, exercent des fonctions juridictionnelles dans le cadre d'une succession donnée en vertu d'une délégation de pouvoirs accordée par une juridiction. Toutes les juridictions au sens du présent règlement devraient être liées par les règles de compétence prévues dans le présent règlement. Inversement, le terme «juridiction» ne devrait pas viser les autorités non judiciaires d'un État membre qui, en vertu du droit national, sont habilitées à régler les successions, telles que les notaires dans la plupart des États membres, lorsque, comme c'est généralement le cas, ils n'exercent pas de fonctions juridictionnelles.

(21) Le présent règlement devrait permettre à tous les notaires qui sont compétents en matière de successions dans les États membres d'exercer cette compétence. La question de savoir si les notaires d'un État membre donné sont ou non liés par les règles de compétence prévues dans le présent règlement devrait dépendre de la question de savoir s'ils relèvent ou non de la définition du terme «juridiction» aux fins du présent règlement.

(22) Les actes dressés par des notaires en matière de successions dans les États membres devraient circuler dans le cadre du présent règlement. Lorsque les notaires exercent des fonctions juridictionnelles, ils sont liés par les règles de compétence, et les décisions qu'ils rendent devraient

circuler conformément aux dispositions relatives à la reconnaissance, à la force exécutoire et à l'exécution des décisions. Lorsque les notaires n'exercent pas des fonctions juridictionnelles, ils ne sont pas liés par les règles de compétence juridictionnelle et les actes authentiques qu'ils dressent devraient circuler conformément aux dispositions relatives aux actes authentiques.

(23) Compte tenu de la mobilité croissante des citoyens et afin d'assurer une bonne administration de la justice au sein de l'Union et de veiller à ce qu'un lien de rattachement réel existe entre la succession et l'État membre dans lequel la compétence est exercée, le présent règlement devrait prévoir que le facteur général de rattachement aux fins de la détermination, tant de la compétence que de la loi applicable, est la résidence habituelle du défunt au moment du décès. Afin de déterminer la résidence habituelle, l'autorité chargée de la succession devrait procéder à une évaluation d'ensemble des circonstances de la vie du défunt au cours des années précédant son décès et au moment de son décès, prenant en compte tous les éléments de fait pertinents, notamment la durée et la régularité de la présence du défunt dans l'État concerné ainsi que les conditions et les raisons de cette présence. La résidence habituelle ainsi déterminée devrait révéler un lien étroit et stable avec l'État concerné, compte tenu des objectifs spécifiques du présent règlement.

(24) Dans certains cas, il peut s'avérer complexe de déterminer la résidence habituelle du défunt. Un tel cas peut se présenter, en particulier, lorsque, pour des raisons professionnelles ou économiques, le défunt était parti vivre dans un autre État pour y travailler, parfois pendant une longue période, tout en ayant conservé un lien étroit et stable avec son État d'origine. Dans un tel cas, le défunt pourrait, en fonction des circonstances de l'espèce, être considéré comme ayant toujours sa résidence habituelle dans son État d'origine, dans lequel se trouvait le centre des intérêts de sa vie familiale et sociale. D'autres cas complexes peuvent se présenter lorsque le défunt vivait de façon alternée dans plusieurs États ou voyageait d'un État à un autre sans s'être installé de façon permanente dans un État. Si le défunt était ressortissant de l'un de ces États ou y avait l'ensemble de ses principaux biens, sa nationalité ou le lieu de situation de ces biens pourrait constituer un critère particulier pour l'appréciation globale de toutes les circonstances de fait.

(25) En vue de déterminer la loi applicable à la succession, l'autorité chargée de la succession peut, dans des cas exceptionnels où, par exemple, le défunt s'était établi dans l'État de sa résidence habituelle relativement peu de temps avant son décès et que toutes les circonstances de la cause indiquent qu'il entretenait manifestement des liens plus étroits avec un autre État, parvenir à la conclusion que la loi applicable à la succession ne devrait pas être la loi de l'État de résidence habituelle du défunt mais plutôt celle de l'État avec lequel le défunt entretenait manifestement des liens plus étroits. Les liens manifestement les plus étroits ne devraient toutefois pas être invoqués comme facteur de rattachement subsidiaire dès que la détermination de la résidence habituelle du défunt au moment de son décès s'avère complexe.

- (26) Aucune disposition du présent règlement ne devrait empêcher une juridiction d'appliquer les mécanismes destinés à lutter contre la fraude à la loi, par exemple dans le cadre du droit international privé.
- (27) Les dispositions du présent règlement sont conçues pour assurer que l'autorité chargée de la succession en vienne, dans la plupart des cas, à appliquer son droit national. Le présent règlement prévoit dès lors une série de mécanismes qui entreraient en action dans les cas où le défunt avait choisi pour régir sa succession le droit d'un État membre dont il était un ressortissant.
- (28) Parmi ces mécanismes devrait figurer celui permettant aux parties concernées de conclure un accord d'élection de for en faveur des juridictions de l'État membre de la loi choisie. Il faudrait préciser au cas par cas, en fonction notamment de la question couverte par l'accord d'élection de for, si l'accord devrait être conclu entre toutes les parties concernées par la succession ou si certaines d'entre elles pourraient accepter de soumettre une question spécifique à la juridiction choisie au cas où la décision de ladite juridiction sur ladite question n'affecterait pas les droits des autres parties à la succession.
- (29) Si une procédure en matière de succession est engagée d'office par une juridiction, comme cela se produit dans certains États membres, cette juridiction devrait clore la procédure si les parties conviennent de régler la succession à l'amiable par voie extrajudiciaire dans l'État membre dont la loi avait été choisie. Lorsqu'une procédure en matière de succession n'est pas engagée d'office par une juridiction, le présent règlement ne devrait pas empêcher les parties de régler la succession à l'amiable par voie extrajudiciaire, par exemple devant un notaire, dans un État membre de leur choix, dans le cas où le droit de cet État membre le permet. Ce devrait être le cas même si la loi applicable à la succession n'est pas la loi de cet État membre.
- (30) Afin de veiller à ce que les juridictions de tous les États membres puissent s'appuyer sur les mêmes motifs pour exercer leur compétence à l'égard de la succession de personnes n'ayant pas leur résidence habituelle sur le territoire d'un État membre au moment du décès, le présent règlement devrait dresser la liste exhaustive, dans l'ordre hiérarchique, des motifs pour lesquels cette compétence subsidiaire peut s'exercer.
- (31) Afin de remédier tout particulièrement à des situations de déni de justice, il y a lieu de prévoir dans le présent règlement un forum necessitatis permettant à une juridiction d'un État membre, dans des cas exceptionnels, de statuer sur une succession qui présente un lien étroit avec un État tiers. Un tel cas exceptionnel pourrait exister lorsqu'une procédure se révèle impossible dans l'État tiers concerné, par exemple en raison d'une guerre civile, ou lorsqu'on ne peut raisonnablement attendre d'un bénéficiaire qu'il introduise ou conduise une procédure dans cet État. La compétence fondée sur le forum necessitatis ne pourrait cependant être exercée que si l'affaire présente un lien suffisant avec l'État membre de la juridiction saisie.
- (32) Afin de faciliter la vie des héritiers et légataires résidant habituellement dans un autre État membre que celui dans lequel la succession est ou sera réglée, le présent règlement devrait permettre à toute personne ayant le droit, en vertu de la loi applicable à la succession, de faire des déclarations relatives à l'acceptation de la succession, d'un legs ou d'une réserve héréditaire ou à la renonciation à ceux-ci, ou une déclaration visant à limiter sa responsabilité à l'égard des dettes de la succession, de faire ces déclarations sous la forme prévue par la loi de l'État membre de sa résidence habituelle devant les juridictions dudit État membre. Cette disposition ne devrait pas empêcher de faire de telles déclarations devant d'autres autorités de cet État membre qui sont compétentes pour recevoir les déclarations en vertu du droit national. Les personnes qui choisissent de se prévaloir de la possibilité de faire une déclaration dans l'État membre de leur résidence habituelle devraient informer elles-mêmes la juridiction ou l'autorité qui est ou sera chargée de la succession de l'existence de telles déclarations dans le délai éventuellement fixé par la loi applicable à la succession.
- (33) Une personne qui souhaite limiter sa responsabilité à l'égard des dettes de la succession ne devrait pas avoir la possibilité de le faire par une simple déclaration à cet effet devant les juridictions ou d'autres autorités compétentes de l'État membre de sa résidence habituelle lorsque la loi applicable à la succession exige qu'elle engage une procédure judiciaire spécifique, par exemple une procédure d'inventaire, devant la juridiction compétente. Une déclaration faite dans de telles circonstances par une personne dans l'État membre de sa résidence habituelle, sous la forme prévue par le droit de cet État membre, ne devrait dès lors pas être valable en la forme aux fins du présent règlement. De même, les actes introductifs d'instance ne devraient pas être considérés comme des déclarations aux fins du présent règlement.
- (34) Dans l'intérêt du fonctionnement harmonieux de la justice, il conviendrait d'éviter que des décisions inconciliables soient rendues dans différents États membres. À cette fin, le présent règlement devrait prévoir des règles générales de procédure semblables à celles d'autres instruments de l'Union dans le domaine de la coopération judiciaire en matière civile.
- (35) Parmi ces règles de procédure figure la règle de la litispendance qui entrera en jeu si la même affaire de succession est portée devant différentes juridictions de différents États membres. Cette règle déterminera alors la juridiction appelée à poursuivre le règlement de la succession.

- (36) Étant donné que, dans certains États membres, les successions peuvent être réglées par des autorités non judiciaires telles que des notaires, qui ne sont pas liées par les règles de compétence en vertu du présent règlement, on ne peut exclure qu'une transaction extrajudiciaire à l'amiable et une procédure judiciaire ayant trait à la même succession ou deux transactions extrajudiciaires à l'amiable ayant trait à la même succession puissent être engagées parallèlement dans différents États membres. En pareil cas, il devrait appartenir aux parties impliquées, une fois qu'elles connaissent l'existence de procédures parallèles, de convenir entre elles de la manière de procéder. À défaut d'accord entre elles, il appartiendra aux juridictions compétentes en vertu du présent règlement de régler et de statuer sur la succession.
- (37) Afin de permettre aux citoyens de profiter, en toute sécurité juridique, des avantages offerts par le marché intérieur, le présent règlement devrait leur permettre de connaître à l'avance la loi applicable à leur succession. Des règles harmonisées de conflits de lois devraient être introduites pour éviter des résultats contradictoires. La règle principale devrait assurer que la succession est régie par une loi prévisible, avec laquelle elle présente des liens étroits. Pour des raisons de sécurité juridique et afin d'éviter le morcellement de la succession, cette loi devrait régir l'ensemble de la succession, c'est-à-dire l'intégralité du patrimoine composant la succession, quelle que soit la nature des biens et indépendamment du fait que ceux-ci sont situés dans un autre État membre ou dans un État tiers.
- (38) Le présent règlement devrait permettre aux citoyens d'organiser à l'avance leur succession en choisissant la loi applicable à leur succession. Ce choix devrait être limité à la loi d'un État dont ils possèdent la nationalité afin d'assurer qu'il existe un lien entre le défunt et la loi choisie et d'éviter que le choix d'une loi ne soit effectué avec l'intention de frustrer les attentes légitimes des héritiers réservataires.
- (39) Le choix de la loi devrait être formulé de manière expresse dans une déclaration revêtant la forme d'une disposition à cause de mort ou résulter des termes d'une telle disposition. Le choix de la loi pourrait être considéré comme résultant d'une disposition à cause de mort dans le cas où, par exemple, dans sa disposition, le défunt avait fait référence à des dispositions spécifiques de la loi de l'État de sa nationalité ou dans le cas où il avait mentionné cette loi d'une autre manière.
- (40) Le choix de la loi en vertu du présent règlement devrait être valable même si la loi choisie ne prévoit pas de choix de la loi en matière de succession. Il devrait toutefois appartenir à la loi choisie de déterminer la validité au fond de l'acte d'élection de la loi, c'est-à-dire si l'on peut considérer que la personne qui a choisi la loi savait ce qu'elle faisait en faisant ce choix et qu'elle avait consenti à le faire. Il devrait en aller de même pour l'acte visant à modifier ou à révoquer un choix de loi.
- (41) Aux fins de l'application du présent règlement, la détermination de la nationalité ou des différentes nationalités d'une personne devrait être réglée comme une question préliminaire. La question de savoir si une personne doit être considérée comme ressortissant d'un État n'entre pas dans le champ d'application du présent règlement et relève du droit national, y compris, le cas échéant, de conventions internationales, dans le plein respect des principes généraux de l'Union européenne.
- (42) La loi désignée comme la loi applicable à la succession devrait régir la succession depuis son ouverture jusqu'au transfert de la propriété des biens composant la succession aux bénéficiaires, tel que déterminé par ladite loi. Elle devrait inclure les questions liées à l'administration de la succession et à la responsabilité à l'égard des dettes de la succession. L'apurement des dettes de la succession peut, en fonction notamment de la loi applicable à la succession, prévoir la prise en compte du rang spécifique des créanciers.
- (43) Les règles de compétence établies par le présent règlement peuvent, dans certains cas, conduire à une situation où la juridiction compétente pour statuer sur la succession n'appliquera pas sa propre loi. Lorsqu'une telle situation survient dans un État membre dont la loi prévoit la nomination obligatoire d'un administrateur de la succession, le présent règlement devrait autoriser les juridictions de cet État membre, lorsqu'elles sont saisies, à nommer un ou plusieurs administrateurs en vertu de leur propre loi. Ceci est sans préjudice du choix fait par les parties de régler la succession à l'amiable par la voie extrajudiciaire dans un autre État membre lorsque cette option est possible en vertu de la loi de cet État membre. Afin d'assurer une bonne coordination entre la loi applicable à la succession et la loi de l'État membre de la juridiction de nomination, il convient que cette juridiction nomme la ou les personnes habilitées à administrer la succession en vertu de la loi applicable à la succession, comme, par exemple, l'exécuteur du testament du défunt ou les héritiers eux-mêmes ou, si la loi applicable à la succession le requiert, un tiers administrateur. Dans des cas particuliers où leur loi l'exige, les juridictions peuvent cependant nommer un tiers en qualité d'administrateur même si la loi applicable à la succession ne le prévoit pas. En cas de nomination d'un exécuteur testamentaire par le défunt, cette personne ne peut être dépossédée de ses pouvoirs, à moins que la loi applicable à la succession n'autorise qu'il soit mis fin à son mandat.
- (44) Les pouvoirs exercés par les administrateurs nommés dans l'État membre de la juridiction saisie devraient être les pouvoirs d'administration qu'ils sont habilités à exercer en vertu de la loi applicable à la succession. Ainsi, par exemple, si l'héritier est nommé administrateur, il devrait avoir, pour administrer la succession, les pouvoirs que conférerait ladite loi à un héritier. Lorsque

les pouvoirs d'administration susceptibles d'être exercés en vertu de la loi applicable à la succession ne suffisent pas à préserver les biens successoraux ou à protéger les droits des créanciers ou d'autres personnes ayant garanti les dettes du défunt, le ou les administrateurs nommés dans l'État membre de la juridiction saisie peuvent, sur une base résiduelle, exercer les pouvoirs d'administration prévus à cette fin par la loi de cet État membre. Ces pouvoirs résiduels pourraient consister, par exemple, à établir la liste de l'actif et du passif de la succession, à informer les créanciers de l'ouverture de la succession et à les inviter à faire connaître leurs créances, ainsi qu'à prendre toutes les mesures provisoires ou conservatoires visant à préserver les biens successoraux. Les actes accomplis par un administrateur en vertu de ces pouvoirs résiduels devraient respecter la loi applicable à la succession en ce qui concerne le transfert de la propriété d'un bien successoral, y compris toute transaction conclue par les bénéficiaires avant la désignation de l'administrateur, la responsabilité à l'égard des dettes de la succession et les droits des bénéficiaires, y compris, le cas échéant, le droit d'accepter la succession ou d'y renoncer. Ces actes pourraient, par exemple, concerner uniquement l'aliénation des biens ou le paiement des dettes lorsque ces mesures sont autorisées en vertu de la loi applicable à la succession. Lorsqu'en vertu de la loi applicable à la succession, la nomination d'un tiers administrateur modifie la responsabilité des héritiers, il convient de respecter cette modification de responsabilité.

- (45) Le présent règlement ne devrait pas empêcher les créanciers, par exemple par l'intermédiaire d'un représentant, d'entreprendre des démarches complémentaires comme pourrait le prévoir le droit national, le cas échéant, conformément aux instruments de l'Union applicables en la matière, afin de protéger leurs droits.
- (46) Le présent règlement devrait permettre la communication d'informations sur l'ouverture de la succession aux créanciers potentiels se trouvant dans d'autres États membres où se situent des biens. Dans le cadre de l'application du présent règlement, il convient dès lors d'envisager la possibilité d'instaurer un mécanisme, le cas échéant via le portail «e-Justice» pour permettre aux créanciers se trouvant dans d'autres États membres d'avoir accès aux informations pertinentes de manière à leur permettre de déclarer leurs créances.
- (47) La loi applicable à la succession devrait déterminer qui sont les bénéficiaires d'une succession donnée. Dans la plupart des ordres juridiques, le terme «bénéficiaires» tend à englober les héritiers et les légataires ainsi que les héritiers réservataires, bien que, par exemple, la situation juridique des légataires ne soit pas la même selon les ordres juridiques. En vertu de certains ordres juridiques, le légataire peut recevoir une part directe dans la succession, alors que selon d'autres ordres juridiques, le légataire ne peut acquérir qu'un droit à faire valoir à l'encontre des héritiers.

- (48) Afin de garantir la sécurité juridique pour les personnes souhaitant planifier leur succession à l'avance, le présent règlement devrait fixer une règle spécifique de conflit de lois concernant la recevabilité et la validité au fond des dispositions à cause de mort. Pour assurer une application uniforme de cette règle, il convient que le présent règlement énumère les éléments à prendre en compte comme relevant de la validité au fond. L'examen de la validité au fond d'une disposition à cause de mort peut aboutir à la conclusion que cette disposition à cause de mort n'a pas d'existence juridique.
- (49) Un pacte successoral est un type de disposition à cause de mort dont la recevabilité et l'acceptation varient d'un État membre à l'autre. En vue de faciliter l'acceptation dans les États membres de droits successoraux acquis du fait d'un pacte successoral, il convient que le présent règlement détermine quelle loi doit régir la recevabilité de tels pactes, leur validité au fond et leurs effets contraignants entre les parties, y compris les conditions de leur dissolution.
- (50) La loi qui, en vertu du présent règlement, régira la recevabilité et la validité au fond d'une disposition à cause de mort ainsi que, en ce qui concerne les pactes successoraux, les effets contraignants d'un tel pacte entre les parties, devrait être sans préjudice des droits de toute personne qui, en vertu de la loi applicable à la succession, peut prétendre à une réserve héréditaire ou jouit d'un autre droit dont elle ne peut être privée par la personne dont la succession est concernée.
- (51) Dans le cas où il est fait référence, dans le présent règlement, à la loi qui aurait été applicable à la succession de la personne qui dispose, si elle était décédée le jour, selon le cas, de l'établissement de la disposition à cause de mort, de la modification ou de la révocation de la disposition, cette référence doit s'entendre comme étant une référence soit à la loi de l'État de la résidence habituelle de la personne concernée ce jour-là, soit, si la personne avait fait un choix de loi en vertu du présent règlement, à la loi de l'État de sa nationalité ce jour-là.
- (52) La validité quant à la forme de toutes les dispositions à cause de mort établies par écrit devrait être réglementée par le présent règlement au moyen de règles qui soient compatibles avec celles de la convention de La Haye du 5 octobre 1961 sur les conflits de lois en matière de forme des dispositions testamentaires. Lorsqu'elle détermine si une disposition à cause de mort est valable en la forme en vertu du présent règlement, l'autorité compétente ne devrait pas prendre en considération la création frauduleuse d'un élément international en vue de contourner les règles relatives à la validité quant à la forme.

- (53) Aux fins du présent règlement, toute disposition légale limitant les formes admises pour les dispositions à cause de mort en faisant référence à certaines qualités personnelles de la personne qui dispose telles que son âge, par exemple, devrait être considérée comme relevant du domaine de la forme. Cela ne devrait pas s'interpréter comme signifiant que la loi applicable à la validité quant à la forme d'une disposition à cause de mort au titre du présent règlement devrait déterminer si un mineur a ou non la capacité de disposer à cause de mort. Cette loi devrait uniquement déterminer si une qualité personnelle telle que, par exemple, la minorité devrait empêcher une personne d'effectuer une disposition à cause de mort sous une forme donnée.
- (54) En raison de leur destination économique, familiale ou sociale, certains biens immobiliers, certaines entreprises et d'autres catégories particulières de biens font l'objet, dans l'État membre de leur situation, de règles spéciales imposant des restrictions concernant la succession portant sur ces biens ou ayant une incidence sur celle-ci. Le présent règlement devrait assurer l'application de ces règles spéciales. Toutefois, cette exception à l'application de la loi applicable à la succession requiert une interprétation stricte afin de rester compatible avec l'objectif général du présent règlement. Dès lors, ne peuvent être considérées comme des dispositions spéciales imposant des restrictions concernant la succession portant sur certains biens ou ayant une incidence sur celle-ci ni les règles de conflits de lois soumettant les biens immobiliers à une loi différente de celle applicable aux biens mobiliers, ni les dispositions prévoyant une réserve héréditaire plus importante que celle prévue par la loi applicable à la succession en vertu du présent règlement.
- (55) En vue d'assurer un traitement uniforme de la situation dans laquelle l'ordre de décès de deux ou plusieurs personnes dont la succession serait régie par des lois différentes n'est pas connu, le présent règlement devrait prévoir une règle prévoyant qu'aucune de ces personnes défunt(e)s ne devrait avoir de droits dans la succession de l'autre ou des autres.
- (56) Dans certains cas, une succession peut se retrouver en déshérence. Ces cas sont réglés différemment selon les ordres juridiques. Certains de ceux-ci prévoient que l'État pourra revendiquer la qualité d'héritier à la succession en déshérence, indépendamment du lieu où les biens sont situés. Dans d'autres ordres juridiques, l'État ne pourra appréhender que les biens situés sur son territoire. Il convient dès lors que le présent règlement fixe une règle prévoyant que l'application de la loi applicable à la succession ne devrait pas empêcher un État membre d'appréhender, conformément à son propre droit, les biens situés sur son territoire. Cependant, pour éviter que cette règle ne soit préjudiciable aux créanciers de la succession, il y a lieu de assortir d'une réserve donnant la possibilité aux créanciers de faire valoir leurs créances sur l'ensemble des biens successoraux, indépendamment du lieu où ils se situent.
- (57) Les règles de conflit de lois énoncées dans le présent règlement peuvent conduire à l'application de la loi d'un État tiers. Dans un tel cas, il convient de tenir compte des règles de droit international privé dudit État. Si ces règles prévoient le renvoi à la loi d'un État membre ou à la loi d'un État tiers qui appliquerait sa propre loi à la succession, il y a lieu d'accepter ce renvoi afin de garantir une cohérence au niveau international. Il convient toutefois d'exclure le renvoi lorsque le défunt avait fait un choix de loi en faveur de la loi d'un État tiers.
- (58) Dans des circonstances exceptionnelles, des considérations d'intérêt public devraient donner aux juridictions et aux autres autorités compétentes des États membres du règlement des successions la possibilité d'écarter certaines dispositions d'une loi étrangère lorsque, dans un cas précis, l'application de ces dispositions serait manifestement incompatible avec l'ordre public de l'État membre concerné. Néanmoins, les juridictions ou autres autorités compétentes ne devraient pas pouvoir appliquer l'exception d'ordre public en vue d'écarter la loi d'un autre État membre ou refuser de reconnaître — ou, le cas échéant, d'accepter —, ou d'exécuter une décision rendue, un acte authentique ou une transaction judiciaire d'un autre État membre, lorsque ce refus serait contraire à la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, en particulier à son article 21 qui interdit toute forme de discrimination.
- (59) À la lumière de l'objectif général du présent règlement qui est la reconnaissance mutuelle des décisions rendues dans les États membres en matière de successions, indépendamment du fait que de telles décisions aient été rendues dans le cadre d'une procédure contentieuse ou gracieuse, le présent règlement devrait fixer des règles relatives à la reconnaissance, à la force exécutoire et à l'exécution des décisions qui soient semblables à celles d'autres instruments de l'Union adoptés dans le domaine de la coopération judiciaire en matière civile.
- (60) Afin de prendre en compte les différents systèmes de règlement des successions dans les États membres, le présent règlement devrait assurer l'acceptation et la force exécutoire dans tous les États membres des actes authentiques en matière de succession.
- (61) Les actes authentiques devraient avoir la même force probante dans un autre État membre que dans l'État membre d'origine ou les effets les plus comparables. Lors de la détermination de la force probante d'un acte authentique donné dans un autre État membre ou des effets les plus comparables, il convient de faire référence à la nature et à la portée de la force probante de l'acte authentique dans l'État membre d'origine. La force probante qu'un acte authentique donné devrait avoir dans un autre État membre dépendra dès lors de la loi de l'État membre d'origine.



- (62) L'authenticité d'un acte authentique devrait être un concept autonome recouvrant des éléments tels que la véracité de l'acte, les exigences de forme qui lui sont applicables, les pouvoirs de l'autorité qui le dresse et la procédure suivie pour le dresser. Elle devrait également recouvrir les éléments factuels consignés dans l'acte authentique par l'autorité concernée, tels que le fait que les parties indiquées ont comparu devant ladite autorité à la date indiquée et qu'elles ont fait les déclarations qui y sont mentionnées. Une partie souhaitant contester l'authenticité d'un acte authentique devrait le faire devant la juridiction compétente de l'État membre d'origine de l'acte authentique en vertu de la loi dudit État membre.
- (63) Les termes «actes juridiques ou relations juridiques consignés dans un acte authentique» devraient être interprétés comme faisant référence au contenu quant au fond consigné dans l'acte authentique. Les actes juridiques consignés dans un acte authentique pourraient être, par exemple, l'accord conclu entre les parties quant au partage ou à la répartition de la masse successorale, un testament, un pacte successoral ou toute autre déclaration de volonté. Les relations juridiques pourraient être, par exemple, la vocation successorale des héritiers et autres bénéficiaires établie au titre de la loi applicable à la succession, la détermination de leurs parts respectives, l'existence d'une réserve héréditaire ou tout autre élément établi au titre de la loi applicable à la succession. Une partie souhaitant contester les actes juridiques ou relations juridiques consignés dans un acte authentique devrait le faire devant les juridictions compétentes en vertu du présent règlement, qui devraient statuer sur cette contestation conformément à la loi applicable à la succession.
- (64) Si une question relative aux actes juridiques ou relations juridiques consignés dans un acte authentique est soulevée de manière incidente dans le cadre d'une procédure devant une juridiction d'un État membre, celle-ci est compétente pour en connaître.
- (65) Un acte authentique contesté ne devrait pas avoir de force probante dans un autre État membre que l'État membre d'origine tant que le recours est pendant. Si le recours ne concerne qu'un élément spécifique lié aux actes juridiques ou relations juridiques consignés dans l'acte authentique, l'acte authentique en question ne devrait pas avoir de force probante dans un autre État membre que l'État membre d'origine en ce qui concerne l'élément de la contestation, tant que le recours est pendant. Un acte authentique déclaré non valable à la suite d'un recours devrait cesser de produire toute force probante.
- (66) Une autorité à laquelle seraient soumis deux actes authentiques incompatibles dans le cadre de l'application du présent règlement devrait examiner la question de savoir auquel, le cas échéant, il convient de donner la priorité, compte tenu des circonstances de l'espèce. Dans le cas où les circonstances ne permettent pas de déterminer à quel acte authentique il convient, le cas échéant, de donner la priorité, la question devrait être tranchée par les juridictions compétentes en vertu du présent règlement ou, lorsque la question est soulevée de manière incidente au cours d'une procédure, par la juridiction saisie de ladite procédure. En cas d'incompatibilité entre un acte authentique et une décision, il convient de tenir compte des motifs de non-reconnaissance des décisions prévus par le présent règlement.
- (67) Afin de régler de manière rapide, aisée et efficace une succession ayant une incidence transfrontière au sein de l'Union, les héritiers, les légataires, les exécuteurs testamentaires ou les administrateurs de la succession devraient être à même de prouver facilement leur statut et/ou leurs droits et pouvoirs dans un autre État membre, par exemple dans un État membre où se trouvent des biens successoraux. À cette fin, le présent règlement devrait prévoir la création d'un certificat uniforme, le certificat successoral européen (ci-après dénommé «certificat») qui serait délivré en vue d'être utilisé dans un autre État membre. Afin de respecter le principe de subsidiarité, ce certificat ne devrait pas se substituer aux documents internes qui peuvent exister à des fins similaires dans les États membres.
- (68) L'autorité qui délivre le certificat devrait tenir compte des formalités requises pour l'inscription des biens immobiliers dans l'État membre qui tient le registre. À cette fin, le présent règlement devrait prévoir un échange d'informations sur ces formalités entre les États membres.
- (69) Le recours au certificat ne devrait pas être obligatoire. Cela signifie que les personnes en droit de déposer une demande de certificat ne devraient pas avoir l'obligation de le faire, mais devraient être libres de recourir aux autres instruments mis à disposition dans le présent règlement (décisions, actes authentiques ou transactions judiciaires). Cependant, aucune autorité ou personne devant laquelle serait produit un certificat délivré dans un autre État membre ne devrait être en droit de demander la production d'une décision, d'un acte authentique ou d'une transaction judiciaire en lieu et place du certificat.
- (70) Le certificat devrait être délivré dans l'État membre dont les juridictions sont compétentes en vertu du présent règlement. Il devrait appartenir à chaque État membre de déterminer, dans son droit interne, quelles sont les autorités compétentes pour délivrer le certificat, qu'il s'agisse de juridictions telles que définies aux fins du présent règlement ou bien d'autres autorités compétentes en matière de succession telles que, par exemple, les notaires. Il devrait également appartenir à chaque État membre de déterminer, dans son droit interne, si l'autorité émettrice peut faire appel, durant le processus de délivrance, à d'autres services compétents, par exemple des services compétents pour recueillir des déclarations solennelles en lieu et place d'un serment. Les États membres devraient communiquer à la Commission les

informations pertinentes relatives à leurs autorités émettrices, de manière que ces informations soient rendues publiques.

- (71) Le certificat devrait produire les mêmes effets dans tous les États membres. Il ne devrait pas être, en tant que tel, un titre exécutoire mais devrait avoir une force probante et il devrait être présumé attester fidèlement de l'existence d'éléments qui ont été établis en vertu de la loi applicable à la succession ou en vertu de toute autre loi applicable à des éléments spécifiques, tels que la validité au fond des dispositions à cause de mort. La force probante du certificat ne devrait pas s'étendre aux éléments qui ne sont pas régis par le présent règlement comme la question de l'affiliation ou la question de l'appartenance d'un actif donné au défunt. Toute personne effectuant un paiement ou remettant un bien successoral à une personne indiquée dans le certificat comme étant en droit d'accepter ce paiement ou ce bien en qualité d'héritier ou de légataire devrait bénéficier d'une protection adéquate si elle a agi de bonne foi, en se fiant à l'exactitude des informations certifiées dans le certificat. La même protection devrait être accordée à toute personne qui, en se fiant à l'exactitude des informations certifiées dans le certificat, achète ou reçoit un bien successoral d'une personne indiquée dans le certificat comme étant en droit de disposer de ce bien. La protection devrait être assurée si des copies certifiées conformes toujours valables sont présentées. Il n'appartient pas au présent règlement de déterminer si l'acquisition de ce bien par un tiers est effective ou non.
- (72) L'autorité compétente devrait délivrer le certificat sur demande. L'original du certificat devrait demeurer auprès de l'autorité émettrice, qui devrait en délivrer une ou plusieurs copies certifiées conformes au demandeur ou à toute autre personne justifiant d'un intérêt légitime. Cela ne devrait pas empêcher un État membre, en vertu de sa réglementation nationale en matière d'accès du public aux documents, d'autoriser la délivrance au public de copies du certificat. Le présent règlement devrait prévoir des voies de recours contre les décisions de l'autorité de délivrance, y compris les décisions de refus de délivrance d'un certificat. Lorsque le certificat est rectifié, modifié ou retiré, l'autorité émettrice devrait informer les personnes auxquelles des copies certifiées conformes ont été délivrées de manière à éviter une utilisation abusive de ces copies.
- (73) Le respect des engagements internationaux souscrits par les États membres justifie que le présent règlement n'affecte pas l'application des conventions internationales auxquelles un ou plusieurs États membres sont parties au moment de l'adoption du présent règlement. En particulier, les États membres qui sont parties à la convention de La Haye du 5 octobre 1961 sur les conflits de lois en matière de forme des dispositions testamentaires devraient pouvoir continuer à appliquer les dispositions de cette convention au lieu de celles du présent règlement pour ce qui est de la validité quant à la forme des testaments et des testaments conjonctifs. La cohérence avec les objectifs généraux du présent règlement commande toutefois que le règlement prévale entre

États membres sur les conventions conclues exclusivement entre deux États membres ou plus, dans la mesure où ces conventions concernent des matières régies par le présent règlement.

- (74) Le présent règlement ne devrait pas empêcher les États membres qui sont parties à la convention du 19 novembre 1934 conclue entre le Danemark, la Finlande, l'Islande, la Norvège et la Suède, qui comporte des dispositions de droit international privé relatives aux successions, aux testaments et à l'administration des successions, de continuer à appliquer certaines dispositions de ladite convention telle que révisée par l'accord intergouvernemental conclu entre les États parties à celle-ci.
- (75) Afin de faciliter l'application du présent règlement, il convient de prévoir une obligation pour les États membres de communiquer certaines informations sur leur législation et leurs procédures concernant les successions dans le cadre du réseau judiciaire européen en matière civile et commerciale établi par la décision 2001/470/CE du Conseil <sup>(1)</sup>. Pour permettre la publication au *Journal officiel de l'Union européenne*, dans les délais impartis, de toutes les informations pertinentes pour l'application concrète du présent règlement, les États membres devraient également communiquer ces informations à la Commission avant que le règlement ne commence à s'appliquer.
- (76) De la même manière, afin de faciliter l'application du présent règlement et pour permettre le recours aux technologies modernes de communication, il convient de prévoir des formulaires types pour les attestations à fournir en lien avec la demande de déclaration constatant la force exécutoire d'une décision, d'un acte authentique ou d'une transaction judiciaire et pour la demande d'un certificat successoral européen, ainsi que pour le certificat lui-même.
- (77) Pour le calcul des périodes et délais prévus par le présent règlement, le règlement (CEE, Euratom) n° 1182/71 du Conseil du 3 juin 1971 portant détermination des règles applicables aux délais, aux dates et aux termes <sup>(2)</sup> devrait s'appliquer.
- (78) Afin d'assurer des conditions uniformes d'exécution du présent règlement, il convient de conférer des compétences d'exécution à la Commission en ce qui concerne l'établissement et la modification ultérieure des attestations et des formulaires relatifs à la déclaration constatant la force exécutoire des décisions, des transactions judiciaires et des actes authentiques, ainsi qu'au certificat successoral européen. Ces compétences devraient être exercées en conformité avec le règlement (UE)

<sup>(1)</sup> JO L 174 du 27.6.2001, p. 25.

<sup>(2)</sup> JO L 124 du 8.6.1971, p. 1.

n° 182/2011 du Parlement européen et du Conseil du 16 février 2011 établissant les règles et principes généraux relatifs aux modalités de contrôle par les États membres de l'exercice des compétences d'exécution par la Commission <sup>(1)</sup>.

ONT ADOPTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

## CHAPITRE I

### CHAMP D'APPLICATION ET DÉFINITIONS

#### Article premier

#### Champ d'application

- (79) Il convient d'avoir recours à la procédure consultative pour l'adoption d'actes d'exécution visant à établir et ensuite à modifier les attestations et les formulaires prévus au présent règlement conformément à la procédure prévue à l'article 4 du règlement (UE) n° 182/2011.
- (80) Étant donné que les objectifs du présent règlement, à savoir la libre circulation des personnes, l'organisation à l'avance par les citoyens de leur succession dans le cadre de l'Union et la protection des droits des héritiers, des légataires et des autres personnes proches du défunt, ainsi que des créanciers de la succession, ne peuvent pas être atteints de manière suffisante par les États membres et peuvent donc, en raison des dimensions et des effets du présent règlement, être mieux atteints au niveau de l'Union, celle-ci peut prendre des mesures conformément au principe de subsidiarité consacré à l'article 5 du traité sur l'Union européenne. Conformément au principe de proportionnalité tel qu'énoncé audit article, le présent règlement n'excède pas ce qui est nécessaire pour atteindre ces objectifs.
- (81) Le présent règlement respecte les droits fondamentaux et observe les principes consacrés par la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne. Ce règlement doit être appliqué par les juridictions et autres autorités compétentes des États membres dans le respect de ces droits et principes.
- (82) Conformément aux articles 1<sup>er</sup> et 2 du protocole n° 21 sur la position du Royaume-Uni et de l'Irlande à l'égard de l'espace de liberté, de sécurité et de justice, annexé au traité sur l'Union européenne et au traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, ces États membres ne participent pas à l'adoption du présent règlement et ne sont pas liés par celui-ci ni soumis à son application. Cela s'entend toutefois sans préjudice de la possibilité, pour le Royaume-Uni et l'Irlande, de notifier leur intention d'accepter le présent règlement après son adoption conformément à l'article 4 dudit protocole.
- (83) Conformément aux articles 1<sup>er</sup> et 2 du protocole n° 22 sur la position du Danemark, annexé au traité sur l'Union européenne et au traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, le Danemark ne participe pas à l'adoption du présent règlement et n'est pas lié par celui-ci ni soumis à son application.
1. Le présent règlement s'applique aux successions à cause de mort. Il ne s'applique pas aux matières fiscales, douanières et administratives.
2. Sont exclus du champ d'application du présent règlement:
- l'état des personnes physiques ainsi que les relations de famille et les relations réputées avoir des effets comparables en vertu de la loi applicable;
  - la capacité juridique des personnes physiques, sans préjudice de l'article 23, paragraphe 2, point c), et de l'article 26;
  - les questions relatives à la disparition, à l'absence ou à la mort présumée d'une personne physique;
  - les questions liées aux régimes matrimoniaux et aux régimes patrimoniaux relatifs aux relations qui, selon la loi qui leur est applicable, sont réputées avoir des effets comparables au mariage;
  - les obligations alimentaires autres que celles résultant du décès;
  - la validité quant à la forme des dispositions à cause de mort formulées oralement;
  - les droits et biens créés ou transférés autrement que par succession, par exemple au moyen de libéralités, de la propriété conjointe avec réversibilité au profit du survivant, de plans de retraite, de contrats d'assurance et d'arrangements analogues, sans préjudice de l'article 23, paragraphe 2, point i);
  - les questions régies par le droit des sociétés, associations et personnes morales telles que les clauses contenues dans les actes constitutifs et dans les statuts de sociétés, d'associations et de personnes morales qui fixent le sort des parts à la mort de leurs membres;

<sup>(1)</sup> JO L 55 du 28.2.2011, p. 13.

- i) la dissolution, l'extinction et la fusion de sociétés, d'associations et de personnes morales;
  - j) la constitution, le fonctionnement et la dissolution des trusts;
  - k) la nature des droits réels; et
  - l) toute inscription dans un registre de droits immobiliers ou mobiliers, y compris les exigences légales applicables à une telle inscription, ainsi que les effets de l'inscription ou de l'absence d'inscription de ces droits dans un registre.
- f) «État membre d'exécution», l'État membre dans lequel est demandée la déclaration constatant la force exécutoire ou l'exécution de la décision, de la transaction judiciaire ou de l'acte authentique;
  - g) «décision», toute décision en matière de successions rendue par une juridiction d'un État membre, quelle que soit la dénomination qui lui est donnée, y compris une décision concernant la fixation par le greffier du montant des frais du procès;
  - h) «transaction judiciaire», une transaction en matière de successions approuvée par une juridiction ou conclue devant une juridiction au cours d'une procédure;

#### Article 2

#### Compétences en matière de successions dans les États membres

Le présent règlement ne porte pas atteinte aux compétences des autorités des États membres en matière de règlement des successions.

#### Article 3

#### Définitions

1. Aux fins du présent règlement, on entend par:
    - a) «succession», la succession à cause de mort, ce terme recouvrant toute forme de transfert de biens, de droits et d'obligations à cause de mort, qu'il s'agisse d'un acte volontaire de transfert en vertu d'une disposition à cause de mort ou d'un transfert dans le cadre d'une succession ab intestat;
    - b) «pacte successoral», un accord, y compris un accord résultant de testaments mutuels, qui confère, modifie ou retire, avec ou sans contre-prestation, des droits dans la succession future d'une ou de plusieurs personnes parties au pacte;
    - c) «testament conjonctif», un testament établi par deux ou plusieurs personnes dans le même acte;
    - d) «disposition à cause de mort», un testament, un testament conjonctif ou un pacte successoral;
    - e) «État membre d'origine», l'État membre dans lequel, selon le cas, la décision a été rendue, la transaction judiciaire approuvée ou conclue, l'acte authentique établi ou le certificat successoral européen délivré;
  2. Aux fins du présent règlement, le terme «juridiction» désigne toute autorité judiciaire, ainsi que toute autre autorité et tout professionnel du droit compétents en matière de successions qui exercent des fonctions juridictionnelles ou agissent en vertu d'une délégation de pouvoirs d'une autorité judiciaire ou sous le contrôle d'une autorité judiciaire, pour autant que ces autres autorités et professionnels du droit offrent des garanties en ce qui concerne leur impartialité et le droit de toutes les parties à être entendues, et que les décisions qu'ils rendent en vertu du droit de l'État membre dans lequel ils exercent leurs fonctions:
    - a) puissent faire l'objet d'un recours devant une autorité judiciaire ou d'un contrôle par une telle autorité; et
    - b) aient une force et un effet équivalents à une décision rendue par une autorité judiciaire dans la même matière.
- i) «acte authentique», un acte en matière de succession dressé ou enregistré formellement en tant qu'acte authentique dans un État membre et dont l'authenticité:
    - i) porte sur la signature et le contenu de l'acte authentique; et
    - ii) a été établie par une autorité publique ou toute autre autorité habilitée à le faire par l'État membre d'origine.

Les États membres notifient à la Commission les autres autorités et professionnels du droit visés au premier alinéa conformément à l'article 79.

## CHAPITRE II

## COMPÉTENCE

## Article 4

**Compétence générale**

Sont compétentes pour statuer sur l'ensemble d'une succession les juridictions de l'État membre dans lequel le défunt avait sa résidence habituelle au moment de son décès.

## Article 5

**Accord d'élection de for**

1. Lorsque la loi choisie par le défunt pour régir sa succession en vertu de l'article 22 est la loi d'un État membre, les parties concernées peuvent convenir que la ou les juridictions de cet État membre ont compétence exclusive pour statuer sur toute succession.

2. Cet accord d'élection de for est conclu par écrit, daté et signé par les parties concernées. Toute transmission par voie électronique qui permet de consigner durablement la convention est considérée comme revêtant une forme écrite.

## Article 6

**Déclinatoire de compétence en cas de choix de loi**

Lorsque la loi choisie par le défunt pour régir sa succession en vertu de l'article 22 est la loi d'un État membre, la juridiction saisie en vertu de l'article 4 ou 10:

- a) peut, à la demande de l'une des parties à la procédure, décliner sa compétence si elle considère que les juridictions de l'État membre dont la loi a été choisie sont mieux placées pour statuer sur la succession compte tenu des circonstances pratiques de celle-ci, telles que la résidence habituelle des parties et la localisation des biens; ou
- b) décline sa compétence si les parties à la procédure sont convenues, conformément à l'article 5, de conférer la compétence à la ou aux juridictions de l'État membre dont la loi a été choisie.

## Article 7

**Compétence en cas de choix de loi**

Les juridictions d'un État membre dont la loi avait été choisie par le défunt en vertu de l'article 22 sont compétentes pour statuer sur la succession, à condition:

- a) qu'une juridiction préalablement saisie ait décliné sa compétence dans la même affaire, en vertu de l'article 6;
- b) que les parties à la procédure soient convenues, conformément à l'article 5, de conférer la compétence à la ou aux juridictions de cet État membre; ou
- c) que les parties à la procédure aient expressément accepté la compétence de la juridiction saisie.

## Article 8

**Clôture de la procédure devant la juridiction saisie d'office en cas de choix de loi**

Une juridiction qui a engagé d'office une procédure en matière de succession en vertu de l'article 4 ou 10 clôt la procédure si les parties à la procédure sont convenues de régler la succession à l'amiable par voie extrajudiciaire dans l'État membre dont la loi avait été choisie par le défunt en vertu de l'article 22.

## Article 9

**Compétence fondée sur la comparution**

1. Lorsque, au cours de la procédure devant une juridiction d'un État membre exerçant la compétence en vertu de l'article 7, il apparaît que toutes les parties à ladite procédure n'étaient pas parties à l'accord d'élection de for, la juridiction continue d'exercer sa compétence si les parties à la procédure qui n'étaient pas parties à l'accord comparaissent sans contester la compétence de la juridiction.

2. Si la compétence de la juridiction visée au paragraphe 1 est contestée par des parties à la procédure qui n'étaient pas parties à l'accord, la juridiction décline sa compétence.

Dans ce cas, la compétence pour statuer sur la succession appartient aux juridictions compétentes en vertu de l'article 4 ou 10.

## Article 10

**Compétences subsidiaires**

1. Lorsque la résidence habituelle du défunt au moment du décès n'est pas située dans un État membre, les juridictions de l'État membre dans lequel sont situés des biens successoraux sont néanmoins compétentes pour statuer sur l'ensemble de la succession dans la mesure où:

- a) le défunt possédait la nationalité de cet État membre au moment du décès; ou, à défaut,

b) le défunt avait sa résidence habituelle antérieure dans cet État membre, pour autant que, au moment de la saisine de la juridiction, il ne se soit pas écoulé plus de cinq ans depuis le changement de cette résidence habituelle.

2. Lorsque aucune juridiction d'un État membre n'est compétente en vertu du paragraphe 1, les juridictions de l'État membre dans lequel sont situés des biens successoraux sont néanmoins compétentes pour statuer sur ces biens.

#### Article 11

##### Forum necessitatis

Lorsque aucune juridiction d'un État membre n'est compétente en vertu d'autres dispositions du présent règlement, les juridictions d'un État membre peuvent, dans des cas exceptionnels, statuer sur la succession si une procédure ne peut raisonnablement être introduite ou conduite, ou se révèle impossible dans un État tiers avec lequel l'affaire a un lien étroit.

L'affaire doit présenter un lien suffisant avec l'État membre dont relève la juridiction saisie.

#### Article 12

##### Limitation de la procédure

1. Lorsque la masse successorale comprend des biens situés dans un État tiers, la juridiction saisie pour statuer sur la succession peut, à la demande d'une des parties, décider de ne pas statuer sur l'un ou plusieurs de ces biens si l'on peut s'attendre à ce que la décision qu'elle rendrait sur les biens en question ne soit pas reconnue ou, le cas échéant, ne soit pas déclarée exécutoire dans ledit État tiers.

2. Le paragraphe 1 ne porte pas atteinte au droit des parties de limiter la portée de la procédure en vertu du droit de l'État membre dont la juridiction est saisie.

#### Article 13

##### Acceptation de la succession, d'un legs ou d'une réserve héréditaire, ou renonciation à ceux-ci

Outre la juridiction compétente pour statuer sur la succession au titre du présent règlement, les juridictions de l'État membre de la résidence habituelle de toute personne qui, en vertu de la loi applicable à la succession, peut faire une déclaration devant une juridiction concernant l'acceptation de la succession, d'un legs ou d'une réserve héréditaire ou la renonciation à ceux-ci, ou une déclaration visant à limiter la responsabilité de la personne

concernée à l'égard des dettes de la succession, sont compétentes pour recevoir ce type de déclarations lorsque, en vertu de la loi de cet État membre, ces déclarations peuvent être faites devant une juridiction.

#### Article 14

##### Saisine d'une juridiction

Aux fins du présent chapitre, une juridiction est réputée saisie:

a) à la date à laquelle l'acte introductif d'instance ou un acte équivalent est déposé auprès de la juridiction, à condition que le demandeur n'ait pas négligé par la suite de prendre les mesures qu'il était tenu de prendre pour que l'acte soit notifié ou signifié au défendeur;

b) si l'acte doit être notifié ou signifié avant d'être déposé auprès de la juridiction, à la date à laquelle il est reçu par l'autorité chargée de la notification ou de la signification, à condition que le demandeur n'ait pas négligé par la suite de prendre les mesures qu'il était tenu de prendre pour que l'acte soit déposé auprès de la juridiction; ou

c) si la procédure est engagée d'office, à la date à laquelle la décision d'engager la procédure est prise par la juridiction, ou, si une telle décision n'est pas requise, à la date à laquelle l'affaire est enregistrée par la juridiction.

#### Article 15

##### Vérification de la compétence

La juridiction d'un État membre saisie d'une affaire de succession pour laquelle elle n'est pas compétente en vertu du présent règlement se déclare d'office incompétente.

#### Article 16

##### Vérification de la recevabilité

1. Lorsque le défendeur qui a sa résidence habituelle dans un État autre que l'État membre où l'action a été intentée ne comparait pas, la juridiction compétente sursoit à statuer aussi longtemps qu'il n'est pas établi que le défendeur a été mis à même de recevoir l'acte introductif d'instance ou un acte équivalent en temps utile pour pouvoir se défendre ou que toute diligence a été faite à cette fin.

2. L'article 19 du règlement (CE) n° 1393/2007 du Parlement et du Conseil du 13 novembre 2007 relatif à la signification et à la notification dans les États membres des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile et commerciale (signification ou notification des actes) <sup>(1)</sup> s'applique en lieu et place du paragraphe 1 du présent article si l'acte introductif d'instance ou un acte équivalent a dû être transmis d'un État membre à un autre en exécution dudit règlement.

(<sup>1</sup>) JO L 324 du 10.12.2007, p. 79.

3. Lorsque le règlement (CE) n° 1393/2007 n'est pas applicable, l'article 15 de la convention de La Haye du 15 novembre 1965 relative à la signification et à la notification à l'étranger des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile ou commerciale s'applique si l'acte introductif d'instance ou un acte équivalent a dû être transmis à l'étranger en vertu de cette convention.

#### Article 17

##### Litispendance

1. Lorsque des demandes ayant le même objet et la même cause sont formées entre les mêmes parties devant des juridictions d'États membres différents, toute juridiction saisie en second lieu sursoit d'office à statuer jusqu'à ce que la compétence de la juridiction première saisie soit établie.

2. Lorsque la compétence de la juridiction première saisie est établie, la juridiction saisie en second lieu se dessaisit en faveur de celle-ci.

#### Article 18

##### Connexité

1. Lorsque des demandes connexes sont pendantes devant des juridictions d'États membres différents, la juridiction saisie en second lieu peut surseoir à statuer.

2. Lorsque ces demandes sont pendantes au premier degré, la juridiction saisie en second lieu peut également se dessaisir, à la demande de l'une des parties, à condition que la juridiction première saisie soit compétente pour connaître des demandes en question et que sa loi permette leur jonction.

3. Sont connexes, aux fins du présent article, les demandes liées entre elles par un rapport si étroit qu'il y a intérêt à les instruire et à les juger en même temps afin d'éviter des décisions qui pourraient être inconciliables si les causes étaient jugées séparément.

#### Article 19

##### Mesures provisoires et conservatoires

Les mesures provisoires et conservatoires prévues par la loi d'un État membre peuvent être demandées aux juridictions de cet État, même si, en vertu du présent règlement, les juridictions d'un autre État membre sont compétentes pour connaître du fond.

#### CHAPITRE III

##### LOI APPLICABLE

#### Article 20

##### Application universelle

Toute loi désignée par le présent règlement s'applique même si cette loi n'est pas celle d'un État membre.

#### Article 21

##### Règle générale

1. Sauf disposition contraire du présent règlement, la loi applicable à l'ensemble d'une succession est celle de l'État dans lequel le défunt avait sa résidence habituelle au moment de son décès.

2. Lorsque, à titre exceptionnel, il résulte de l'ensemble des circonstances de la cause que, au moment de son décès, le défunt présentait des liens manifestement plus étroits avec un État autre que celui dont la loi serait applicable en vertu du paragraphe 1, la loi applicable à la succession est celle de cet autre État.

#### Article 22

##### Choix de loi

1. Une personne peut choisir comme loi régissant l'ensemble de sa succession la loi de l'État dont elle possède la nationalité au moment où elle fait ce choix ou au moment de son décès.

Une personne ayant plusieurs nationalités peut choisir la loi de tout État dont elle possède la nationalité au moment où elle fait ce choix ou au moment de son décès.

2. Le choix est formulé de manière expresse dans une déclaration revêtant la forme d'une disposition à cause de mort ou résulte des termes d'une telle disposition.

3. La validité au fond de l'acte en vertu duquel le choix de loi est effectué est régie par la loi choisie.

4. La modification ou la révocation du choix de loi satisfait aux exigences de forme applicables à la modification ou à la révocation d'une disposition à cause de mort.

#### Article 23

##### Portée de la loi applicable

1. La loi désignée en vertu de l'article 21 ou 22 régit l'ensemble d'une succession.



2. Cette loi régit notamment:
- a) les causes, le moment et le lieu d'ouverture de la succession;
  - b) la vocation successorale des bénéficiaires, la détermination de leurs parts respectives et des charges qui peuvent leur être imposées par le défunt, ainsi que la détermination d'autres droits sur la succession, y compris les droits successoraux du conjoint ou du partenaire survivant;
  - c) la capacité de succéder;
  - d) l'exhérédation et l'indignité successorale;
  - e) le transfert des biens, des droits et des obligations composant la succession aux héritiers et, selon le cas, aux légataires, y compris les conditions et les effets de l'acceptation de la succession ou du legs ou de la renonciation à ceux-ci;
  - f) les pouvoirs des héritiers, des exécuteurs testamentaires et autres administrateurs de la succession, notamment en ce qui concerne la vente des biens et le paiement des créanciers, sans préjudice des pouvoirs visés à l'article 29, paragraphes 2 et 3;
  - g) la responsabilité à l'égard des dettes de la succession;
  - h) la quotité disponible, les réserves héréditaires et les autres restrictions à la liberté de disposer à cause de mort ainsi que les droits que les personnes proches du défunt peuvent faire valoir à l'égard de la succession ou des héritiers;
  - i) le rapport et la réduction des libéralités lors du calcul des parts des différents bénéficiaires;
  - j) le partage successoral.

#### Article 24

#### Dispositions à cause de mort autres que les pactes successoraux

1. La recevabilité et la validité au fond d'une disposition à cause de mort autre qu'un pacte successoral sont régies par la loi qui, en vertu du présent règlement, aurait été applicable à la succession de la personne ayant pris la disposition si elle était décédée le jour de l'établissement de la disposition.

2. Nonobstant le paragraphe 1, une personne peut choisir comme loi régissant sa disposition à cause de mort, quant à sa recevabilité et à sa validité au fond, la loi que cette personne aurait pu choisir en vertu de l'article 22, selon les conditions qui y sont fixées.

3. Le paragraphe 1 s'applique, selon le cas, à la modification ou à la révocation d'une disposition à cause de mort autre qu'un pacte successoral. En cas de choix de loi effectué conformément au paragraphe 2, la modification ou la révocation est régie par la loi choisie.

#### Article 25

#### Pacte successoral

1. Un pacte successoral qui concerne la succession d'une seule personne est régi, quant à sa recevabilité, sa validité au fond et ses effets contraignants entre les parties, y compris en ce qui concerne les conditions de sa dissolution, par la loi qui, en vertu du présent règlement, aurait été applicable à la succession de cette personne si elle était décédée le jour où le pacte a été conclu.

2. Un pacte successoral qui concerne la succession de plusieurs personnes n'est recevable que s'il l'est en vertu de chacune des lois qui, conformément au présent règlement, aurait régi la succession de chacune des personnes concernées si elles étaient décédées le jour où le pacte a été conclu.

Un pacte successoral qui est recevable en vertu du premier alinéa est régi, quant à sa validité au fond et à ses effets contraignants entre les parties, y compris en ce qui concerne les conditions de sa dissolution, par celle des lois visées au premier alinéa avec laquelle il présente les liens les plus étroits.

3. Nonobstant les paragraphes 1 et 2, les parties peuvent choisir comme loi régissant leur pacte successoral, quant à sa recevabilité, sa validité au fond et ses effets contraignants entre les parties, y compris en ce qui concerne les conditions de sa dissolution, la loi que la personne ou l'une des personnes dont la succession est concernée aurait pu choisir en vertu de l'article 22, selon les conditions qui y sont fixées.

#### Article 26

#### Validité au fond des dispositions à cause de mort

1. Aux fins des articles 24 et 25, les éléments ci-après relèvent de la validité au fond:

- a) la capacité de la personne qui dispose à cause de mort de prendre une telle disposition;

- b) les causes particulières qui empêchent la personne qui prend la disposition de disposer en faveur de certaines personnes ou qui empêchent une personne de recevoir des biens successoraux de la personne qui dispose;
- c) l'admissibilité de la représentation aux fins de l'établissement d'une disposition à cause de mort;
- d) l'interprétation de la disposition;
- e) la fraude, la contrainte, l'erreur ou toute autre question relative au consentement ou à l'intention de la personne qui dispose.

2. Lorsqu'une personne a la capacité de disposer à cause de mort en vertu de la loi applicable conformément à l'article 24 ou 25, une modification ultérieure de la loi applicable n'affecte pas sa capacité de modifier ou de révoquer une telle disposition.

#### Article 27

##### Validité quant à la forme des dispositions à cause de mort établies par écrit

1. Une disposition à cause de mort établie par écrit est valable quant à la forme si celle-ci est conforme à la loi:

- a) de l'État dans lequel la disposition a été prise ou le pacte successoral a été conclu;
- b) d'un État dont le testateur ou au moins une des personnes dont la succession est concernée par un pacte successoral possédait la nationalité, soit au moment où la disposition a été prise ou le pacte conclu, soit au moment de son décès;
- c) d'un État dans lequel le testateur ou au moins une des personnes dont la succession est concernée par un pacte successoral avait son domicile, soit au moment où la disposition a été prise ou le pacte conclu, soit au moment de son décès;
- d) de l'État dans lequel le testateur ou au moins une des personnes dont la succession est concernée par un pacte successoral avait sa résidence habituelle, soit au moment de l'établissement de la disposition ou de la conclusion du pacte, soit au moment de son décès; ou
- e) pour les biens immobiliers, de l'État dans lequel les biens immobiliers sont situés.

Pour déterminer si le testateur ou toute personne dont la succession est concernée par un pacte successoral avait son domicile dans un État particulier, c'est la loi de cet État qui s'applique.

2. Le paragraphe 1 s'applique également aux dispositions à cause de mort modifiant ou révoquant une disposition antérieure. La modification ou la révocation est également valable quant à la forme si elle est conforme à l'une des lois en vertu desquelles, conformément au paragraphe 1, la disposition à cause de mort modifiée ou révoquée était valable.

3. Aux fins du présent article, toute disposition légale qui limite les formes admises pour les dispositions à cause de mort en faisant référence à l'âge, à la nationalité ou à d'autres qualités personnelles du testateur ou des personnes dont la succession est concernée par un pacte successoral, est considérée comme relevant du domaine de la forme. Il en est de même des qualités que doit posséder tout témoin requis pour la validité d'une disposition à cause de mort.

#### Article 28

##### Validité quant à la forme de la déclaration concernant l'acceptation ou la renonciation

Une déclaration concernant l'acceptation de la succession, d'un legs ou d'une réserve héréditaire ou la renonciation à ceux-ci, ou une déclaration visant à limiter la responsabilité de la personne qui fait la déclaration est valable quant à la forme lorsqu'elle respecte les exigences:

- a) de la loi applicable à la succession en vertu de l'article 21 ou 22; ou
- b) de la loi de l'État dans lequel la personne qui fait la déclaration a sa résidence habituelle.

#### Article 29

##### Dispositions spéciales applicables, dans certains cas, à la nomination et aux pouvoirs de l'administrateur de la succession

1. Lorsque la nomination d'un administrateur est obligatoire ou obligatoire sur demande en vertu de la loi de l'État membre dont les juridictions sont compétentes pour statuer sur la succession en application du présent règlement et que la loi applicable à la succession est une loi étrangère, les juridictions de cet État membre peuvent, si elles sont saisies, nommer un ou plusieurs administrateurs de la succession en vertu de leur propre loi, sous réserve des conditions définies au présent article.

Les administrateurs nommés en vertu du présent paragraphe sont des personnes habilitées à exécuter le testament du défunt et/ou à administrer sa succession au titre de la loi applicable à la succession. Si ladite loi ne prévoit pas que la succession puisse être administrée par une personne autre qu'un bénéficiaire, les juridictions de l'État membre dans lequel un administrateur doit être nommé peuvent nommer à cet effet un administrateur tiers conformément à leur propre loi si celle-ci l'exige et s'il existe un grave conflit d'intérêt entre les bénéficiaires ou entre les bénéficiaires et les créanciers ou d'autres personnes ayant garanti les dettes du défunt, un désaccord entre les bénéficiaires sur l'administration de la succession ou si la succession est difficile à administrer en raison de la nature des biens.

Les administrateurs nommés en vertu du présent paragraphe sont les seules personnes habilitées à exercer les pouvoirs visés aux paragraphes 2 ou 3.

2. Les personnes nommées en qualité d'administrateurs en vertu du paragraphe 1 exercent les pouvoirs en matière d'administration de la succession qu'ils peuvent exercer conformément à la loi applicable à la succession. La juridiction procédant à la nomination peut fixer, dans sa décision, des modalités particulières d'exercice desdits pouvoirs en vertu de la loi applicable à la succession.

Si la loi applicable à la succession ne prévoit pas de pouvoirs suffisants pour préserver les biens successoraux ou pour protéger tant les droits des créanciers que ceux d'autres personnes ayant garanti les dettes du défunt, la juridiction procédant à la nomination peut décider de permettre aux administrateurs d'exercer, sur une base résiduelle, les pouvoirs prévus à cet effet dans sa propre loi et peut fixer dans sa décision des modalités particulières d'exercice desdits pouvoirs conformément à ladite loi.

Dans l'exercice de ces pouvoirs résiduels, les administrateurs respectent toutefois la loi applicable à la succession en ce qui concerne le transfert de la propriété du bien successoral, la responsabilité à l'égard des dettes de la succession, les droits des bénéficiaires, y compris, le cas échéant, le droit d'accepter ou de renoncer à la succession, ainsi que, le cas échéant, les pouvoirs de l'exécuteur testamentaire de la succession.

3. Nonobstant le paragraphe 2, la juridiction nommant un ou plusieurs administrateurs en vertu du paragraphe 1, peut, à titre dérogatoire, si la loi applicable à la succession est la loi d'un État tiers, décider de confier à ces administrateurs la totalité des pouvoirs d'administration prévus par la loi de l'État membre dans lequel ils sont nommés.

Toutefois, dans l'exercice de ces pouvoirs, les administrateurs respectent, en particulier, la vocation successorale des bénéficiaires et la détermination de leurs droits successoraux, y

compris leurs droits à une réserve héréditaire ou leurs droits à l'égard de la succession ou des héritiers en vertu de la loi applicable à la succession.

#### Article 30

#### **Dispositions spéciales imposant des restrictions concernant la succession portant sur certains biens ou ayant une incidence sur celle-ci**

Lorsque la loi de l'État dans lequel sont situés certains biens immobiliers, certaines entreprises ou d'autres catégories particulières de biens comporte des dispositions spéciales qui, en raison de la destination économique, familiale ou sociale de ces biens, imposent des restrictions concernant la succession portant sur ces biens ou ayant une incidence sur celle-ci, ces dispositions spéciales sont applicables à la succession dans la mesure où, en vertu de la loi de cet État, elles sont applicables quelle que soit la loi applicable à la succession.

#### Article 31

#### **Adaptation des droits réels**

Lorsqu'une personne fait valoir un droit réel auquel elle peut prétendre en vertu de la loi applicable à la succession et que la loi de l'État membre dans lequel le droit est invoqué ne connaît pas le droit réel en question, ce droit est, si nécessaire et dans la mesure du possible, adapté au droit réel équivalent le plus proche en vertu de la loi de cet État en tenant compte des objectifs et des intérêts poursuivis par le droit réel en question et des effets qui y sont liés.

#### Article 32

#### **Comourants**

Lorsque deux ou plusieurs personnes dont les successions sont régies par des lois différentes décèdent dans des circonstances qui ne permettent pas de déterminer l'ordre des décès, et que ces lois règlent cette situation par des dispositions différentes ou ne la règlent pas du tout, aucune de ces personnes décédées n'a de droit dans la succession de l'autre ou des autres.

#### Article 33

#### **Succession en déshérence**

Dans la mesure où, en vertu de la loi applicable à la succession au titre du présent règlement, il n'y a pour aucun bien d'héritier ou de légataire institué par une disposition à cause de mort, ou de personne physique venant au degré successible, l'application de la loi ainsi déterminée ne fait pas obstacle au droit d'un État membre ou d'une institution désignée à cet effet par ledit État membre d'appréhender, en vertu de sa propre loi, les biens successoraux situés sur son territoire, pour autant que les créanciers soient habilités à faire valoir leurs créances sur l'ensemble des biens successoraux.

**Article 34****Renvoi**

1. Lorsque le présent règlement prescrit l'application de la loi d'un État tiers, il vise l'application des règles de droit en vigueur dans cet État, y compris ses règles de droit international privé, pour autant que ces règles renvoient:

- a) à la loi d'un État membre; ou
- b) à la loi d'un autre État tiers qui appliquerait sa propre loi.

2. Aucun renvoi n'est applicable pour les lois visées à l'article 21, paragraphe 2, à l'article 22, à l'article 27, à l'article 28, point b), et à l'article 30.

**Article 35****Ordre public**

L'application d'une disposition de la loi d'un État désignée par le présent règlement ne peut être écartée que si cette application est manifestement incompatible avec l'ordre public du for.

**Article 36****Systèmes non unifiés – conflits de lois territoriaux**

1. Lorsque la loi désignée par le présent règlement est celle d'un État qui comprend plusieurs unités territoriales dont chacune a ses propres règles de droit en matière de succession, ce sont les règles internes de conflits de lois de cet État qui déterminent l'unité territoriale concernée dont les règles de droit doivent s'appliquer.

2. En l'absence de telles règles internes de conflits de lois:

- a) toute référence à la loi de l'État mentionné au paragraphe 1 s'entend, aux fins de la détermination de la loi applicable en vertu des dispositions se référant à la résidence habituelle du défunt, comme faite à la loi de l'unité territoriale dans laquelle le défunt avait sa résidence habituelle au moment de son décès;
- b) toute référence à la loi de l'État mentionné au paragraphe 1 s'entend, aux fins de la détermination de la loi applicable en vertu des dispositions se référant à la nationalité du défunt, comme faite à la loi de l'unité territoriale avec laquelle le défunt présentait les liens les plus étroits;

- c) toute référence à la loi de l'État mentionné au paragraphe 1 s'entend, aux fins de la détermination de la loi applicable en vertu de toute autre disposition se référant à d'autres éléments comme facteurs de rattachement, comme faite à la loi de l'unité territoriale dans laquelle l'élément concerné est situé.

3. Nonobstant le paragraphe 2, toute référence à la loi de l'État mentionné au paragraphe 1 s'entend, aux fins de la détermination de la loi applicable en vertu de l'article 27, en l'absence de règles internes de conflit de lois dans ledit État, comme faite à la loi de l'unité territoriale avec laquelle le testateur ou les personnes dont la succession est concernée par le pacte successoral présentaient les liens les plus étroits.

**Article 37****Systèmes non unifiés – conflits de lois interpersonnels**

Lorsqu'un État a plusieurs systèmes de droit ou ensembles de règles applicables à différentes catégories de personnes en matière de succession, toute référence à la loi de cet État s'entend comme faite au système de droit ou à l'ensemble de règles déterminé par les règles en vigueur dans cet État. En l'absence de telles règles, le système de droit ou l'ensemble de règles avec lequel le défunt présentait les liens les plus étroits s'applique.

**Article 38****Non-application du présent règlement aux conflits de lois internes**

Un État membre qui comprend plusieurs unités territoriales dont chacune a ses propres règles de droit en matière de succession ne sera pas tenu d'appliquer le présent règlement aux conflits de lois qui surviennent uniquement entre ces unités.

**CHAPITRE IV****RECONNAISSANCE, FORCE EXÉCUTOIRE ET EXÉCUTION DES DÉCISIONS****Article 39****Reconnaissance**

1. Les décisions rendues dans un État membre sont reconnues dans les autres États membres, sans qu'il soit nécessaire de recourir à aucune procédure.

2. En cas de contestation, toute partie intéressée qui invoque à titre principal la reconnaissance d'une décision peut demander, conformément à la procédure prévue aux articles 45 à 58, que la décision soit reconnue.

3. Si la reconnaissance est invoquée de façon incidente devant une juridiction d'un État membre, celle-ci est compétente pour en connaître.

#### Article 40

##### Motifs de non-reconnaissance

Une décision rendue n'est pas reconnue:

- a) si la reconnaissance est manifestement contraire à l'ordre public de l'État membre dans lequel la reconnaissance est demandée;
- b) dans le cas où elle a été rendue par défaut, si l'acte introductif d'instance ou un acte équivalent n'a pas été signifié ou notifié au défendeur en temps utile et de telle manière qu'il puisse se défendre, à moins qu'il n'ait pas exercé de recours à l'encontre de la décision alors qu'il était en mesure de le faire;
- c) si elle est inconciliable avec une décision rendue dans une procédure entre les mêmes parties dans l'État membre dans lequel la reconnaissance est demandée;
- d) si elle est inconciliable avec une décision, rendue antérieurement dans un autre État membre ou dans un État tiers entre les mêmes parties dans une procédure ayant le même objet et la même cause, lorsque la décision rendue antérieurement réunit les conditions nécessaires à sa reconnaissance dans l'État membre dans lequel la reconnaissance est demandée.

#### Article 41

##### Absence de révision quant au fond

En aucun cas, la décision rendue dans un État membre ne peut faire l'objet d'une révision quant au fond.

#### Article 42

##### Sursis à statuer

La juridiction d'un État membre saisie d'une demande de reconnaissance d'une décision rendue dans un autre État membre peut surseoir à statuer si cette décision fait l'objet d'un recours ordinaire dans l'État membre d'origine.

#### Article 43

##### Force exécutoire

Les décisions rendues dans un État membre qui sont exécutoires dans cet État sont exécutoires dans un autre État membre lorsque, à la demande de toute partie intéressée, elles y ont été déclarées exécutoires conformément à la procédure prévue aux articles 45 à 58.

#### Article 44

##### Détermination du domicile

Pour déterminer, aux fins de la procédure prévue aux articles 45 à 58, si une partie a un domicile dans l'État membre d'exécution, la juridiction saisie applique la loi interne de cet État membre.

#### Article 45

##### Compétence territoriale

1. La demande de déclaration constatant la force exécutoire est portée devant la juridiction ou à l'autorité compétente de l'État membre d'exécution dont cet État membre a communiqué le nom à la Commission conformément à l'article 78.
2. La compétence territoriale est déterminée par le domicile de la partie contre laquelle l'exécution est demandée, ou par le lieu de l'exécution.

#### Article 46

##### Procédure

1. La procédure de dépôt de la demande est régie par la loi de l'État membre d'exécution.
2. Le demandeur n'est pas tenu d'avoir, dans l'État membre d'exécution, une adresse postale ni un représentant autorisé.
3. La demande est accompagnée des documents suivants:
  - a) une copie de la décision réunissant les conditions nécessaires pour en établir l'authenticité;
  - b) l'attestation délivrée par la juridiction ou l'autorité compétente de l'État membre d'origine sous la forme du formulaire établi conformément à la procédure consultative visée à l'article 81, paragraphe 2, sans préjudice de l'article 47.

#### Article 47

##### Défaut de production de l'attestation

1. À défaut de production de l'attestation visée à l'article 46, paragraphe 3, point b), la juridiction ou l'autorité compétente peut impartir un délai pour la produire ou accepter un document équivalent ou, si elle s'estime suffisamment éclairée, en dispenser.

2. Il est produit une traduction des documents si la juridiction ou l'autorité compétente l'exige. La traduction est faite par une personne habilitée à effectuer des traductions dans l'un des États membres.

#### Article 48

##### Déclaration constatant la force exécutoire

La décision est déclarée exécutoire dès l'achèvement des formalités de l'article 46, sans examen au titre de l'article 40. La partie contre laquelle l'exécution est demandée ne peut, à ce stade de la procédure, présenter d'observations concernant la demande.

#### Article 49

##### Communication de la décision relative à la demande de déclaration constatant la force exécutoire

1. La décision relative à la demande de déclaration constatant la force exécutoire est aussitôt portée à la connaissance du demandeur conformément à la procédure fixée par la loi de l'État membre d'exécution.

2. La déclaration constatant la force exécutoire est signifiée ou notifiée à la partie contre laquelle l'exécution est demandée, accompagnée de la décision si celle-ci n'a pas encore été signifiée ou notifiée à cette partie.

#### Article 50

##### Recours contre la décision relative à la demande de déclaration constatant la force exécutoire

1. L'une ou l'autre partie peut former un recours contre la décision relative à la demande de déclaration constatant la force exécutoire.

2. Le recours est porté devant la juridiction dont l'État membre concerné a communiqué le nom à la Commission conformément à l'article 78.

3. Le recours est examiné selon les règles de la procédure contradictoire.

4. Si la partie contre laquelle l'exécution est demandée ne comparait pas devant la juridiction saisie du recours formé par le demandeur, l'article 16 s'applique, même si la partie contre laquelle l'exécution est demandée n'est pas domiciliée dans l'un des États membres.

5. Le recours contre la déclaration constatant la force exécutoire est formé dans un délai de trente jours à compter de sa signification ou de sa notification. Si la partie contre laquelle l'exécution est demandée est domiciliée dans un autre État membre que celui dans lequel la déclaration constatant la force exécutoire a été délivrée, le délai de recours est de soixante jours et court à compter du jour où la signification ou la notification a été faite à personne ou à domicile. Ce délai ne comporte pas de prorogation à raison de la distance.

#### Article 51

##### Pourvoi contre la décision rendue sur le recours

La décision rendue sur le recours ne peut faire l'objet d'un pourvoi qu'au moyen de la procédure que l'État membre concerné a communiquée à la Commission conformément à l'article 78.

#### Article 52

##### Refus ou révocation d'une déclaration constatant la force exécutoire

La juridiction saisie d'un recours au titre de l'article 50 ou 51 ne peut refuser ou révoquer une déclaration constatant la force exécutoire que pour l'un des motifs prévus à l'article 40. Elle statue sans délai.

#### Article 53

##### Sursis à statuer

La juridiction saisie d'un recours prévu au titre de l'article 50 ou 51 sursoit à statuer, à la demande de la partie contre laquelle l'exécution est demandée, si la force exécutoire de la décision est suspendue dans l'État membre d'origine, du fait de l'exercice d'un recours.

#### Article 54

##### Mesures provisoires et conservatoires

1. Lorsqu'une décision doit être reconnue conformément au présent chapitre, rien n'empêche le demandeur de solliciter qu'il soit procédé à des mesures provisoires ou conservatoires, conformément au droit de l'État membre d'exécution, sans qu'il soit nécessaire qu'une déclaration constatant la force exécutoire de cette décision soit requise au titre de l'article 48.

2. La déclaration constatant la force exécutoire emporte de plein droit l'autorisation de procéder à des mesures conservatoires.

3. Pendant le délai du recours prévu à l'article 50, paragraphe 5, contre la déclaration constatant la force exécutoire et jusqu'à ce qu'il ait été statué sur celui-ci, il ne peut être procédé à aucune mesure d'exécution sur les biens de la partie contre laquelle l'exécution est demandée, hormis des mesures conservatoires.

#### Article 55

##### Force exécutoire partielle

1. Lorsque la décision rendue porte sur plusieurs chefs de la demande et que la déclaration constatant la force exécutoire ne peut être délivrée pour le tout, la juridiction ou l'autorité compétente la délivre pour un ou plusieurs d'entre eux.

2. Le demandeur peut demander que la déclaration constatant la force exécutoire soit limitée à certaines parties d'une décision.

#### Article 56

##### Aide judiciaire

Le demandeur qui, dans l'État membre d'origine, a bénéficié en tout ou en partie de l'aide judiciaire ou d'une exemption de frais et dépens a droit, dans le cadre de toute procédure visant à obtenir une déclaration constatant la force exécutoire, à l'aide judiciaire la plus favorable ou à l'exemption de frais et dépens la plus large prévue par le droit de l'État membre d'exécution.

#### Article 57

##### Caution ou dépôt

Aucune caution ni aucun dépôt, sous quelque dénomination que ce soit, n'est imposé à la partie qui demande dans un État membre la reconnaissance, la force exécutoire ou l'exécution d'une décision rendue dans un autre État membre en raison, soit de la qualité d'étranger, soit du défaut de domicile ou de résidence dans l'État membre d'exécution.

#### Article 58

##### Impôt, droit ou taxe

Aucun impôt, droit ou taxe proportionnel à la valeur de l'affaire n'est perçu dans l'État membre d'exécution à l'occasion de la procédure visant à obtenir une déclaration constatant la force exécutoire.

### CHAPITRE V

#### ACTES AUTHENTIQUES ET TRANSACTIONS JUDICIAIRES

#### Article 59

##### Acceptation des actes authentiques

1. Les actes authentiques établis dans un État membre ont la même force probante dans un autre État membre que dans

l'État membre d'origine ou y produisent les effets les plus comparables, sous réserve que ceci ne soit pas manifestement contraire à l'ordre public de l'État membre concerné.

Une personne souhaitant utiliser un acte authentique dans un autre État membre peut demander à l'autorité établissant l'acte authentique dans l'État membre d'origine de remplir le formulaire établi conformément à la procédure consultative visée à l'article 81, paragraphe 2, en décrivant la force probante de l'acte authentique dans l'État membre d'origine.

2. Les juridictions de l'État membre d'origine sont saisies de toute contestation portant sur l'authenticité d'un acte authentique et statuent sur celle-ci en vertu de la loi de cet État. L'acte authentique contesté ne produit aucune force probante dans un autre État membre tant que le recours est pendant devant la juridiction compétente.

3. Les juridictions compétentes en vertu du présent règlement sont saisies de toute contestation relative aux actes juridiques ou relations juridiques consignés dans un acte authentique et statuent sur celle-ci en vertu de la loi applicable au titre du chapitre III. L'acte authentique contesté ne produit aucune force probante dans un autre État membre que l'État membre d'origine en ce qui concerne la question contestée tant que le recours est pendant devant la juridiction compétente.

4. Si un point relatif aux actes juridiques ou aux relations juridiques consignés dans un acte authentique en matière de successions est soulevé de façon incidente devant une juridiction d'un État membre, celle-ci est compétente pour en connaître.

#### Article 60

##### Force exécutoire des actes authentiques

1. Un acte authentique qui est exécutoire dans l'État membre d'origine est déclaré exécutoire dans un autre État membre, à la demande de toute partie intéressée, conformément à la procédure prévue aux articles 45 à 58.

2. Aux fins de l'article 46, paragraphe 3, point b), l'autorité ayant établi l'acte authentique délivre, à la demande de toute partie intéressée, une attestation sous la forme du formulaire établi conformément à la procédure consultative visée à l'article 81, paragraphe 2.

3. La juridiction auprès de laquelle un recours est formé en vertu de l'article 50 ou 51 ne refuse ou ne révoque une déclaration constatant la force exécutoire que si l'exécution de l'acte authentique est manifestement contraire à l'ordre public de l'État membre d'exécution.



## Article 61

**Force exécutoire des transactions judiciaires**

1. Les transactions judiciaires qui sont exécutoires dans l'État membre d'origine sont déclarées exécutoires dans un autre État membre à la demande de toute partie intéressée, conformément à la procédure prévue aux articles 45 à 58.

2. Aux fins de l'article 46, paragraphe 3, point b), la juridiction qui a approuvé la transaction ou devant laquelle la transaction a été conclue délivre, à la demande de toute partie intéressée, une attestation sous la forme du formulaire établi conformément à la procédure consultative visée à l'article 81, paragraphe 2.

3. La juridiction auprès de laquelle un recours est formé en vertu de l'article 50 ou 51 ne refuse ou ne révoque une déclaration constatant la force exécutoire que si l'exécution de la transaction judiciaire est manifestement contraire à l'ordre public de l'État membre d'exécution.

## CHAPITRE VI

## CERTIFICAT SUCCESSORAL EUROPÉEN

## Article 62

**Création d'un certificat successoral européen**

1. Le présent règlement crée un certificat successoral européen (ci-après dénommé «certificat»), qui est délivré en vue d'être utilisé dans un autre État membre et produit les effets énumérés à l'article 69.

2. Le recours au certificat n'est pas obligatoire.

3. Le certificat ne se substitue pas aux documents internes utilisés à des fins similaires dans les États membres. Toutefois, dès lors qu'il est délivré en vue d'être utilisé dans un autre État membre, le certificat produit également les effets énumérés à l'article 69 dans l'État membre dont les autorités l'ont délivré en vertu du présent chapitre.

## Article 63

**Finalité du certificat**

1. Le certificat est destiné à être utilisé par les héritiers, les légataires ayant des droits directs à la succession et les exécuteurs testamentaires ou les administrateurs de la succession qui, dans un autre État membre, doivent respectivement invoquer leur qualité ou exercer leurs droits en tant qu'héritiers ou légataires, et/ou leurs pouvoirs en tant qu'exécuteurs testamentaires ou administrateurs de la succession.

2. Le certificat peut être utilisé, en particulier, pour prouver un ou plusieurs des éléments suivants:

- a) la qualité et/ou les droits de chaque héritier ou, selon le cas, de chaque légataire mentionné dans le certificat et la quote-part respective leur revenant dans la succession;
- b) l'attribution d'un bien déterminé ou de plusieurs biens déterminés faisant partie de la succession à l'héritier/aux héritiers ou, selon le cas, au(x) légataire(s) mentionné(s) dans le certificat;
- c) les pouvoirs de l'exécuteur testamentaire ou de l'administrateur de la succession mentionné dans le certificat.

## Article 64

**Compétence pour délivrer le certificat**

Le certificat est délivré dans l'État membre dont les juridictions sont compétentes en vertu de l'article 4, 7, 10 ou 11. L'autorité émettrice est:

- a) une juridiction telle que définie à l'article 3, paragraphe 2; ou
- b) une autre autorité qui, en vertu du droit national, est compétente pour régler les successions.

## Article 65

**Demande de certificat**

1. Le certificat est délivré à la demande de toute personne visée à l'article 63, paragraphe 1 (ci-après dénommée «demandeur»).

2. Pour déposer une demande, le demandeur peut utiliser le formulaire établi conformément à la procédure consultative visée à l'article 81, paragraphe 2.

3. La demande contient les informations énumérées ci-après, pour autant que le demandeur en ait connaissance et que ces informations soient nécessaires pour que l'autorité émettrice puisse certifier les éléments que le demandeur souhaite voir certifier et est accompagnée, soit de l'original de tous les documents pertinents, soit de copies répondant aux conditions requises pour en établir l'authenticité, sans préjudice de l'article 66, paragraphe 2:

- a) les renseignements concernant le défunt: nom (le cas échéant, nom à la naissance), prénom(s), sexe, date et lieu de naissance, état civil, nationalité, numéro d'identification (le cas échéant), adresse au moment du décès, date et lieu du décès;
- b) les renseignements concernant le demandeur: nom (le cas échéant, nom à la naissance), prénom(s), sexe, date et lieu de naissance, état civil, nationalité, numéro d'identification (le cas échéant), adresse et lien éventuel avec le défunt;

- c) les renseignements concernant le représentant éventuel du demandeur: nom (le cas échéant, nom à la naissance), prénom(s), adresse et qualité de représentant;
- d) les renseignements concernant le conjoint ou le partenaire du défunt et, le cas échéant, concernant le ou les ex-conjoints ou le ou les anciens partenaires: nom (le cas échéant, nom à la naissance), prénom(s), sexe, date et lieu de naissance, état civil, nationalité, numéro d'identification (le cas échéant) et adresse;
- e) les renseignements concernant d'autres bénéficiaires éventuels en vertu d'une disposition à cause de mort et/ou en vertu de la loi: nom et prénom(s) ou raison sociale, numéro d'identification (le cas échéant) et adresse;
- f) la finalité à laquelle est destiné le certificat conformément à l'article 63;
- g) les coordonnées de la juridiction ou de l'autorité compétente qui règle ou a réglé la succession en tant que telle, le cas échéant;
- h) les éléments sur lesquels le demandeur se fonde pour faire valoir, selon le cas, ses droits sur les biens successoraux en tant que bénéficiaire et/ou son droit d'exécuter le testament du défunt et/ou d'administrer la succession du défunt;
- i) une indication concernant l'établissement ou non, par le défunt, d'une disposition à cause de mort; si ni l'original ni une copie ne sont joints, l'indication de la localisation de l'original;
- j) une indication concernant la conclusion ou non, par le défunt, d'un contrat de mariage ou d'un contrat relatif à une relation pouvant avoir des effets comparables au mariage; lorsque ni l'original ni une copie du contrat ne sont joints, l'indication de la localisation de l'original;
- k) une indication quant à la déclaration faite ou non par l'un des bénéficiaires concernant l'acceptation de la succession ou la renonciation à celle-ci;
- l) une déclaration établissant que, à la connaissance du demandeur, aucun litige portant sur les éléments à certifier n'est pendante;
- m) toute autre information que le demandeur considère utile aux fins de la délivrance du certificat.

## Article 66

**Examen de la demande**

1. Dès réception de la demande, l'autorité émettrice vérifie les informations et les déclarations fournies par le demandeur ainsi que les documents et les autres moyens de preuve présentés par celui-ci. Elle mène les enquêtes nécessaires à cette vérification d'office, lorsque son droit national le prévoit ou l'autorise, ou invite le demandeur à fournir tout élément de preuve complémentaire qu'elle estime nécessaire.

2. Si le demandeur n'a pas pu produire des copies des documents pertinents répondant aux conditions requises pour en établir l'authenticité, l'autorité émettrice peut décider d'accepter d'autres moyens de preuve.

3. Si son droit national le prévoit et sous réserve des conditions qui y sont fixées, l'autorité émettrice peut demander que des déclarations soient faites sous serment ou sous forme d'une déclaration solennelle en lieu et place d'un serment.

4. L'autorité émettrice prend toutes les mesures nécessaires pour informer les bénéficiaires de la demande de certificat. Si cela est nécessaire aux fins de l'établissement des éléments à certifier, elle entend toute personne intéressée, ainsi que tout exécuteur ou administrateur, et procède à des annonces publiques visant à donner à d'autres bénéficiaires éventuels la possibilité de faire valoir leurs droits.

5. Aux fins du présent article, l'autorité compétente d'un État membre fournit, sur demande, à l'autorité émettrice d'un autre État membre les informations détenues, notamment, dans les registres fonciers, les registres de l'état civil et les registres consignants les documents et les faits pertinents pour la succession ou pour le régime matrimonial ou un régime patrimonial équivalent du défunt, dès lors que cette autorité compétente est autorisée, en vertu du droit national, à fournir ces informations à une autre autorité nationale.

## Article 67

**Délivrance du certificat**

1. L'autorité émettrice délivre sans délai le certificat conformément à la procédure fixée dans le présent chapitre lorsque les éléments à certifier ont été établis en vertu de la loi applicable à la succession ou de toute autre loi applicable à des éléments spécifiques. Elle utilise le formulaire établi conformément à la procédure consultative visée à l'article 81, paragraphe 2.

L'autorité émettrice ne délivre pas le certificat en particulier:

- a) si les éléments à certifier sont contestés; ou
- b) si le certificat s'avère ne pas être conforme à une décision portant sur les mêmes éléments.

2. L'autorité émettrice prend toutes les mesures nécessaires pour informer les bénéficiaires de la délivrance du certificat.

#### Article 68

##### Contenu du certificat

Le certificat comporte les informations suivantes dans la mesure où elles sont nécessaires à la finalité pour laquelle il est délivré:

- a) le nom et l'adresse de l'autorité émettrice;
- b) le numéro de référence du dossier;
- c) les éléments sur la base desquels l'autorité émettrice s'estime compétente pour délivrer le certificat;
- d) la date de délivrance;
- e) les renseignements concernant le demandeur: nom (le cas échéant, nom à la naissance), prénom(s), sexe, date et lieu de naissance, état civil, nationalité, numéro d'identification (le cas échéant), adresse et lien éventuel avec le défunt;
- f) les renseignements concernant le défunt: nom (le cas échéant, nom à la naissance), prénom(s), sexe, date et lieu de naissance, état civil, nationalité, numéro d'identification (le cas échéant), adresse au moment du décès, date et lieu du décès;
- g) les renseignements concernant les bénéficiaires: nom (le cas échéant, nom à la naissance), prénom(s) et numéro d'identification (le cas échéant);
- h) les renseignements concernant un contrat de mariage conclu par le défunt ou, le cas échéant, un contrat passé par le défunt dans le cadre d'une relation qui, selon la loi qui lui est applicable, est réputée avoir des effets comparables au mariage et les renseignements concernant le régime matrimonial ou un régime patrimonial équivalent;
- i) la loi applicable à la succession et les éléments sur la base desquels cette loi a été déterminée;
- j) les renseignements permettant d'établir si la succession s'ouvre ab intestat ou en vertu d'une disposition à cause de mort, y compris les informations concernant les

éléments donnant naissance aux droits et/ou pouvoirs des héritiers, légataires, exécuteurs testamentaires ou administrateurs de la succession;

- k) le cas échéant, la mention pour chaque bénéficiaire de la nature de l'acceptation de la succession ou de la renonciation à celle-ci;
- l) la part revenant à chaque héritier et, le cas échéant, la liste des droits et/ou des biens revenant à un héritier déterminé;
- m) la liste des droits et/ou des biens revenant à un légataire déterminé;
- n) les restrictions portant sur les droits de l'héritier ou des héritiers et, selon le cas, du ou des légataires en vertu de la loi applicable à la succession et/ou en vertu de la disposition à cause de mort;
- o) les pouvoirs de l'exécuteur testamentaire et/ou de l'administrateur de la succession et les restrictions portant sur ces pouvoirs en vertu de la loi applicable à la succession et/ou en vertu de la disposition à cause de mort.

#### Article 69

##### Effets du certificat

1. Le certificat produit ses effets dans tous les États membres, sans qu'il soit nécessaire de recourir à aucune procédure.
2. Le certificat est présumé attester fidèlement l'existence d'éléments qui ont été établis en vertu de la loi applicable à la succession ou en vertu de toute autre loi applicable à des éléments spécifiques. La personne désignée dans le certificat comme étant l'héritier, le légataire, l'exécuteur testamentaire ou l'administrateur de la succession est réputée avoir la qualité mentionnée dans ledit certificat et/ou les droits ou les pouvoirs énoncés dans ledit certificat sans que soient attachées à ces droits ou à ces pouvoirs d'autres conditions et/ou restrictions que celles qui sont énoncées dans le certificat.
3. Toute personne qui, agissant sur la base des informations certifiées dans un certificat, effectue des paiements ou remet des biens à une personne désignée dans le certificat comme étant habilitée à accepter des paiements ou des biens est réputée avoir conclu une transaction avec une personne ayant le pouvoir d'accepter des paiements ou des biens, sauf si elle sait que le contenu du certificat ne correspond pas à la réalité ou si elle l'ignore en raison d'une négligence grave.

4. Lorsqu'une personne désignée dans le certificat comme étant habilitée à disposer de biens successoraux dispose de ces biens en faveur d'une autre personne, cette autre personne, si elle agit sur la base des informations certifiées dans le certificat, est réputée avoir conclu une transaction avec une personne ayant le pouvoir de disposer des biens concernés, sauf si elle sait que le contenu du certificat ne correspond pas à la réalité ou si elle l'ignore en raison d'une négligence grave.

5. Le certificat constitue un document valable pour l'inscription d'un bien successoral dans le registre pertinent d'un État membre, sans préjudice de l'article 1<sup>er</sup>, paragraphe 2, points k) et l).

#### Article 70

##### Copies certifiées conformes du certificat

1. L'autorité émettrice conserve l'original du certificat et délivre une ou plusieurs copies certifiées conformes au demandeur et à toute personne justifiant d'un intérêt légitime.

2. L'autorité émettrice tient, aux fins de l'article 71, paragraphe 3, et de l'article 73, paragraphe 2, une liste des personnes qui se sont vu délivrer des copies certifiées conformes en application du paragraphe 1.

3. Les copies certifiées conformes délivrées ont une durée de validité limitée à six mois, qui doit être indiquée sur la copie concernée sous la forme d'une date d'expiration. Dans des cas exceptionnels dûment justifiés, l'autorité émettrice peut, à titre dérogatoire, décider d'allonger la durée de validité. Une fois ce délai expiré, toute personne en possession d'une copie certifiée conforme doit, afin de pouvoir utiliser le certificat aux fins énoncées à l'article 63, demander une prorogation de la durée de validité de la copie certifiée conforme ou demander à l'autorité émettrice une nouvelle copie certifiée conforme.

#### Article 71

##### Rectification, modification ou retrait du certificat

1. À la demande de toute personne justifiant d'un intérêt légitime ou d'office, l'autorité émettrice rectifie le certificat en cas d'erreur matérielle.

2. À la demande de toute personne justifiant d'un intérêt légitime ou, lorsque le droit national le permet, d'office, l'autorité émettrice modifie le certificat ou procède à son retrait lorsqu'il a été établi que ledit certificat ou certains de ses éléments ne correspondent pas à la réalité.

3. L'autorité émettrice informe sans délai toutes les personnes qui se sont vu délivrer des copies certifiées conformes

en application de l'article 70, paragraphe 1, de toute rectification, modification, ou de tout retrait du certificat.

#### Article 72

##### Voies de recours

1. Toute personne habilitée à présenter une demande de certificat peut former un recours contre toute décision rendue par l'autorité émettrice en application de l'article 67.

Toute personne justifiant d'un intérêt légitime peut former un recours contre toute décision prise par l'autorité émettrice en application de l'article 71 et de l'article 73, paragraphe 1, point a).

Le recours est formé devant une autorité judiciaire de l'État membre dont relève l'autorité émettrice conformément au droit de cet État.

2. Si, à la suite du recours visé au paragraphe 1, il est établi que le certificat délivré ne correspond pas à la réalité, l'autorité judiciaire compétente rectifie ou modifie le certificat, procède à son retrait ou veille à ce qu'il soit rectifié, modifié ou retiré par l'autorité émettrice.

Si, à la suite du recours visé au paragraphe 1, il est établi que le refus de délivrance du certificat est infondé, l'autorité judiciaire compétente délivre le certificat ou veille à ce que l'autorité émettrice réexamine le dossier et prenne une nouvelle décision.

#### Article 73

##### Suspension des effets du certificat

1. Les effets du certificat peuvent être suspendus par:

- a) l'autorité émettrice, à la demande de toute personne justifiant d'un intérêt légitime, dans l'attente d'une modification ou d'un retrait du certificat en application de l'article 71; ou
- b) l'autorité judiciaire, à la demande de toute personne habilitée à former un recours contre une décision prise par l'autorité émettrice en application de l'article 72, pendant l'exercice d'un tel recours.

2. L'autorité émettrice ou, le cas échéant, l'autorité judiciaire informe sans délai toutes les personnes qui se sont vu délivrer des copies certifiées conformes, en application de l'article 70, paragraphe 1, de toute suspension des effets du certificat.

Pendant la période de suspension des effets du certificat, aucune nouvelle copie certifiée conforme du certificat ne peut être délivrée.

## CHAPITRE VII

## DISPOSITIONS GÉNÉRALES ET FINALES

## Article 74

**Légalisation ou formalité analogue**

Aucune légalisation ni autre formalité analogue n'est exigée pour les documents délivrés dans un État membre dans le contexte du présent règlement.

## Article 75

**Relations avec les conventions internationales existantes**

1. Le présent règlement n'affecte pas l'application des conventions internationales auxquelles un ou plusieurs États membres sont parties lors de l'adoption du présent règlement et qui portent sur des matières régies par le présent règlement.

En particulier, les États membres qui sont parties à la convention de La Haye du 5 octobre 1961 sur les conflits de lois en matière de forme des dispositions testamentaires continuent à appliquer les dispositions de cette convention au lieu de l'article 27 du présent règlement pour ce qui est de la validité quant à la forme des testaments et des testaments conjonctifs.

2. Nonobstant le paragraphe 1, le présent règlement prévaut, entre les États membres, sur les conventions conclues exclusivement entre deux ou plusieurs d'entre eux dans la mesure où ces conventions concernent des matières régies par le présent règlement.

3. Le présent règlement ne fait pas obstacle à l'application de la convention du 19 novembre 1934 conclue entre le Danemark, la Finlande, l'Islande, la Norvège et la Suède, qui comporte des dispositions de droit international privé relatives aux successions, aux testaments et à l'administration des successions, telle que révisée par l'accord intergouvernemental conclu entre lesdits États le 1<sup>er</sup> juin 2012, par les États membres qui y sont parties, dans la mesure où elle prévoit:

- a) des règles relatives aux aspects procéduraux de l'administration des successions définies par la convention et une assistance en cette matière de la part des autorités des États qui sont parties contractantes à la convention; et
- b) une simplification et une accélération des procédures de reconnaissance et d'exécution des décisions en matière de successions.

## Article 76

**Relation avec le règlement (CE) n° 1346/2000 du Conseil**

Le présent règlement ne fait pas obstacle à l'application du règlement (CE) n° 1346/2000 du Conseil du 29 mai 2000 relatif aux procédures d'insolvabilité <sup>(1)</sup>.

## Article 77

**Informations mises à la disposition du public**

Les États membres fournissent à la Commission, en vue de la mise à la disposition de ces informations au public dans le cadre du réseau judiciaire européen en matière civile et commerciale, un résumé succinct de leur législation et de leurs procédures nationales relatives aux successions, y compris des informations concernant le type d'autorité compétente en matière de succession et des informations relatives au type d'autorité compétente pour recevoir les déclarations d'acceptation de la succession, d'un legs ou d'une réserve héréditaire ou de renonciation à ceux-ci.

Les États membres fournissent également des fiches descriptives énumérant tous les documents et/ou informations habituellement exigés aux fins de l'inscription de biens immobiliers situés sur leur territoire.

Les États membres tiennent en permanence ces informations à jour.

## Article 78

**Informations concernant les coordonnées et les procédures**

1. Au plus tard le 16 janvier 2014, les États membres communiquent à la Commission:

- a) le nom et les coordonnées des juridictions ou autorités compétentes pour statuer sur les demandes de déclaration constatant la force exécutoire, conformément à l'article 45, paragraphe 1, et sur les recours formés contre les décisions rendues sur ces demandes, conformément à l'article 50, paragraphe 2;
- b) les procédures de pourvoi contre la décision rendue sur le recours visées à l'article 51;
- c) les informations pertinentes relatives aux autorités compétentes aux fins de la délivrance du certificat en vertu de l'article 64; et
- d) les procédures de recours visées à l'article 72.

Les États membres communiquent à la Commission toute modification ultérieure de ces informations.

<sup>(1)</sup> JO L 160 du 30.6.2000, p. 1.

2. La Commission publie au *Journal officiel de l'Union européenne* les informations communiquées conformément au paragraphe 1, à l'exception des adresses et autres coordonnées des juridictions et autorités visées au paragraphe 1, point a).

3. La Commission tient toutes les informations communiquées conformément au paragraphe 1 à la disposition du public par tout autre moyen approprié, notamment par le biais du réseau judiciaire européen en matière civile et commerciale.

#### Article 79

#### **Établissement et modification ultérieure de la liste contenant les informations visées à l'article 3, paragraphe 2**

1. Sur la base des informations communiquées par les États membres, la Commission établit la liste des autres autorités et professionnels du droit visée à l'article 3, paragraphe 2.

2. Les États membres notifient à la Commission toute modification ultérieure à apporter aux informations contenues dans ladite liste. La Commission modifie la liste en conséquence.

3. La Commission publie la liste et toute modification ultérieure au *Journal officiel de l'Union européenne*.

4. La Commission tient toutes les informations notifiées conformément aux paragraphes 1 et 2 à la disposition du public par tout autre moyen approprié, notamment par le biais du réseau judiciaire européen en matière civile et commerciale.

#### Article 80

#### **Établissement et modification ultérieure des attestations et des formulaires visés aux articles 46, 59, 60, 61, 65 et 67**

La Commission adopte des actes d'exécution établissant et modifiant ultérieurement les attestations et les formulaires visés aux articles 46, 59, 60, 61, 65 et 67. Ces actes d'exécution sont adoptés en conformité avec la procédure consultative visée à l'article 81, paragraphe 2.

#### Article 81

##### **Comité**

1. La Commission est assistée par un comité. Ledit comité est un comité au sens du règlement (UE) n° 182/2011.

2. Lorsqu'il est fait référence au présent paragraphe, l'article 4 du règlement (UE) n° 182/2011 s'applique.

#### Article 82

##### **Réexamen**

Au plus tard le 18 août 2025 la Commission présente au Parlement européen, au Conseil et au Comité économique et social européen un rapport relatif à l'application du présent règlement comprenant une évaluation de tout problème pratique rencontré dans le cadre de transactions extrajudiciaires en matière de successions intervenues parallèlement dans différents États membres ou d'une transaction extrajudiciaire intervenue dans un État membre parallèlement à une transaction conclue devant une juridiction d'un autre État membre. Ce rapport est accompagné, le cas échéant, de propositions de modifications.

#### Article 83

##### **Dispositions transitoires**

1. Le présent règlement s'applique aux successions des personnes qui décèdent le 17 août 2015 ou après le 17 août 2015.

2. Lorsque le défunt avait, avant le 17 août 2015, choisi la loi applicable à sa succession, ce choix est valable s'il remplit les conditions fixées au chapitre III ou s'il est valable en application des règles de droit international privé qui étaient en vigueur, au moment où le choix a été fait, dans l'État dans lequel le défunt avait sa résidence habituelle ou dans tout État dont il possédait la nationalité.

3. Une disposition à cause de mort prise avant le 17 août 2015 est recevable et valable quant au fond et à la forme si elle remplit les conditions prévues au chapitre III ou si elle est recevable et valable sur le fond et en la forme en application des règles de droit international privé qui étaient en vigueur, au moment où la disposition a été prise, dans l'État dans lequel le défunt avait sa résidence habituelle, dans tout État dont il possédait la nationalité ou dans l'État membre de l'autorité chargée de régler la succession.

4. Si une disposition à cause de mort, prise avant le 17 août 2015, est rédigée conformément à la loi que le défunt aurait pu choisir en vertu du présent règlement, cette loi est réputée avoir été choisie comme loi applicable à la succession.

*Article 84***Entrée en vigueur**

Le présent règlement entre en vigueur le vingtième jour suivant celui de sa publication au *Journal officiel de l'Union européenne*.

Il est applicable à partir du 17 août 2015, à l'exception des articles 77 et 78 qui sont applicables à partir du 16 janvier 2014 et des articles 79, 80 et 81 qui sont applicables à partir du 5 juillet 2012.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans les États membres conformément aux traités.

Fait à Strasbourg, le 4 juillet 2012.

*Par le Parlement européen*  
*Le président*  
M. SCHULZ

*Par le Conseil*  
*Le président*  
A. D. MAVROYIANNIS

---



## II

(Actes non législatifs)

## RÈGLEMENTS

## RÈGLEMENT D'EXÉCUTION (UE) N° 1329/2014 DE LA COMMISSION

du 9 décembre 2014

établissant les formulaires mentionnés dans le règlement (UE) n° 650/2012 du Parlement européen et du Conseil relatif à la compétence, la loi applicable, la reconnaissance et l'exécution des décisions, et l'acceptation et l'exécution des actes authentiques en matière de successions et à la création d'un certificat successoral européen

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

vu le règlement (UE) n° 650/2012 du Parlement européen et du Conseil du 4 juillet 2012 relatif à la compétence, la loi applicable, la reconnaissance et l'exécution des décisions, et l'acceptation et l'exécution des actes authentiques en matière de successions et à la création d'un certificat successoral européen <sup>(1)</sup>, et notamment son article 46, paragraphe 3, point b), son article 59, paragraphe 1, son article 60, paragraphe 2, son article 61, paragraphe 2, son article 65, paragraphe 2, et son article 67, paragraphe 1,

considérant ce qui suit:

- (1) Pour garantir la bonne application du règlement (UE) n° 650/2012, il convient d'établir plusieurs formulaires.
- (2) Conformément au protocole n° 21 sur la position du Royaume-Uni et de l'Irlande à l'égard de l'espace de liberté, de sécurité et de justice annexé au traité sur l'Union européenne et au traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, ces États membres n'ont pas participé à l'adoption du règlement (UE) n° 650/2012. Par conséquent, le Royaume-Uni et l'Irlande ne participent pas à l'adoption du présent règlement.
- (3) Conformément aux articles 1<sup>er</sup> et 2 du protocole n° 22 sur la position du Danemark annexé au traité sur l'Union européenne et au traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, le Danemark ne participe pas à l'adoption du présent règlement et n'est pas lié par celui-ci ni soumis à son application.
- (4) Les mesures prévues par le présent règlement sont conformes à l'avis du comité «Succession».

A ADOPTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

*Article premier*

1. Le formulaire à utiliser pour l'attestation concernant une décision en matière de successions, visé à l'article 46, paragraphe 3, point b), du règlement (UE) n° 650/2012, est le formulaire I qui figure à l'annexe 1.
2. Le formulaire à utiliser pour l'attestation concernant un acte authentique en matière de successions, visé à l'article 59, paragraphe 1, et à l'article 60, paragraphe 2, du règlement (UE) n° 650/2012, est le formulaire II qui figure à l'annexe 2.
3. Le formulaire à utiliser pour l'attestation concernant une transaction judiciaire en matière de successions, visé à l'article 61, paragraphe 2, du règlement (UE) n° 650/2012, est le formulaire III qui figure à l'annexe 3.

<sup>(1)</sup> JOL 201 du 27.7.2012, p. 107.

4. Le formulaire à utiliser pour la demande d'un certificat successoral européen, visé à l'article 65, paragraphe 2, du règlement (UE) n° 650/2012, est le formulaire IV qui figure à l'annexe 4.
5. Le formulaire à utiliser pour le certificat successoral européen, visé à l'article 67, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 650/2012, est le formulaire V qui figure à l'annexe 5.

*Article 2*

Le présent règlement entre en vigueur le 17 août 2015.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans les États membres conformément aux traités.

Fait à Bruxelles, le 9 décembre 2014.

*Par la Commission*  
*Le président*  
Jean-Claude JUNCKER

---

## ANNEXE 1

## FORMULAIRE I

<b>ATTESTATION</b>	
<b>concernant une décision en matière successions</b>	
(article 46, paragraphe 3, point b), du règlement (UE) n° 650/2012 du Parlement européen et du Conseil relatif à la compétence, la loi applicable, la reconnaissance et l'exécution des décisions, et l'acceptation et l'exécution des actes authentiques en matière de successions et à la création d'un certificat successoral européen <sup>(1)</sup> )	
<b>1. État membre d'origine (*)</b>	<input type="checkbox"/> Belgique <input type="checkbox"/> Bulgarie <input type="checkbox"/> République tchèque <input type="checkbox"/> Allemagne <input type="checkbox"/> Estonie <input type="checkbox"/> Grèce <input type="checkbox"/> Espagne <input type="checkbox"/> France <input type="checkbox"/> Croatie <input type="checkbox"/> Italie <input type="checkbox"/> Chypre <input type="checkbox"/> Lettonie <input type="checkbox"/> Lituanie <input type="checkbox"/> Luxembourg <input type="checkbox"/> Hongrie <input type="checkbox"/> Malte <input type="checkbox"/> Pays-Bas <input type="checkbox"/> Autriche <input type="checkbox"/> Pologne <input type="checkbox"/> Portugal <input type="checkbox"/> Roumanie <input type="checkbox"/> Slovénie <input type="checkbox"/> Slovaquie <input type="checkbox"/> Finlande <input type="checkbox"/> Suède
<b>2. Juridiction ou autorité compétente délivrant l'attestation</b>	
2.1. Nom et désignation de la juridiction ou de l'autorité (*): .....	
2.2. Adresse	
2.2.1. Numéro/boîte postale et rue (*): .....	
2.2.2. Localité et code postal (*): .....	
2.3. Téléphone (*): .....	
2.4. Télécopieur: .....	
2.5. Adresse électronique: .....	
2.6. Autres informations utiles (veuillez préciser): .....	
<b>3. Juridiction <sup>(2)</sup> qui a rendu la décision (à compléter UNIQUEMENT si la juridiction est différente de l'autorité visée à la section 2)</b>	
3.1. Nom et désignation de la juridiction (*): .....	
3.2. Adresse	
3.2.1. Numéro/boîte postale et rue (*): .....	
3.2.2. Localité et code postal (*): .....	
3.3. Téléphone (*): .....	
3.4. Télécopieur: .....	
3.5. Adresse électronique: .....	

4.	<b>Décision</b>
4.1.	Date (jj/mm/aaaa) de la décision (*): .....
4.2.	Numéro de référence de la décision (*): .....
4.3.	Parties à la décision <sup>(3)</sup>
4.3.1.	<b>Partie A</b>
4.3.1.1.	Nom et prénom(s) ou nom de l'organisation (*): .....
4.3.1.2.	Date (jj/mm/aaaa) et lieu de naissance ou, s'il s'agit d'une organisation, date (jj/mm/aaaa), lieu d'enregistrement et désignation du registre/de l'autorité d'enregistrement: .....
4.3.1.3.	Numéro d'identification <sup>(4)</sup>
4.3.1.3.1.	Numéro d'identité: .....
4.3.1.3.2.	Numéro de sécurité sociale: .....
4.3.1.3.3.	Numéro d'enregistrement: .....
4.3.1.3.4.	Autre (veuillez préciser): .....
4.3.1.4.	Adresse
4.3.1.4.1.	Numéro/boîte postale et rue: .....
4.3.1.4.2.	Localité et code postal: .....
4.3.1.4.3.	Pays <input type="checkbox"/> Belgique <input type="checkbox"/> Bulgarie <input type="checkbox"/> République tchèque <input type="checkbox"/> Allemagne <input type="checkbox"/> Estonie <input type="checkbox"/> Grèce <input type="checkbox"/> Espagne <input type="checkbox"/> France <input type="checkbox"/> Croatie <input type="checkbox"/> Italie <input type="checkbox"/> Chypre <input type="checkbox"/> Lettonie <input type="checkbox"/> Lituanie <input type="checkbox"/> Luxembourg <input type="checkbox"/> Hongrie <input type="checkbox"/> Malte <input type="checkbox"/> Pays-Bas <input type="checkbox"/> Autriche <input type="checkbox"/> Pologne <input type="checkbox"/> Portugal <input type="checkbox"/> Roumanie <input type="checkbox"/> Slovénie <input type="checkbox"/> Slovaquie <input type="checkbox"/> Finlande <input type="checkbox"/> Suède <input type="checkbox"/> Autre (veuillez préciser le code ISO): .....
4.3.1.5.	Adresse électronique: .....
4.3.1.6.	Rôle dans la procédure (*)
4.3.1.6.1.	<input type="checkbox"/> Partie demanderesse
4.3.1.6.2.	<input type="checkbox"/> Partie défenderesse
4.3.1.6.3.	<input type="checkbox"/> Autre (veuillez préciser): .....
4.3.1.7.	Statut dans la succession (veuillez cocher plus d'une case, s'il y a lieu) (*)
4.3.1.7.1.	<input type="checkbox"/> Héritier
4.3.1.7.2.	<input type="checkbox"/> Légataire
4.3.1.7.3.	<input type="checkbox"/> Exécuteur testamentaire
4.3.1.7.4.	<input type="checkbox"/> Administrateur
4.3.1.7.5.	<input type="checkbox"/> Autre (veuillez préciser): .....

4.3.2.	<b>Partie B</b>
4.3.2.1.	Nom et prénom(s) ou nom de l'organisation (*): .....
	.....
4.3.2.2.	Date (jj/mm/aaaa) et lieu de naissance ou, s'il s'agit d'une organisation, date (jj/mm/aaaa), lieu d'enregistrement et désignation du registre/de l'autorité d'enregistrement: .....
4.3.2.3.	Numéro d'identification ( <sup>4</sup> )
4.3.2.3.1.	Numéro d'identité: .....
4.3.2.3.2.	Numéro de sécurité sociale: .....
4.3.2.3.3.	Numéro d'enregistrement: .....
4.3.2.3.4.	Autre (veuillez préciser): .....
4.3.2.4.	Adresse
4.3.2.4.1.	Numéro/boîte postale et rue: .....
	.....
4.3.2.4.2.	Localité et code postal: .....
4.3.2.4.3.	Pays
	<input type="checkbox"/> Belgique <input type="checkbox"/> Bulgarie <input type="checkbox"/> République tchèque <input type="checkbox"/> Allemagne <input type="checkbox"/> Estonie <input type="checkbox"/> Grèce <input type="checkbox"/> Espagne
	<input type="checkbox"/> France <input type="checkbox"/> Croatie <input type="checkbox"/> Italie <input type="checkbox"/> Chypre <input type="checkbox"/> Lettonie <input type="checkbox"/> Lituanie <input type="checkbox"/> Luxembourg <input type="checkbox"/> Hongrie
	<input type="checkbox"/> Malte <input type="checkbox"/> Pays-Bas <input type="checkbox"/> Autriche <input type="checkbox"/> Pologne <input type="checkbox"/> Portugal <input type="checkbox"/> Roumanie <input type="checkbox"/> Slovénie <input type="checkbox"/> Slovaquie
	<input type="checkbox"/> Finlande <input type="checkbox"/> Suède
	<input type="checkbox"/> Autre (veuillez préciser le code ISO): .....
4.3.2.5.	Adresse électronique: .....
4.3.2.6.	Rôle dans la procédure (*)
4.3.2.6.1.	<input type="checkbox"/> Partie demanderesse
4.3.2.6.2.	<input type="checkbox"/> Partie défenderesse
4.3.2.6.3.	<input type="checkbox"/> Autre (veuillez préciser): .....
4.3.2.7.	Statut dans la succession (veuillez cocher plus d'une case, s'il y a lieu) (*)
4.3.2.7.1.	<input type="checkbox"/> Héritier
4.3.2.7.2.	<input type="checkbox"/> Légataire
4.3.2.7.3.	<input type="checkbox"/> Exécuteur testamentaire
4.3.2.7.4.	<input type="checkbox"/> Administrateur
4.3.2.7.5.	<input type="checkbox"/> Autre (veuillez préciser): .....
4.4.	La décision a été rendue par défaut (*)
4.4.1.	<input type="checkbox"/> Oui (veuillez indiquer la date (jj/mm/aaaa) à laquelle l'acte introductif d'instance ou l'acte équivalent a été notifié ou signifié à la personne concernée): .....
4.4.2.	<input type="checkbox"/> Non
4.5.	L'enregistrement dans un registre public est-il demandé?
4.5.1.	<input type="checkbox"/> Oui
4.5.2.	<input type="checkbox"/> Non
4.6.	Si OUI au point 4.5.1., la décision n'est plus susceptible de recours ordinaire, y compris tout recours devant la juridiction de dernière instance:
4.6.1.	<input type="checkbox"/> Oui
4.6.2.	<input type="checkbox"/> Non

5.	<b>Force exécutoire de la décision</b>
5.1.	L'attestation est-elle demandée aux fins de l'exécution de la décision dans un autre État membre? (*)
5.1.1.	<input type="checkbox"/> Oui
5.1.2.	<input type="checkbox"/> Non
5.1.3.	<input type="checkbox"/> Je ne sais pas
5.2.	Si OUI au point 5.1.1., la décision est exécutoire dans l'État membre d'origine sans que d'autres conditions ne doivent être remplies (*)
5.2.1.	<input type="checkbox"/> Oui (veuillez préciser la ou les obligations exécutoires): .....
	.....
	.....
	.....
	.....
5.2.2.	<input type="checkbox"/> Oui, mais seulement pour une/des partie(s) de la décision (veuillez préciser la ou les obligations exécutoires):
	.....
	.....
	.....
5.2.3.	La ou les obligations sont exécutoires à l'encontre de la ou des personnes suivantes):
5.2.3.1.	<input type="checkbox"/> Partie A
5.2.3.2.	<input type="checkbox"/> Partie B
5.2.3.3.	<input type="checkbox"/> Autre (veuillez préciser): .....
	.....
6.	<b>Intérêts</b>
6.1.	Le recouvrement des intérêts est-il demandé? (*)
6.1.1.	<input type="checkbox"/> Oui
6.1.2.	<input type="checkbox"/> Non
6.2.	Si OUI au point 6.1.1 (*)
6.2.1.	Intérêts
6.2.1.1.	<input type="checkbox"/> Non précisés dans la décision
6.2.1.2.	<input type="checkbox"/> Oui, précisés dans la décision comme suit
6.2.1.2.1.	Intérêts échus à compter du: ..... (date (jj/mm/aaaa) ou événement) au: .....
	..... (date (jj/mm/aaaa) ou événement) (*)
6.2.1.2.2.	<input type="checkbox"/> Montant final: .....
6.2.1.2.3.	<input type="checkbox"/> Méthode de calcul des intérêts
6.2.1.2.3.1.	<input type="checkbox"/> Taux: ..... %
6.2.1.2.3.2.	<input type="checkbox"/> Taux: ..... % par rapport au taux de référence (BCE/taux de référence de la banque centrale nationale:.....
	en vigueur le: ..... (date (jj/mm/aaaa) ou événement)

6.2.2.	Intérêts légaux à calculer conformément à (veuillez préciser la loi applicable): .....
	.....
	.....
	.....
6.2.2.1.	Intérêts échus à compter du: ..... (date (jj/mm/aaaa) ou événement) au: ..... (date (jj/mm/aaaa) ou événement) <sup>(5)</sup>
6.2.2.2.	Méthode de calcul des intérêts
6.2.2.2.1.	<input type="checkbox"/> Taux: ..... %
6.2.2.2.2.	<input type="checkbox"/> Taux: ..... % par rapport au taux de référence (BCE/taux de référence de la banque centrale nationale: ..... ) en vigueur le: ..... (date (jj/mm/aaaa) ou événement)
6.2.2.2.2.1.	<input type="checkbox"/> Première date du semestre au cours duquel le débiteur est en retard de paiement
6.2.2.2.2.2.	<input type="checkbox"/> Autre événement (veuillez préciser): .....
6.2.3.	Capitalisation des intérêts (veuillez préciser): .....
	.....
	.....
	.....
	.....
	.....
	.....
6.2.4.	Devise
	<input type="checkbox"/> euro (EUR) <input type="checkbox"/> lev (BGN)
	<input type="checkbox"/> couronne tchèque (CZK) <input type="checkbox"/> kuna (HRK)
	<input type="checkbox"/> forint (HUF) <input type="checkbox"/> zloty (PLN)
	<input type="checkbox"/> leu roumain (RON) <input type="checkbox"/> couronne suédoise (SEK)
	<input type="checkbox"/> Autre [veuillez préciser (code ISO)]: .....
<b>7.</b>	<b>Frais et dépens</b>
7.1.	Parties ayant bénéficié d'une aide juridique totale ou partielle
7.1.1.	<input type="checkbox"/> Partie A
7.1.2.	<input type="checkbox"/> Partie B
7.1.3.	<input type="checkbox"/> Autre partie (veuillez préciser): .....
7.2.	Parties ayant bénéficié d'une exemption de frais et dépens
7.2.1.	<input type="checkbox"/> Partie A
7.2.2.	<input type="checkbox"/> Partie B
7.2.3.	<input type="checkbox"/> Autre partie (veuillez préciser): .....



7.3.	Le recouvrement des frais ou dépens est-il demandé? (*)
7.3.1.	<input type="checkbox"/> Oui <sup>(6)</sup>
7.3.2.	<input type="checkbox"/> Non
7.4.	Si OUI au point 7.3.1., la ou les personnes suivantes contre lesquelles l'exécution est demandée ont été condamnées aux frais et dépens (*)
7.4.1.	<input type="checkbox"/> Partie A
7.4.2.	<input type="checkbox"/> Partie B
7.4.3.	<input type="checkbox"/> Autre partie (veuillez préciser): .....
7.4.4.	<input type="checkbox"/> Si plus d'une personne est condamnée aux dépens, le montant total peut-il être perçu auprès de l'une d'entre elles?
7.4.4.1.	<input type="checkbox"/> Oui
7.4.4.2.	<input type="checkbox"/> Non
7.5.	Si OUI au point 7.3.1., les frais ou dépens pour lesquels le recouvrement est demandé sont détaillés comme suit (si les frais ou dépens peuvent être recouvrés auprès de plusieurs personnes, veuillez indiquer la ventilation pour chaque personne séparément (*)
7.5.1.	<input type="checkbox"/> Les frais et dépens ont été fixés dans la décision sous la forme d'un montant total (veuillez préciser le montant): .....
7.5.2.	<input type="checkbox"/> Les frais et dépens ont été fixés dans la décision sous la forme d'un pourcentage du total des frais (veuillez préciser le pourcentage du total): ..... %.
7.5.3.	<input type="checkbox"/> La responsabilité du paiement des frais et dépens a été déterminée dans la décision et les montants exacts sont les suivants:
7.5.3.1.	<input type="checkbox"/> Frais de justice: .....
7.5.3.2.	<input type="checkbox"/> Honoraires d'avocats: .....
7.5.3.3.	<input type="checkbox"/> Frais de signification ou de notification des actes: .....
7.5.3.4.	<input type="checkbox"/> Autre (veuillez préciser): .....
7.5.4.	<input type="checkbox"/> Autre (veuillez préciser): .....
7.6.	Si OUI au point 7.3.1. (*)
7.6.1.	Intérêts sur les frais et dépens
7.6.1.1.	<input type="checkbox"/> Non précisés dans la décision
7.6.1.2.	<input type="checkbox"/> Oui, précisés dans la décision comme suit
7.6.1.2.1.	Intérêts échus à compter du: ..... (date (jj/mm/aaaa) ou événement) au: ..... (date (jj/mm/aaaa) ou événement) <sup>(6)</sup>
7.6.1.2.2.	<input type="checkbox"/> Montant final: .....
7.6.1.2.3.	<input type="checkbox"/> Méthode de calcul des intérêts
7.6.1.2.3.1.	<input type="checkbox"/> Taux: ..... %
7.6.1.2.3.2.	<input type="checkbox"/> Taux: ..... % par rapport au taux de référence (BCE/taux de référence de la banque centrale nationale: .....) en vigueur le: ..... (date (jj/mm/aaaa) ou événement)

7.6.2.	Intérêts légaux à calculer conformément à (veuillez préciser la loi applicable): .....
	.....
	.....
	.....
7.6.2.1.	Intérêts échus à compter du: ..... (date (jj/mm/aaaa) ou événement)
	au: ..... (date (jj/mm/aaaa) ou événement) <sup>(5)</sup>
7.6.2.2.	Méthode de calcul des intérêts
7.6.2.2.1.	<input type="checkbox"/> Taux: ..... %
7.6.2.2.2.	<input type="checkbox"/> Taux: ..... % par rapport au taux de référence (BCE/taux de référence de la banque centrale nationale .....)
	en vigueur le: ..... (date (jj/mm/aaaa) ou événement)
7.6.3.	Capitalisation des intérêts (veuillez préciser): .....
	.....
	.....
	.....
7.6.4.	Devise
	<input type="checkbox"/> euro (EUR) <input type="checkbox"/> lev (BGN)
	<input type="checkbox"/> couronne tchèque (CZK) <input type="checkbox"/> kuna (HRK)
	<input type="checkbox"/> forint (HUF) <input type="checkbox"/> zloty (PLN)
	<input type="checkbox"/> leu roumain (RON) <input type="checkbox"/> couronne suédoise (SEK)
	<input type="checkbox"/> Autre [veuillez préciser (code ISO)]: .....
<b>Si des feuilles supplémentaires sont jointes, veuillez indiquer le nombre total de pages (*): .....</b>	
<b>Fait à (*): ..... le (*): ..... (jj/mm/aaaa)</b>	
<b>Signature et/ou cachet de la juridiction ou de l'autorité compétente délivrant l'attestation (*): .....</b>	
.....	
.....	

(\*) Informations obligatoires.

(1) JO L 201 du 27.7.2012, p. 107.

(2) Conformément à l'article 3, paragraphe 2, du règlement (UE) n° 650/2012, le terme «juridiction» désigne, sous certaines conditions, toute autorité judiciaire, ainsi que toute autre autorité et tout professionnel du droit compétents en matière de successions qui exercent des fonctions juridictionnelles ou agissent en vertu d'une délégation de pouvoirs d'une autorité judiciaire ou sous le contrôle d'une autorité judiciaire. La liste de ces autres autorités et professionnels du droit est publiée au *Journal officiel de l'Union européenne*.

(3) Si la décision implique plus de deux parties, veuillez joindre une feuille supplémentaire.

(4) Veuillez indiquer le numéro le plus pertinent, s'il y a lieu.

(5) S'il y a plusieurs périodes, veuillez ajouter le nombre de périodes nécessaire.

(6) Ce point couvre également les situations dans lesquelles les frais et dépens sont attribués dans une décision séparée.

## ANNEXE 2

## FORMULAIRE II

<b>ATTESTATION</b> <b>concernant un acte authentique en matière de successions</b> (article 59, paragraphe 1, et article 60, paragraphe 2, du règlement (UE) n° 650/2012 du Parlement européen et du Conseil relatif à la compétence, la loi applicable, la reconnaissance et l'exécution des décisions, et l'acceptation et l'exécution des actes authentiques en matière de successions et à la création d'un certificat successoral européen <sup>(1)</sup> )	
1.	<b>État membre d'origine (*)</b>  <input type="checkbox"/> Belgique <input type="checkbox"/> Bulgarie <input type="checkbox"/> République tchèque <input type="checkbox"/> Allemagne <input type="checkbox"/> Estonie <input type="checkbox"/> Grèce <input type="checkbox"/> Espagne <input type="checkbox"/> France <input type="checkbox"/> Croatie <input type="checkbox"/> Italie <input type="checkbox"/> Chypre <input type="checkbox"/> Lettonie <input type="checkbox"/> Lituanie <input type="checkbox"/> Luxembourg <input type="checkbox"/> Hongrie <input type="checkbox"/> Malte <input type="checkbox"/> Pays-Bas <input type="checkbox"/> Autriche <input type="checkbox"/> Pologne <input type="checkbox"/> Portugal <input type="checkbox"/> Roumanie <input type="checkbox"/> Slovénie <input type="checkbox"/> Slovaquie <input type="checkbox"/> Finlande <input type="checkbox"/> Suède
2.	<b>Autorité ayant établi l'acte authentique et délivrant l'attestation</b>  2.1. Nom et désignation de l'autorité (*): ..... 2.2. Adresse 2.2.1. Numéro/boîte postale et rue (*): ..... ..... ..... 2.2.2. Localité et code postal (*): ..... 2.3. Téléphone (*): ..... 2.4. Télécopieur ..... 2.5. Adresse électronique: ..... 2.6. Autres informations utiles (veuillez préciser): ..... .....
3.	<b>Acte authentique</b>  3.1. Date (jj/mm/aaaa) à laquelle l'acte authentique a été rédigé (*): .....  3.2. Numéro de référence de l'acte authentique: .....  3.3. Date (jj/mm/aaaa) à laquelle l'acte authentique a été 3.3.1. enregistré dans l'État membre d'origine ..... OU 3.3.2. déposé au registre dans l'État membre d'origine ..... (3.3.1. ou 3.3.2. à compléter UNIQUEMENT si la date est différente de celle indiquée au point 3.1. et si la date d'enregistrement/de dépôt au registre détermine l'effet juridique de l'acte) 3.3.3. Numéro de référence dans le registre: ..... 3.4. Parties à l'acte authentique <sup>(2)</sup>

**3.4.1. Partie A**

3.4.1.1. Nom et prénom(s) ou nom de l'organisation (\*): .....

3.4.1.2. Date (jj/mm/aaaa) et lieu de naissance ou, s'il s'agit d'une organisation, date (jj/mm/aaaa), lieu d'enregistrement et désignation du registre/de l'autorité d'enregistrement: .....

3.4.1.3. Numéro d'identification <sup>(3)</sup>

3.4.1.3.1. Numéro d'identité: .....

3.4.1.3.2. Numéro de sécurité sociale: .....

3.4.1.3.3. Numéro d'enregistrement: .....

3.4.1.3.4. Autre (veuillez préciser): .....

3.4.1.4. Adresse

3.4.1.4.1. Numéro/boîte postale et rue: .....

3.4.1.4.2. Localité et code postal: .....

3.4.1.4.3. Pays

- Belgique  Bulgarie  République tchèque  Allemagne  Estonie  Grèce  Espagne  
 France  Croatie  Italie  Chypre  Lettonie  Lituanie  Luxembourg  Hongrie  
 Malte  Pays-Bas  Autriche  Pologne  Portugal  Roumanie  Slovénie  Slovaquie  
 Finlande  Suède  
 Autre (veuillez préciser le code ISO): .....

3.4.1.5. Statut de la partie A (veuillez cocher plus d'une case, s'il y a lieu) (\*)

3.4.1.5.1.  Héritier

3.4.1.5.2.  Légataire

3.4.1.5.3.  Exécuteur testamentaire

3.4.1.5.4.  Administrateur

3.4.1.5.5.  Testateur

3.4.1.5.6.  Autre (veuillez préciser): .....

**3.4.2. Partie B**

3.4.2.1. Nom et prénom(s) ou nom de l'organisation (\*): .....

3.4.2.2. Date (jj/mm/aaaa) et lieu de naissance ou, s'il s'agit d'une organisation, date (jj/mm/aaaa), lieu d'enregistrement et désignation du registre/de l'autorité d'enregistrement: .....

3.4.2.3. Numéro d'identification <sup>(3)</sup>

3.4.2.3.1. Numéro d'identité: .....

3.4.2.3.2. Numéro de sécurité sociale: .....

3.4.2.3.3. Numéro d'enregistrement: .....

3.4.2.3.4. Autre (veuillez préciser): .....

3.4.2.4. Adresse

3.4.2.4.1. Numéro/boîte postale et rue: .....

3.4.2.4.2. Localité et code postal: .....

3.4.2.4.3. Pays

- Belgique  Bulgarie  République tchèque  Allemagne  Estonie  Grèce  Espagne  
 France  Croatie  Italie  Chypre  Lettonie  Lituanie  Luxembourg  Hongrie  
 Malte  Pays-Bas  Autriche  Pologne  Portugal  Roumanie  Slovénie  Slovaquie  
 Finlande  Suède

Autre (veuillez préciser le code ISO): .....

3.4.2.5. Statut de la partie B (veuillez cocher plus d'une case, s'il y a lieu) (\*)

3.4.2.5.1.  Héritier

3.4.2.5.2.  Légataire

3.4.2.5.3.  Exécuteur testamentaire

3.4.2.5.4.  Administrateur

3.4.2.5.5.  Testateur

3.4.2.5.6.  Autre (veuillez préciser): .....

#### 4. **Acceptation de l'acte authentique** (article 59 du règlement (UE) n° 650/2012)

4.1. L'acceptation de l'acte authentique est-elle demandée? (\*)

4.1.1.  Oui

4.1.2.  Non

4.2. **Authenticité de l'acte** (\*\*) *si OUI au point 4.1.1.)*

4.2.1.  En vertu de la législation de l'État membre d'origine, l'acte authentique a une force probante spécifique par rapport aux autres actes écrits (\*).

4.2.1.1. La force probante spécifique concerne les éléments suivants: (\*)

4.2.1.1.1.  la date à laquelle l'acte authentique a été rédigé

4.2.1.1.2.  le lieu où l'acte authentique a été rédigé

4.2.1.1.3.  l'origine des signatures des parties à l'acte authentique

4.2.1.1.4.  le contenu des déclarations des parties

4.2.1.1.5.  les faits que l'autorité déclare comme ayant été vérifiés en sa présence

4.2.1.1.6.  les mesures que l'autorité déclare avoir prises

4.2.1.1.7.  autre (veuillez préciser): .....

.....

.....

.....

4.2.2. En vertu de la législation de l'État membre d'origine, l'acte authentique perd sa force probante spécifique sur la base (veuillez cocher, s'il y a lieu):

4.2.2.1.  d'une décision judiciaire rendue à/en

4.2.2.1.1.  d'une procédure judiciaire ordinaire

4.2.2.1.2.	<input type="checkbox"/>	d'une procédure judiciaire spéciale prévue à cette fin par la législation (veuillez indiquer le nom et/ou les références juridiques pertinentes): .....
4.2.2.2.	<input type="checkbox"/>	Autre (veuillez préciser): .....
4.2.3.	<input type="checkbox"/>	À la connaissance de l'autorité, l'authenticité de l'acte n'a pas été contestée dans l'État membre d'origine (*).
4.3.		<b>Actes et relations juridiques consignés dans l'acte authentique (** si OUI au point 4.1.1.)</b>
4.3.1.		À la connaissance de l'autorité, l'acte authentique (*):
4.3.1.1.	<input type="checkbox"/>	ne fait pas l'objet d'une contestation relative aux actes juridiques et/ou aux relations juridiques qui y sont consignés
4.3.1.2.	<input type="checkbox"/>	fait l'objet d'une contestation relative aux actes juridiques et/ou aux relations juridiques consignés, sur des points spécifiques non couverts par la présente attestation (veuillez préciser): .....
4.3.2.	<input type="checkbox"/>	Autres informations utiles (veuillez préciser): .....
<hr/>		
5.		<b>Autres informations</b>
5.1.		Dans l'État membre d'origine, l'acte authentique est un document valable aux fins de l'inscription d'un droit mobilier ou immobilier dans ses registres (*).
5.1.1.	<input type="checkbox"/>	Oui (veuillez préciser): .....
5.1.2.	<input type="checkbox"/>	Non
<hr/>		
6.		<b>Force exécutoire de l'acte authentique (article 60 du règlement (UE) n° 650/2012)</b>
6.1.		L'exécution de l'acte authentique est-elle demandée? (*)
6.1.1.	<input type="checkbox"/>	Oui
6.1.2.	<input type="checkbox"/>	Non
6.2.		Si OUI au point 6.1.1., l'acte authentique est-il exécutoire dans l'État membre d'origine sans que d'autres conditions ne doivent être remplies? (*)

6.2.1.	<input type="checkbox"/> Oui (veuillez préciser la ou les obligations exécutoires): .....
	.....
	.....
6.2.2.	<input type="checkbox"/> Oui, mais seulement pour une/des partie(s) de l'acte authentique (veuillez préciser la ou les obligations exécutoires): .....
	.....
	.....
6.2.3.	<input type="checkbox"/> La ou les obligations sont exécutoires à l'encontre de la ou des personnes suivantes: (*)
6.2.3.1.	<input type="checkbox"/> Partie A
6.2.3.2.	<input type="checkbox"/> Partie B
6.2.3.3.	<input type="checkbox"/> Autre (veuillez préciser): .....
	.....
	.....
7.	Intérêts
7.1.	Le recouvrement d'intérêts est-il demandé? (*)
7.1.1.	<input type="checkbox"/> Oui
7.1.2.	<input type="checkbox"/> Non
7.2.	Si OUI au point 7.1.1. (*)
7.2.1.	Intérêts
7.2.1.1.	<input type="checkbox"/> Non précisés dans l'acte authentique
7.2.1.2.	<input type="checkbox"/> Oui, précisés dans l'acte authentique comme suit
7.2.1.2.1.	Intérêts échus à compter du: ..... (date (jj/mm/aaaa) ou événement)
	au: ..... (date (jj/mm/aaaa) ou événement) <sup>(5)</sup>
7.2.1.2.2.	<input type="checkbox"/> Montant final: .....
7.2.1.2.3.	<input type="checkbox"/> Méthode de calcul des intérêts
7.2.1.2.3.1.	<input type="checkbox"/> Taux: ..... %
7.2.1.2.3.2.	<input type="checkbox"/> Taux: ..... % par rapport au taux de référence (BCE/taux de référence de la banque centrale nationale: .....)
	en vigueur le: ..... (date (jj/mm/aaaa) ou événement)
7.2.2.	Intérêts légaux à calculer conformément à (veuillez préciser la loi applicable): .....
	.....
	.....
7.2.2.1.	Intérêts échus à compter du: ..... (date (jj/mm/aaaa) ou événement)
	au: ..... (date (jj/mm/aaaa) ou événement) <sup>(5)</sup>
7.2.2.2.	Méthode de calcul des intérêts
7.2.2.2.1.	<input type="checkbox"/> Taux: ..... %

7.2.2.2.  Taux: ..... % par rapport au taux de référence  
(BCE/taux de référence de la banque centrale nationale: .....)  
en vigueur le: .....(date (jj/mm/aaaa) ou événement)

7.2.3. Capitalisation des intérêts (veuillez préciser): .....  
.....  
.....

7.2.4. Devise  
 euro (EUR)  lev (BGN)  
 couronne tchèque (CZK)  kuna (HRK)  
 forint (HUF)  zloty (PLN)  
 leu roumain (RON)  couronne suédoise (SEK)  
 autre [veuillez préciser (code ISO)]: .....

---

**Si des feuilles supplémentaires sont jointes, veuillez indiquer le nombre total de pages (\*): .....**  
**Fait à (\*): ..... le (\*): ..... (jj/mm/aaaa)**  
**Signature et/ou cachet de l'autorité délivrant l'attestation (\*): .....**  
.....  
.....

(\*) Informations obligatoires.

(<sup>1</sup>) JO L 201 du 27.7.2012, p. 107.

(<sup>2</sup>) Si l'acte authentique concerne plus de deux parties, veuillez joindre une feuille supplémentaire.

(<sup>3</sup>) Veuillez indiquer le numéro le plus pertinent, s'il y a lieu.

(<sup>4</sup>) L'inscription dans un registre d'un droit mobilier ou immobilier est régie par la législation de l'État membre dans lequel le registre est tenu.

(<sup>5</sup>) S'il y a plusieurs périodes, veuillez ajouter le nombre de périodes nécessaire.



## ANNEXE 3

## FORMULAIRE III

<b>ATTESTATION</b>	
<b>concernant une transaction judiciaire en matière de successions</b>	
(article 61, paragraphe 2, du règlement (UE) n° 650/2012 du Parlement européen et du Conseil relatif à la compétence, la loi applicable, la reconnaissance et l'exécution des décisions, et l'acceptation et l'exécution des actes authentiques en matière de successions et à la création d'un certificat successoral européen <sup>(1)</sup> )	
<b>1.</b>	<b>État membre d'origine (*)</b>  <input type="checkbox"/> Belgique <input type="checkbox"/> Bulgarie <input type="checkbox"/> République tchèque <input type="checkbox"/> Allemagne <input type="checkbox"/> Estonie <input type="checkbox"/> Grèce <input type="checkbox"/> Espagne <input type="checkbox"/> France <input type="checkbox"/> Croatie <input type="checkbox"/> Italie <input type="checkbox"/> Chypre <input type="checkbox"/> Lettonie <input type="checkbox"/> Lituanie <input type="checkbox"/> Luxembourg <input type="checkbox"/> Hongrie <input type="checkbox"/> Malte <input type="checkbox"/> Pays-Bas <input type="checkbox"/> Autriche <input type="checkbox"/> Pologne <input type="checkbox"/> Portugal <input type="checkbox"/> Roumanie <input type="checkbox"/> Slovénie <input type="checkbox"/> Slovaquie <input type="checkbox"/> Finlande <input type="checkbox"/> Suède
<b>2.</b>	<b>Juridiction ayant approuvé la transaction judiciaire ou devant laquelle la transaction a été conclue et délivrant l'attestation</b>
2.1.	Nom et désignation de la juridiction <sup>(2)</sup> (*): .....
2.2.	Adresse
2.2.1.	Numéro/boîte postale et rue (*): .....
2.2.2.	Localité et code postal (*): .....
2.3.	Téléphone (*): .....
2.4.	Télécopieur: .....
2.5.	Adresse électronique: .....
2.6.	Autres informations utiles (veuillez préciser): .....
<b>3.</b>	<b>Transaction judiciaire</b>
3.1.	Date (jj/mm/aaaa) de la transaction judiciaire (*): .....
3.2.	Numéro de référence de la transaction judiciaire
3.3.	Parties à la transaction judiciaire <sup>(3)</sup> : .....
3.3.1.	<b>Partie A</b>
3.3.1.1.	Nom et prénom(s) ou nom de l'organisation (*): .....
3.3.1.2.	Date (jj/mm/aaaa) et lieu de naissance ou, s'il s'agit d'une organisation, date (jj/mm/aaaa), lieu d'enregistrement et désignation du registre/de l'autorité d'enregistrement: .....

3.3.1.3.	Numéro d'identification
3.3.1.3.1.	Numéro d'identité: .....
3.3.1.3.2.	Numéro de sécurité sociale: .....
3.3.1.3.3.	Numéro d'enregistrement: .....
3.3.1.3.4.	Autre (veuillez préciser): .....
3.3.1.4.	Adresse
3.3.1.4.1.	Numéro/boîte postale et rue: .....
	.....
3.3.1.4.2.	Localité et code postal: .....
3.3.1.4.3.	Pays:
	<input type="checkbox"/> Belgique <input type="checkbox"/> Bulgarie <input type="checkbox"/> République tchèque <input type="checkbox"/> Allemagne <input type="checkbox"/> Estonie <input type="checkbox"/> Grèce <input type="checkbox"/> Espagne
	<input type="checkbox"/> France <input type="checkbox"/> Croatie <input type="checkbox"/> Italie <input type="checkbox"/> Chypre <input type="checkbox"/> Lettonie <input type="checkbox"/> Lituanie <input type="checkbox"/> Luxembourg <input type="checkbox"/> Hongrie
	<input type="checkbox"/> Malte <input type="checkbox"/> Pays-Bas <input type="checkbox"/> Autriche <input type="checkbox"/> Pologne <input type="checkbox"/> Portugal <input type="checkbox"/> Roumanie <input type="checkbox"/> Slovénie <input type="checkbox"/> Slovaquie
	<input type="checkbox"/> Finlande <input type="checkbox"/> Suède
	<input type="checkbox"/> Autre (veuillez préciser le code ISO): .....
3.3.1.5.	Adresse électronique: .....
3.3.1.6.	Rôle dans la procédure (*)
3.3.1.6.1.	<input type="checkbox"/> Partie demanderesse
3.3.1.6.2.	<input type="checkbox"/> Partie défenderesse
3.3.1.6.3.	<input type="checkbox"/> Autre (veuillez préciser): .....
3.3.1.7.	Statut dans la succession (veuillez cocher plus d'une case, s'il y a lieu) (*)
3.3.1.7.1.	<input type="checkbox"/> Héritier
3.3.1.7.2.	<input type="checkbox"/> Légataire
3.3.1.7.3.	<input type="checkbox"/> Exécuteur testamentaire
3.3.1.7.4.	<input type="checkbox"/> Administrateur
3.3.1.7.5.	<input type="checkbox"/> Autre (veuillez préciser): .....
3.3.2.	<b>Partie B</b>
3.3.2.1.	Nom et prénom(s) ou nom de l'organisation (*): .....
	.....
3.3.2.2.	Date (jj/mm/aaaa) et lieu de naissance ou, s'il s'agit d'une organisation, date (jj/mm/aaaa), lieu d'enregistrement et désignation du registre/de l'autorité d'enregistrement: .....
3.3.2.3.	Numéro d'identification <sup>(4)</sup>
3.3.2.3.1.	Numéro d'identité: .....
3.3.2.3.2.	Numéro de sécurité sociale: .....
3.3.2.3.3.	Numéro d'enregistrement: .....
3.3.2.3.4.	Autre (veuillez préciser): .....

3.3.2.4.	Adresse
3.3.2.4.1.	Numéro/boîte postale et rue: .....
	.....
3.3.2.4.2.	Localité et code postal: .....
3.3.2.4.3.	Pays
	<input type="checkbox"/> Belgique <input type="checkbox"/> Bulgarie <input type="checkbox"/> République tchèque <input type="checkbox"/> Allemagne <input type="checkbox"/> Estonie <input type="checkbox"/> Grèce <input type="checkbox"/> Espagne
	<input type="checkbox"/> France <input type="checkbox"/> Croatie <input type="checkbox"/> Italie <input type="checkbox"/> Chypre <input type="checkbox"/> Lettonie <input type="checkbox"/> Lituanie <input type="checkbox"/> Luxembourg <input type="checkbox"/> Hongrie
	<input type="checkbox"/> Malte <input type="checkbox"/> Pays-Bas <input type="checkbox"/> Autriche <input type="checkbox"/> Pologne <input type="checkbox"/> Portugal <input type="checkbox"/> Roumanie <input type="checkbox"/> Slovénie <input type="checkbox"/> Slovaquie
	<input type="checkbox"/> Finlande <input type="checkbox"/> Suède
	<input type="checkbox"/> Autre (veuillez préciser le code ISO): .....
3.3.2.5.	Adresse électronique: .....
3.3.2.6.	Rôle dans la procédure (*)
3.3.2.6.1.	<input type="checkbox"/> Partie demanderesse
3.3.2.6.2.	<input type="checkbox"/> Partie défenderesse
3.3.2.6.3.	<input type="checkbox"/> Autre (veuillez préciser): .....
3.3.2.7.	Statut dans la succession (veuillez cocher plus d'une case, s'il y a lieu) (*)
3.3.2.7.1.	<input type="checkbox"/> Héritier
3.3.2.7.2.	<input type="checkbox"/> Légataire
3.3.2.7.3.	<input type="checkbox"/> Exécuteur testamentaire
3.3.2.7.4.	<input type="checkbox"/> Administrateur
3.3.2.7.5.	<input type="checkbox"/> Autre (veuillez préciser): .....
	.....
4.	<b>Force exécutoire de la transaction judiciaire</b>
4.1.	La transaction judiciaire est-elle exécutoire dans l'État membre d'origine sans que d'autres conditions ne doivent être remplies? (*)
4.1.1.	<input type="checkbox"/> Oui (veuillez préciser la ou les obligations exécutoires): .....
	.....
	.....
4.1.2.	<input type="checkbox"/> Oui, mais seulement pour une/des parties de la transaction judiciaire (veuillez préciser la ou les obligations exécutoires): .....
	.....
	.....
4.2.	L'obligation est exécutoire à l'encontre de la ou des personnes suivantes (*)
4.2.1.	<input type="checkbox"/> Partie A
4.2.2.	<input type="checkbox"/> Partie B
4.2.3.	<input type="checkbox"/> Autre (veuillez préciser): .....
	.....

5.	<b>Intérêts</b>
5.1.	Le recouvrement d'intérêts est-il demandé? (*)
5.1.1.	<input type="checkbox"/> Oui
5.1.2.	<input type="checkbox"/> Non
5.2.	Si OUI au point 5.1.1. (*)
5.2.1.	Intérêts
5.2.1.1.	<input type="checkbox"/> Non précisés dans la transaction judiciaire
5.2.1.2.	<input type="checkbox"/> Oui, précisés dans la transaction judiciaire comme suit:
5.2.1.2.1.	Intérêts échus à compter du: ..... (date (jj/mm/aaaa) ou événement) au: ..... (date (jj/mm/aaaa) ou événement) <sup>(5)</sup>
5.2.1.2.2.	<input type="checkbox"/> Montant final: .....
5.2.1.2.3.	<input type="checkbox"/> Méthode de calcul des intérêts
5.2.1.2.3.1.	<input type="checkbox"/> Taux: ..... %
5.2.1.2.3.2.	<input type="checkbox"/> Taux: ..... % par rapport au taux de référence (BCE/taux de référence de la banque centrale nationale: .....) en vigueur le: ..... (date (jj/mm/aaaa) ou événement)
5.2.2.	Intérêts légaux à calculer conformément à (veuillez préciser la loi applicable): ..... ..... .....
5.2.2.1.	Intérêts échus à compter du: ..... (date (jj/mm/aaaa) ou événement) au: ..... (date (jj/mm/aaaa) ou événement) <sup>(5)</sup>
5.2.2.2.	Méthode de calcul des intérêts
5.2.2.2.1.	<input type="checkbox"/> Taux: ..... %
5.2.2.2.2.	<input type="checkbox"/> Taux: ..... % par rapport au taux de référence (BCE/taux de référence de la banque centrale nationale: .....) en vigueur le: ..... (date (jj/mm/aaaa) ou événement)
5.2.3.	Capitalisation des intérêts (veuillez préciser): ..... ..... .....
5.2.4.	Devise <input type="checkbox"/> euro (EUR) <input type="checkbox"/> lev (BGN) <input type="checkbox"/> couronne tchèque (CZK) <input type="checkbox"/> kuna (HRK) <input type="checkbox"/> forint (HUF) <input type="checkbox"/> zloty (PLN) <input type="checkbox"/> leu roumain (RON) <input type="checkbox"/> couronne suédoise (SEK) <input type="checkbox"/> Autre [veuillez préciser (code ISO)]: .....

Si des feuilles supplémentaires ont été jointes, veuillez indiquer le nombre total de pages (\*): .....

Fait à (\*): ..... le (\*): ..... (jj/mm/aaaa)

Signature et/ou cachet de la juridiction délivrant l'attestation (\*): .....

(\*) Informations obligatoires.

(<sup>1</sup>) JO L 201 du 27.7.2012, p. 107.

(<sup>2</sup>) Conformément à l'article 3, paragraphe 2, du règlement (UE) n° 650/2012, le terme «juridiction» désigne, sous certaines conditions, toute autorité judiciaire, ainsi que toute autre autorité et tout professionnel du droit compétents en matière de successions qui exercent des fonctions juridictionnelles ou agissent en vertu d'une délégation de pouvoirs d'une autorité judiciaire ou sous le contrôle d'une autorité judiciaire. La liste de ces autres autorités et professionnels du droit est publiée au *Journal officiel de l'Union européenne*.

(<sup>3</sup>) Si la transaction judiciaire concerne plus de deux parties, veuillez joindre une feuille supplémentaire.

(<sup>4</sup>) Veuillez indiquer le numéro le plus pertinent, s'il y a lieu.

(<sup>5</sup>) S'il y a plusieurs périodes, veuillez ajouter le nombre de périodes nécessaire.

## ANNEXE 4

## FORMULAIRE IV

<p><b>Demande de Certificat Successoral Européen</b></p> <p>(article 65 du règlement (UE) n° 650/2012 du Parlement européen et du Conseil relatif à la compétence, la loi applicable, la reconnaissance et l'exécution des décisions, et l'acceptation et l'exécution des actes authentiques en matière de successions et à la création d'un certificat successoral européen <sup>(1)</sup>)</p>
<p><b>COMMUNICATION AU DEMANDEUR</b></p> <p><b>Le présent formulaire facultatif peut faciliter la collecte des informations nécessaires pour délivrer le certificat successoral européen. Ses annexes vous permettent de fournir des informations utiles complémentaires dans des situations spécifiques.</b></p> <p><b>Veillez vérifier au préalable quelles sont les informations pertinentes aux fins de la délivrance du certificat.</b></p>
<p>Annexes incluses dans le formulaire de demande <sup>(2)</sup></p> <p><input type="checkbox"/> Annexe I — Renseignements concernant la juridiction ou l'autre autorité compétente qui règle ou a réglé la succession en tant que telle (OBLIGATOIRE si l'autorité est différente de celle visée à la section 2 du formulaire de demande)</p> <p><input type="checkbox"/> Annexe II — Renseignements concernant le ou les demandeurs (OBLIGATOIRE si le ou les demandeurs sont des personnes morales)</p> <p><input type="checkbox"/> Annexe III — Renseignements concernant le représentant du ou des demandeurs (OBLIGATOIRE si le ou les demandeurs sont représentés)</p> <p><input type="checkbox"/> Annexe IV — Renseignements concernant le conjoint ou partenaire (ou ex-conjoint ou ancien partenaire) de la personne décédée (OBLIGATOIRE si le défunt avait un conjoint ou partenaire, ou un ex-conjoint ou ancien partenaire)</p> <p><input type="checkbox"/> Annexe V — Renseignements concernant les bénéficiaires éventuels (OBLIGATOIRE si les bénéficiaires sont différents du demandeur, du conjoint ou partenaire, ou de l'ex-conjoint ou ancien partenaire)</p> <p><input type="checkbox"/> Aucune annexe n'est incluse</p>
<p>1. <b>État membre dont relève l'autorité à laquelle la demande est présentée <sup>(3)</sup> (*)</b></p> <p><input type="checkbox"/> Belgique <input type="checkbox"/> Bulgarie <input type="checkbox"/> République tchèque <input type="checkbox"/> Allemagne <input type="checkbox"/> Estonie <input type="checkbox"/> Grèce <input type="checkbox"/> Espagne  <input type="checkbox"/> France <input type="checkbox"/> Croatie <input type="checkbox"/> Italie <input type="checkbox"/> Chypre <input type="checkbox"/> Lettonie <input type="checkbox"/> Lituanie <input type="checkbox"/> Luxembourg <input type="checkbox"/> Hongrie <input type="checkbox"/> Malte  <input type="checkbox"/> Pays-Bas <input type="checkbox"/> Autriche <input type="checkbox"/> Pologne <input type="checkbox"/> Portugal <input type="checkbox"/> Roumanie <input type="checkbox"/> Slovénie <input type="checkbox"/> Slovaquie <input type="checkbox"/> Finlande  <input type="checkbox"/> Suède</p>
<p>2. <b>Autorité à laquelle la demande est présentée <sup>(4)</sup></b></p> <p>2.1. Nom (*): .....</p> <p>2.2. Adresse</p> <p>2.2.1. Numéro/boîte postale et rue (*): .....</p> <p>.....</p> <p>2.2.2. Localité et code postal (*): .....</p> <p>2.3. Autres informations utiles (veuillez préciser): .....</p> <p>.....</p>

3.	<b>Renseignements concernant le demandeur (personne physique)</b>
3.1.	Nom et prénom(s) (*): .....
3.2.	Nom à la naissance (si différent du point 3.1.): .....
3.3.	Sexe (*)
3.3.1.	<input type="checkbox"/> M
3.3.2.	<input type="checkbox"/> F
3.4.	Date (jj/mm/aaaa) et lieu de naissance (*): .....
3.5.	État civil
3.5.1.	<input type="checkbox"/> Célibataire
3.5.2.	<input type="checkbox"/> Marié(e)
3.5.3.	<input type="checkbox"/> Partenaire enregistré(e)
3.5.4.	<input type="checkbox"/> Divorcé(e)
3.5.5.	<input type="checkbox"/> Veuf/veuve
3.5.6.	<input type="checkbox"/> Autre (veuillez préciser): .....
3.6.	Nationalité (*)
	<input type="checkbox"/> Belgique <input type="checkbox"/> Bulgarie <input type="checkbox"/> République tchèque <input type="checkbox"/> Allemagne <input type="checkbox"/> Estonie <input type="checkbox"/> Grèce <input type="checkbox"/> Espagne
	<input type="checkbox"/> France <input type="checkbox"/> Croatie <input type="checkbox"/> Italie <input type="checkbox"/> Chypre <input type="checkbox"/> Lettonie <input type="checkbox"/> Lituanie <input type="checkbox"/> Luxembourg <input type="checkbox"/> Hongrie
	<input type="checkbox"/> Malte <input type="checkbox"/> Pays-Bas <input type="checkbox"/> Autriche <input type="checkbox"/> Pologne <input type="checkbox"/> Portugal <input type="checkbox"/> Roumanie <input type="checkbox"/> Slovénie
	<input type="checkbox"/> Slovaquie <input type="checkbox"/> Finlande <input type="checkbox"/> Suède
	<input type="checkbox"/> Autre (veuillez préciser le code ISO): .....
3.7.	Numéro d'identification <sup>(8)</sup> : .....
3.7.1.	Numéro national d'identité: .....
3.7.2.	Numéro de sécurité sociale: .....
3.7.3.	Numéro fiscal: .....
3.7.4.	Autre (veuillez préciser): .....
3.8.	Adresse
3.8.1.	Numéro/boîte postale et rue (*): .....
	.....
	.....
3.8.2.	Localité et code postal (*): .....
3.8.3.	Pays (*)
	<input type="checkbox"/> Belgique <input type="checkbox"/> Bulgarie <input type="checkbox"/> République tchèque <input type="checkbox"/> Allemagne <input type="checkbox"/> Estonie <input type="checkbox"/> Grèce <input type="checkbox"/> Espagne
	<input type="checkbox"/> France <input type="checkbox"/> Croatie <input type="checkbox"/> Italie <input type="checkbox"/> Chypre <input type="checkbox"/> Lettonie <input type="checkbox"/> Lituanie <input type="checkbox"/> Luxembourg <input type="checkbox"/> Hongrie
	<input type="checkbox"/> Malte <input type="checkbox"/> Pays-Bas <input type="checkbox"/> Autriche <input type="checkbox"/> Pologne <input type="checkbox"/> Portugal <input type="checkbox"/> Roumanie <input type="checkbox"/> Slovénie
	<input type="checkbox"/> Slovaquie <input type="checkbox"/> Finlande <input type="checkbox"/> Suède
	<input type="checkbox"/> Autre (veuillez préciser le code ISO): .....







<p>5.8. Numéro d'identification <sup>(6)</sup></p> <p>5.8.1. Numéro national d'identité: .....</p> <p>5.8.2. Numéro d'acte de naissance: .....</p> <p>5.8.3. Numéro d'acte de décès: .....</p> <p>5.8.4. Numéro de sécurité sociale: .....</p> <p>5.8.5. Numéro fiscal: .....</p> <p>5.8.6. Autre (veuillez préciser): .....</p> <p>5.9. Adresse au moment du décès <sup>(11)</sup></p> <p>5.9.1. Numéro/boîte postale et rue (*): .....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>5.9.2. Localité et code postal (*): .....</p> <p>5.9.3. Pays (*)</p> <p><input type="checkbox"/> Belgique <input type="checkbox"/> Bulgarie <input type="checkbox"/> République tchèque <input type="checkbox"/> Allemagne <input type="checkbox"/> Estonie <input type="checkbox"/> Grèce <input type="checkbox"/> Espagne</p> <p><input type="checkbox"/> France <input type="checkbox"/> Croatie <input type="checkbox"/> Italie <input type="checkbox"/> Chypre <input type="checkbox"/> Lettonie <input type="checkbox"/> Lituanie <input type="checkbox"/> Luxembourg <input type="checkbox"/> Hongrie <input type="checkbox"/> Malte</p> <p><input type="checkbox"/> Pays-Bas <input type="checkbox"/> Autriche <input type="checkbox"/> Pologne <input type="checkbox"/> Portugal <input type="checkbox"/> Roumanie <input type="checkbox"/> Slovénie <input type="checkbox"/> Slovaquie <input type="checkbox"/> Finlande</p> <p><input type="checkbox"/> Suède</p> <p><input type="checkbox"/> Autre (veuillez préciser le code ISO): .....</p>
<p><b>6. Informations supplémentaires</b></p> <p>6.1. Éléments sur lesquels vous vous fondez pour faire valoir vos droits à la succession (**)</p> <p>6.1.1. <input type="checkbox"/> Je suis bénéficiaire en vertu d'une disposition à cause de mort</p> <p>6.1.2. <input type="checkbox"/> Je suis bénéficiaire en vertu de la loi</p> <p>6.2. Éléments sur lesquels vous vous fondez pour faire valoir votre pouvoir d'exécuter le testament du défunt (***)</p> <p>6.2.1. <input type="checkbox"/> J'ai été désigné exécuteur testamentaire dans une disposition à cause de mort</p> <p>6.2.2. <input type="checkbox"/> J'ai été désigné exécuteur testamentaire par une juridiction</p> <p>6.2.3. <input type="checkbox"/> Autre (veuillez préciser): .....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>6.3. Éléments sur lesquels vous vous fondez pour faire valoir votre pouvoir d'administrer la succession du défunt (***)</p> <p>6.3.1. <input type="checkbox"/> Je suis l'administrateur en vertu d'une disposition à cause de mort</p> <p>6.3.2. <input type="checkbox"/> J'ai été désigné administrateur par une juridiction</p> <p>6.3.3. <input type="checkbox"/> J'ai été désigné administrateur par un accord extrajudiciaire entre les bénéficiaires</p> <p>6.3.4. <input type="checkbox"/> J'ai le pouvoir d'administrer la succession en vertu de la loi</p> <p>6.4. Le défunt a-t-il établi au moins une disposition à cause de mort? (*)</p> <p>6.4.1. <input type="checkbox"/> Oui</p> <p>6.4.2. <input type="checkbox"/> Non</p> <p>6.4.3. <input type="checkbox"/> Je ne sais pas</p>

6.5.	Le défunt a-t-il précisé la loi qui doit régir la succession (choix de la loi)? (*)
6.5.1.	<input type="checkbox"/> Oui
6.5.2.	<input type="checkbox"/> Non
6.5.3.	<input type="checkbox"/> Je ne sais pas
6.6.	Au moment du décès, le défunt était-il copropriétaire avec une personne autre que son conjoint ou partenaire ou que son ex-conjoint ou ancien partenaire mentionné à l'annexe IV, d'un ou plusieurs biens faisant partie de la succession? (*)
6.6.1.	<input type="checkbox"/> Oui (veuillez fournir les coordonnées de la ou des personnes concernées et préciser les biens): .. ..... ..... ..... ..... ..... .....
6.6.2.	<input type="checkbox"/> Non
6.6.3.	<input type="checkbox"/> Je ne sais pas
6.7.	Y a-t-il des (d'autres) bénéficiaires éventuels? (*)
6.7.1.	<input type="checkbox"/> Oui <sup>(12)</sup>
6.7.2.	<input type="checkbox"/> Non
6.7.3.	<input type="checkbox"/> Je ne sais pas
6.8.	Des bénéficiaires ont-ils accepté de manière explicite la succession? (*)
6.8.1.	<input type="checkbox"/> Oui (veuillez préciser): ..... ..... .....
6.8.2.	<input type="checkbox"/> Non
6.8.3.	<input type="checkbox"/> Je ne sais pas
6.9.	Des bénéficiaires ont-ils renoncé de manière explicite à la succession? (*)
6.9.1.	<input type="checkbox"/> Oui (veuillez préciser): ..... ..... .....
6.9.2.	<input type="checkbox"/> Non
6.9.3.	<input type="checkbox"/> Je ne sais pas
6.10.	Toute autre information que vous jugez utile aux fins de la délivrance du certificat (en plus des informations figurant dans la section 4 du formulaire de demande ou dans les annexes): ..... ..... ..... ..... ..... .....

## 7. Documents joints au formulaire de demande

Le demandeur doit fournir tous les documents pertinents afin de prouver l'authenticité des informations contenues dans le présent formulaire. Dès lors - si possible et lorsque l'autorité visée à la section 2 ne l'a pas encore - veuillez joindre l'original ou une copie du document qui répond aux conditions nécessaires pour établir son authenticité.

- Acte de décès ou déclaration de mort présumée
- décision de justice
- Accord d'élection de for
- Testament ou testament conjonctif <sup>(13)</sup>: .....
- .....
- Certificat du registre des testaments
- Pacte successoral <sup>(13)</sup>: .....
- .....
- Déclaration relative à un choix de loi <sup>(13)</sup>: .....
- .....
- Contrat de mariage ou contrat relatif à une relation pouvant avoir des effets comparables au mariage <sup>(13)</sup>: .....
- .....
- .....
- Déclaration concernant l'acceptation de la succession
- Déclaration concernant la renonciation à la succession
- Document relatif à la désignation d'un administrateur
- Document relatif à l'inventaire de la succession
- Document relatif à la répartition ou au partage de la masse successorale
- Procuration
- Autre (veuillez préciser): .....
- .....
- .....
- .....

Si des feuilles supplémentaires et des annexes ont été jointes, veuillez indiquer le nombre total de pages (\*): .....

Nombre total de documents joints au présent formulaire de demande (\*): .....

Fait à (\*): ..... le (\*) ..... (jj/mm/aaaa)

Signature (\*): .....

Je déclare qu'à ma connaissance, aucun litige n'est pendant en ce qui concerne les éléments que je souhaite voir certifier dans le certificat.

Fait à (\*): ..... le (\*) ..... (jj/mm/aaaa)

Signature (\*): .....

## FORMULAIRE IV — ANNEXE I

<b>Juridiction ou autre autorité compétente qui règle ou a réglé la succession en tant que telle (à compléter UNIQUEMENT si elle est différente de celle visée à la section 2 du formulaire de demande)</b>	
1.	Nom et désignation de la juridiction ou autorité compétente (*): .....
	.....
	.....
2.	Adresse
2.1.	Numéro/boîte postale et rue (*): .....
	.....
	.....
2.2.	Localité et code postal (*): .....
2.3.	Pays (*)
	<input type="checkbox"/> Belgique <input type="checkbox"/> Bulgarie <input type="checkbox"/> République tchèque <input type="checkbox"/> Allemagne <input type="checkbox"/> Estonie <input type="checkbox"/> Grèce <input type="checkbox"/> Espagne
	<input type="checkbox"/> France <input type="checkbox"/> Croatie <input type="checkbox"/> Italie <input type="checkbox"/> Chypre <input type="checkbox"/> Lettonie <input type="checkbox"/> Lituanie <input type="checkbox"/> Luxembourg <input type="checkbox"/> Hongrie <input type="checkbox"/> Malte
	<input type="checkbox"/> Pays-Bas <input type="checkbox"/> Autriche <input type="checkbox"/> Pologne <input type="checkbox"/> Portugal <input type="checkbox"/> Roumanie <input type="checkbox"/> Slovénie <input type="checkbox"/> Slovaquie <input type="checkbox"/> Finlande
	<input type="checkbox"/> Suède
	<input type="checkbox"/> Autre (veuillez préciser le code ISO): .....
3.	Téléphone (*): .....
4.	Télécopieur: .....
5.	Adresse électronique: .....
6.	Numéro de référence du dossier: .....
7.	Autres informations utiles (veuillez préciser): .....
	.....
	.....
	.....
	.....

## FORMULAIRE IV — ANNEXE II

<b>Renseignements concernant le ou les demandeurs</b> <b>(à compléter UNIQUEMENT si le ou les demandeurs sont des personnes morales) <sup>(14)</sup></b>	
1.	Nom de l'organisation (*): .....
	.....
	.....
2.	Enregistrement de l'organisation
2.1.	Numéro d'enregistrement: .....
2.2.	Désignation du registre/de l'autorité d'enregistrement (*): .....
2.3.	Date (jj/mm/aaaa) et lieu d'enregistrement: .....
3.	Adresse de l'organisation
3.1.	Numéro/boîte postale et rue (*): .....
	.....
	.....
3.2.	Localité et code postal (*): .....
3.3.	Pays (*)
	<input type="checkbox"/> Belgique <input type="checkbox"/> Bulgarie <input type="checkbox"/> République tchèque <input type="checkbox"/> Allemagne <input type="checkbox"/> Estonie <input type="checkbox"/> Grèce <input type="checkbox"/> Espagne
	<input type="checkbox"/> France <input type="checkbox"/> Croatie <input type="checkbox"/> Italie <input type="checkbox"/> Chypre <input type="checkbox"/> Lettonie <input type="checkbox"/> Lituanie <input type="checkbox"/> Luxembourg <input type="checkbox"/> Hongrie <input type="checkbox"/> Malte
	<input type="checkbox"/> Pays-Bas <input type="checkbox"/> Autriche <input type="checkbox"/> Pologne <input type="checkbox"/> Portugal <input type="checkbox"/> Roumanie <input type="checkbox"/> Slovénie <input type="checkbox"/> Slovaquie <input type="checkbox"/> Finlande
	<input type="checkbox"/> Suède
	<input type="checkbox"/> Autre (veuillez préciser le code ISO): .....
4.	Téléphone: .....
5.	Télécopieur: .....
6.	Adresse électronique: .....
7.	Nom et prénom(s) de la personne autorisée à signer pour l'organisation (*): .....
8.	Autres informations utiles (veuillez préciser): .....
	.....
	.....
	.....
	.....

## FORMULAIRE IV — ANNEXE III

Renseignements concernant le ou les représentants du ou des demandeurs <sup>(15)</sup> (à compléter UNIQUEMENT si le ou les demandeurs sont représentés)	
1.	Nom et prénom(s) ou nom de l'organisation (*): .....
	.....
	.....
2.	Enregistrement de l'organisation
2.1.	Numéro d'enregistrement: .....
2.2.	Désignation du registre/de l'autorité d'enregistrement (*): .....
2.3.	Date (jj/mm/aaaa) et lieu d'enregistrement: .....
3.	Adresse
3.1.	Numéro/boîte postale et rue (*): .....
	.....
3.2.	Localité et code postal (*): .....
3.3.	Pays (*)
	<input type="checkbox"/> Belgique <input type="checkbox"/> Bulgarie <input type="checkbox"/> République tchèque <input type="checkbox"/> Allemagne <input type="checkbox"/> Estonie <input type="checkbox"/> Grèce <input type="checkbox"/> Espagne <input type="checkbox"/> France <input type="checkbox"/> Croatie <input type="checkbox"/> Italie <input type="checkbox"/> Chypre <input type="checkbox"/> Lettonie <input type="checkbox"/> Lituanie <input type="checkbox"/> Luxembourg <input type="checkbox"/> Hongrie <input type="checkbox"/> Malte <input type="checkbox"/> Pays-Bas <input type="checkbox"/> Autriche <input type="checkbox"/> Pologne <input type="checkbox"/> Portugal <input type="checkbox"/> Roumanie <input type="checkbox"/> Slovénie <input type="checkbox"/> Slovaquie <input type="checkbox"/> Finlande <input type="checkbox"/> Suède
	<input type="checkbox"/> Autre (veuillez préciser le code ISO): .....
4.	Téléphone: .....
5.	Télécopieur: .....
6.	Adresse électronique: .....
7.	Qualité de représentant (*)
	<input type="checkbox"/> Tuteur <input type="checkbox"/> Parent <input type="checkbox"/> Personne autorisée à signer pour une personne morale <input type="checkbox"/> Personne munie d'une procuration
	<input type="checkbox"/> Autre (veuillez préciser): .....

## FORMULAIRE IV — ANNEXE IV

Renseignements concernant le conjoint ou le partenaire du défunt, ou le ou les ex-conjoints ou anciens partenaires <sup>(16)</sup>	
(à compléter UNIQUEMENT si le défunt avait un conjoint ou un partenaire, ou un ex-conjoint ou ancien partenaire)	
1.	Le conjoint ou partenaire, ou l'ex-conjoint ou ancien partenaire est-il le demandeur? (*)
1.1.	<input type="checkbox"/> Oui (voir informations fournies à la section 3 du formulaire de demande — s'il y a lieu, veuillez préciser quel demandeur): .....
1.2.	<input type="checkbox"/> Non
1.2.1.	Nom et prénom(s) (*): .....
1.2.2.	Nom à la naissance (si différent du point 1.2.1.): .....
1.2.3.	Sexe (*)
1.2.3.1.	<input type="checkbox"/> M
1.2.3.2.	<input type="checkbox"/> F
1.2.4.	Date (jj/mm/aaaa) et lieu de naissance (*): .....
1.2.5.	État civil
1.2.5.1.	<input type="checkbox"/> Célibataire
1.2.5.2.	<input type="checkbox"/> Marié(e)
1.2.5.3.	<input type="checkbox"/> Partenaire enregistré(e)
1.2.5.4.	<input type="checkbox"/> Divorcé(e)
1.2.5.5.	<input type="checkbox"/> Veuf/veuve
1.2.5.6.	<input type="checkbox"/> Autre (veuillez préciser): .....
1.2.6.	Nationalité (*)
	<input type="checkbox"/> Belgique <input type="checkbox"/> Bulgarie <input type="checkbox"/> République tchèque <input type="checkbox"/> Allemagne <input type="checkbox"/> Estonie <input type="checkbox"/> Grèce <input type="checkbox"/> Espagne
	<input type="checkbox"/> France <input type="checkbox"/> Croatie <input type="checkbox"/> Italie <input type="checkbox"/> Chypre <input type="checkbox"/> Lettonie <input type="checkbox"/> Lituanie <input type="checkbox"/> Luxembourg <input type="checkbox"/> Malte <input type="checkbox"/> Malte
	<input type="checkbox"/> Pays-Bas <input type="checkbox"/> Autriche <input type="checkbox"/> Pologne <input type="checkbox"/> Portugal <input type="checkbox"/> Roumanie <input type="checkbox"/> Slovénie <input type="checkbox"/> Slovaquie
	<input type="checkbox"/> Finlande <input type="checkbox"/> Suède
	<input type="checkbox"/> Autre (veuillez préciser le code ISO): .....
1.2.7.	Numéro d'identification <sup>(6)</sup>
1.2.7.1.	Numéro national d'identité: .....
1.2.7.2.	Numéro de sécurité sociale: .....
1.2.7.3.	Numéro fiscal: .....
1.2.7.4.	Autre (veuillez préciser): .....



1.2.8.	Adresse
1.2.8.1.	Numéro/boîte postale et rue (*): .....
	.....
	.....
1.2.8.2.	Localité et code postal (*): .....
1.2.8.3.	Pays (*)
	<input type="checkbox"/> Belgique <input type="checkbox"/> Bulgarie <input type="checkbox"/> République tchèque <input type="checkbox"/> Allemagne <input type="checkbox"/> Estonie <input type="checkbox"/> Grèce <input type="checkbox"/> Espagne
	<input type="checkbox"/> France <input type="checkbox"/> Croatie <input type="checkbox"/> Italie <input type="checkbox"/> Chypre <input type="checkbox"/> Lettonie <input type="checkbox"/> Lituanie <input type="checkbox"/> Luxembourg <input type="checkbox"/> Hongrie
	<input type="checkbox"/> Malte <input type="checkbox"/> Pays-Bas <input type="checkbox"/> Autriche <input type="checkbox"/> Pologne <input type="checkbox"/> Portugal <input type="checkbox"/> Roumanie <input type="checkbox"/> Slovénie <input type="checkbox"/> Slovaquie
	<input type="checkbox"/> Finlande <input type="checkbox"/> Suède
	<input type="checkbox"/> Autre (veuillez préciser le code ISO): .....
1.2.9.	Téléphone: .....
1.2.10.	Adresse électronique: .....
1.2.11.	Lien avec le défunt au moment du décès (*)
1.2.11.1.	<input type="checkbox"/> Marié(e) au défunt
1.2.11.2.	<input type="checkbox"/> Partenaire enregistré(e) du défunt
1.2.11.3.	<input type="checkbox"/> Divorcé(e)
1.2.11.4.	<input type="checkbox"/> Séparé(e) légalement du défunt
1.2.11.5.	<input type="checkbox"/> Autre (veuillez préciser): .....
2.	Adresse du couple au moment du mariage ou de l'enregistrement du partenariat
2.1.	Numéro/boîte postale et rue: .....
	.....
	.....
2.2.	Localité et code postal: .....
2.3.	Pays
	<input type="checkbox"/> Belgique <input type="checkbox"/> Bulgarie <input type="checkbox"/> République tchèque <input type="checkbox"/> Allemagne <input type="checkbox"/> Estonie <input type="checkbox"/> Grèce <input type="checkbox"/> Espagne
	<input type="checkbox"/> France <input type="checkbox"/> Croatie <input type="checkbox"/> Italie <input type="checkbox"/> Chypre <input type="checkbox"/> Lettonie <input type="checkbox"/> Lituanie <input type="checkbox"/> Luxembourg <input type="checkbox"/> Hongrie
	<input type="checkbox"/> Malte <input type="checkbox"/> Pays-Bas <input type="checkbox"/> Autriche <input type="checkbox"/> Pologne <input type="checkbox"/> Portugal <input type="checkbox"/> Roumanie <input type="checkbox"/> Slovénie <input type="checkbox"/> Slovaquie
	<input type="checkbox"/> Finlande <input type="checkbox"/> Suède
	<input type="checkbox"/> Autre (veuillez préciser le code ISO): .....
3.	Adresse du conjoint ou partenaire au moment du décès du défunt (si différente du point 5.9. du formulaire de demande)
3.1.	Numéro/boîte postale et rue: .....
	.....
	.....
3.2.	Localité et code postal: .....
3.3.	Pays
	<input type="checkbox"/> Belgique <input type="checkbox"/> Bulgarie <input type="checkbox"/> République tchèque <input type="checkbox"/> Allemagne <input type="checkbox"/> Estonie <input type="checkbox"/> Grèce <input type="checkbox"/> Espagne
	<input type="checkbox"/> France <input type="checkbox"/> Croatie <input type="checkbox"/> Italie <input type="checkbox"/> Chypre <input type="checkbox"/> Lettonie <input type="checkbox"/> Lituanie <input type="checkbox"/> Luxembourg <input type="checkbox"/> Hongrie
	<input type="checkbox"/> Malte <input type="checkbox"/> Pays-Bas <input type="checkbox"/> Autriche <input type="checkbox"/> Pologne <input type="checkbox"/> Portugal <input type="checkbox"/> Roumanie <input type="checkbox"/> Slovénie <input type="checkbox"/> Slovaquie
	<input type="checkbox"/> Finlande <input type="checkbox"/> Suède
	<input type="checkbox"/> Autre (veuillez préciser le code ISO): .....



## FORMULAIRE IV — ANNEXE V

<b>Renseignements concernant les éventuels bénéficiaires</b> (autres que le demandeur, le conjoint ou partenaire, ou l'ex-conjoint ou ancien partenaire) <sup>(17)</sup>	
<b>1.</b>	<b>Bénéficiaire A</b>
1.1.	Nom et prénom(s) ou nom de l'organisation (*): .....
1.2.	Nom à la naissance (si différent du point 1.1.): .....
1.3.	Numéro d'identification <sup>(6)</sup>
1.3.1.	Numéro national d'identité: .....
1.3.2.	Numéro de sécurité sociale: .....
1.3.3.	Numéro fiscal: .....
1.3.4.	Numéro d'enregistrement: .....
1.3.5.	Autre (veuillez préciser): .....
1.4.	Adresse
1.4.1.	Numéro/boîte postale et rue (*): .....
1.4.2.	Localité et code postal (*): .....
1.4.3.	Pays (*)
	<input type="checkbox"/> Belgique <input type="checkbox"/> Bulgarie <input type="checkbox"/> République tchèque <input type="checkbox"/> Allemagne <input type="checkbox"/> Estonie <input type="checkbox"/> Grèce <input type="checkbox"/> Espagne <input type="checkbox"/> France <input type="checkbox"/> Croatie <input type="checkbox"/> Italie <input type="checkbox"/> Chypre <input type="checkbox"/> Lettonie <input type="checkbox"/> Lituanie <input type="checkbox"/> Luxembourg <input type="checkbox"/> Hongrie <input type="checkbox"/> Malte <input type="checkbox"/> Pays-Bas <input type="checkbox"/> Autriche <input type="checkbox"/> Pologne <input type="checkbox"/> Portugal <input type="checkbox"/> Roumanie <input type="checkbox"/> Slovaquie <input type="checkbox"/> Finlande <input type="checkbox"/> Suède
	<input type="checkbox"/> Autre (veuillez préciser le code ISO): .....
1.5.	Téléphone: .....
1.6.	Adresse électronique: .....

## 1.7. Lien avec le défunt

- Fils  Fille  Père  Mère  Petit-fils  Petite-fille  Grand-père  Grand-mère  Frère  
 Sœur  Neveu  Nièce  Oncle  Tante  Cousin(e)  Autre (veuillez préciser): .....

## 1.8. Bénéficiaire (\*)

1.8.1.  en vertu d'une disposition à cause de mort1.8.2.  en vertu de la loi

## 2. Bénéficiaire B

2.1. Nom et prénom(s) ou nom de l'organisation (\*): .....

.....

2.2. Nom à la naissance (si différent du point 2.1.): .....

2.3. Numéro d'identification <sup>(6)</sup>

2.3.1. Numéro national d'identité: .....

2.3.2. Numéro de sécurité sociale: .....

2.3.3. Numéro fiscal: .....

2.3.4. Numéro d'enregistrement: .....

2.3.5. Autre (veuillez préciser): .....

## 2.4. Adresse

2.4.1. Numéro/boîte postale et rue (\*): .....

.....

.....

2.4.2. Localité et code postal (\*): .....

## 2.4.3. Pays (\*)

- Belgique  Bulgarie  République tchèque  Allemagne  Estonie  Grèce  Espagne  
 France  Croatie  Italie  Chypre  Lettonie  Lituanie  Luxembourg  Hongrie  Malte  
 Pays-Bas  Autriche  Pologne  Portugal  Roumanie  Slovénie  Slovaquie  Finlande  
 Suède

Autre (veuillez préciser le code ISO): .....

2.5. Téléphone: .....

2.6. Adresse électronique: .....

## 2.7. Lien avec le défunt

Fils  Fille  Père  Mère  Petit-fils  Petite-fille  Grand-père  Grand-mère  Frère  
 Sœur  Neveu  Nièce  Oncle  Tante  Cousin(e)  Autre (veuillez préciser): .....

## 2.8. Bénéficiaire (\*)

2.8.1.  en vertu d'une disposition à cause de mort2.8.2.  en vertu de la loi

(\*) Informations obligatoires.

(\*\*) Informations obligatoires si la finalité du certificat est de certifier les droits à la succession.

(\*\*\*) Informations obligatoires si la finalité du certificat est de certifier les pouvoirs d'exécuter le testament ou d'administrer la succession.

<sup>(1)</sup> JO L 201 du 27.7.2012, p. 107.<sup>(2)</sup> Veuillez cocher les cases pertinentes.<sup>(3)</sup> Il doit s'agir de l'État membre dont les juridictions sont compétentes conformément au règlement (UE) n° 650/2012.<sup>(4)</sup> Si une autre autorité règle ou a réglé la succession en tant que telle, veuillez compléter et joindre l'annexe I.<sup>(5)</sup> Pour les personnes morales, veuillez compléter et joindre l'annexe II.

S'il y a plus d'un demandeur, veuillez joindre une feuille supplémentaire.

Pour les représentants, veuillez compléter et joindre l'annexe III.

<sup>(6)</sup> Veuillez indiquer le numéro le plus pertinent, s'il y a lieu.<sup>(7)</sup> Veuillez compléter et joindre l'annexe IV.<sup>(8)</sup> La notion de «partenaire de fait» englobe les formes juridiques de la cohabitation qui existent dans certains États membres, telles que «*sambo*» (Suède) ou «*avopuoliso*» (Finlande).<sup>(9)</sup> Veuillez cocher plus d'une case, s'il y a lieu.<sup>(10)</sup> Si le défunt était marié ou avait une relation pouvant avoir des effets comparables au mariage, veuillez compléter et joindre l'annexe IV.<sup>(11)</sup> Si le défunt disposait de plusieurs adresses résidentielles au moment du décès, veuillez indiquer la plus pertinente.<sup>(12)</sup> Pour les bénéficiaires qui ne sont pas un demandeur ou un conjoint ou partenaire, ou ex-conjoint ou ancien partenaire, veuillez compléter et joindre l'annexe V.<sup>(13)</sup> Si ni l'original ni une copie ne sont joints, veuillez indiquer où est conservé l'original.<sup>(14)</sup> Si plusieurs personnes morales introduisent la demande, veuillez joindre une feuille supplémentaire.<sup>(15)</sup> S'il y a plusieurs représentants, veuillez joindre une feuille supplémentaire.<sup>(16)</sup> Si plusieurs personnes sont concernées, veuillez joindre une feuille supplémentaire.<sup>(17)</sup> Voir section 3 du formulaire de demande, annexe II ou IV.

Veuillez indiquer notamment tous les descendants directs du défunt dont vous avez connaissance.

Si vous avez connaissance de plus de deux bénéficiaires éventuels, veuillez joindre une feuille supplémentaire.

## ANNEXE 5

## FORMULAIRE V

<b>Certificat Successoral Européen</b>	
(article 67 du règlement (UE) n° 650/2012 du Parlement européen et du Conseil relatif à la compétence, la loi applicable, la reconnaissance et l'exécution des décisions, et l'acceptation et l'exécution des actes authentiques en matière de successions et à la création d'un certificat successoral européen (*)	
<b>L'original du présent certificat reste en la possession de l'autorité émettrice</b>	
<b>Les copies certifiées conformes du présent certificat sont valables jusqu'à la date indiquée dans le champ prévu à cet effet à la fin de ce formulaire</b>	
<b>Annexes incluses dans le certificat (^)</b>	
<input type="checkbox"/> Annexe I — Renseignements concernant le ou les demandeurs (OBLIGATOIRE si le ou les demandeurs sont des personnes morales) <input type="checkbox"/> Annexe II — Renseignements concernant le représentant du ou des demandeurs (OBLIGATOIRE si le ou les demandeurs sont représentés) <input type="checkbox"/> Annexe III — Informations sur le régime matrimonial ou le régime patrimonial équivalent du défunt (OBLIGATOIRE si le défunt était soumis à un tel régime au moment du décès) <input type="checkbox"/> Annexe IV — Statut et droits du ou des héritiers (OBLIGATOIRE si la finalité du certificat est de certifier ces éléments) <input type="checkbox"/> Annexe V — Statut et droits du ou des légataires ayant des droits directs à la succession (OBLIGATOIRE si la finalité du certificat est de certifier ces éléments) <input type="checkbox"/> Annexe VI — Pouvoirs d'exécuter un testament ou d'administrer la succession (OBLIGATOIRE si la finalité du certificat est de certifier ces éléments) <input type="checkbox"/> Aucune annexe n'est incluse	
<b>1. État membre dont relève l'autorité émettrice (*)</b>	
<input type="checkbox"/> Belgique <input type="checkbox"/> Bulgarie <input type="checkbox"/> République tchèque <input type="checkbox"/> Allemagne <input type="checkbox"/> Estonie <input type="checkbox"/> Grèce <input type="checkbox"/> Espagne <input type="checkbox"/> France <input type="checkbox"/> Croatie <input type="checkbox"/> Italie <input type="checkbox"/> Chypre <input type="checkbox"/> Lettonie <input type="checkbox"/> Lituanie <input type="checkbox"/> Luxembourg <input type="checkbox"/> Hongrie <input type="checkbox"/> Malte <input type="checkbox"/> Pays-Bas <input type="checkbox"/> Autriche <input type="checkbox"/> Pologne <input type="checkbox"/> Portugal <input type="checkbox"/> Roumanie <input type="checkbox"/> Slovénie <input type="checkbox"/> Slovaquie <input type="checkbox"/> Finlande <input type="checkbox"/> Suède	
<b>2. Autorité émettrice</b>	
2.1. Nom et désignation de l'autorité (*): .....	
2.2. Adresse	
2.2.1. Numéro/boîte postale et rue (*): .....	
.....	
.....	
2.2.2. Localité et code postal (*): .....	
2.3. Téléphone: .....	
2.4. Télécopieur .....	
2.5. Adresse électronique: .....	

<b>3. Informations sur le dossier</b>
3.1. Numéro de référence (*): .....
3.2. Date (jj/mm/aaaa) d'émission du certificat (*): .....
<b>4. Compétence de l'autorité émettrice (article 64 du règlement (UE) n° 650/2012)</b>
4.1. L'autorité émettrice est située dans l'État membre dont les juridictions sont compétentes pour régler la succession conformément à (*)
<input type="checkbox"/> l'article 4 du règlement (UE) n° 650/2012 (Compétence générale)
<input type="checkbox"/> l'article 7, point a), du règlement (UE) n° 650/2012 (Compétence en cas de choix de loi)
<input type="checkbox"/> l'article 7, point b), du règlement (UE) n° 650/2012 (Compétence en cas de choix de loi)
<input type="checkbox"/> l'article 7, point c), du règlement (UE) n° 650/2012 (Compétence en cas de choix de loi)
<input type="checkbox"/> l'article 10 du règlement (UE) n° 650/2012 (Compétences subsidiaires)
<input type="checkbox"/> l'article 11 du règlement (UE) n° 650/2012 ( <i>Forum necessitatis</i> )
4.2. Éléments supplémentaires sur la base desquels l'autorité émettrice s'estime compétente pour délivrer le certificat <sup>(2)</sup> : .....
.....
.....
.....
.....
.....
<b>5. Renseignements concernant le demandeur (personne physique <sup>(3)</sup>)</b>
5.1. Nom et prénom (s) (*): .....
.....
5.2. Nom à la naissance (si différent du point 5.1.): .....
5.3. Sexe (*)
5.3.1. <input type="checkbox"/> M
5.3.2. <input type="checkbox"/> F
5.4. Date (jj/mm/aaaa) et lieu de naissance [ville/pays (code ISO)] (*): .....
.....
5.5. État civil (*)
5.5.1. <input type="checkbox"/> Célibataire
5.5.2. <input type="checkbox"/> Marié(e)
5.5.3. <input type="checkbox"/> Partenaire enregistré(e)
5.5.4. <input type="checkbox"/> Divorcé(e)
5.5.5. <input type="checkbox"/> Veuf/veuve
5.5.6. <input type="checkbox"/> Autre (veuillez préciser): .....

5.6.	Nationalité (*) <input type="checkbox"/> Belgique <input type="checkbox"/> Bulgarie <input type="checkbox"/> République tchèque <input type="checkbox"/> Allemagne <input type="checkbox"/> Estonie <input type="checkbox"/> Grèce <input type="checkbox"/> Espagne <input type="checkbox"/> France <input type="checkbox"/> Croatie <input type="checkbox"/> Italie <input type="checkbox"/> Chypre <input type="checkbox"/> Lettonie <input type="checkbox"/> Lituanie <input type="checkbox"/> Luxembourg <input type="checkbox"/> Hongrie <input type="checkbox"/> Malte <input type="checkbox"/> Pays-Bas <input type="checkbox"/> Autriche <input type="checkbox"/> Pologne <input type="checkbox"/> Portugal <input type="checkbox"/> Roumanie <input type="checkbox"/> Slovénie <input type="checkbox"/> Slovaquie <input type="checkbox"/> Finlande <input type="checkbox"/> Suède <input type="checkbox"/> Autre (veuillez préciser le code ISO): .....
5.7.	Numéro d'identification <sup>(4)</sup>
5.7.1.	Numéro national d'identité: .....
5.7.2.	Numéro de sécurité sociale: .....
5.7.3.	Numéro fiscal: .....
5.7.4.	Autre (veuillez préciser): .....
5.8.	Adresse
5.8.1.	Numéro/boîte postale et rue (*): .....
5.8.2.	Localité et code postal (*): .....
5.8.3.	Pays (*) <input type="checkbox"/> Belgique <input type="checkbox"/> Bulgarie <input type="checkbox"/> République tchèque <input type="checkbox"/> Allemagne <input type="checkbox"/> Estonie <input type="checkbox"/> Grèce <input type="checkbox"/> Espagne <input type="checkbox"/> France <input type="checkbox"/> Croatie <input type="checkbox"/> Italie <input type="checkbox"/> Chypre <input type="checkbox"/> Lettonie <input type="checkbox"/> Lituanie <input type="checkbox"/> Luxembourg <input type="checkbox"/> Hongrie <input type="checkbox"/> Malte <input type="checkbox"/> Pays-Bas <input type="checkbox"/> Autriche <input type="checkbox"/> Pologne <input type="checkbox"/> Portugal <input type="checkbox"/> Roumanie <input type="checkbox"/> Slovénie <input type="checkbox"/> Slovaquie <input type="checkbox"/> Finlande <input type="checkbox"/> Suède <input type="checkbox"/> Autre (veuillez préciser le code ISO): .....
5.9.	Téléphone: .....
5.10.	Télécopieur .....
5.11.	Adresse électronique: .....
5.12.	Lien avec le défunt <input type="checkbox"/> Fils <input type="checkbox"/> Fille <input type="checkbox"/> Père <input type="checkbox"/> Mère <input type="checkbox"/> Petit-fils <input type="checkbox"/> Petite-fille <input type="checkbox"/> Grand-père <input type="checkbox"/> Grand-mère <input type="checkbox"/> Conjoint <input type="checkbox"/> Partenaire enregistré(e) <input type="checkbox"/> Partenaire de fait <sup>(5)</sup> <input type="checkbox"/> Frère <input type="checkbox"/> Sœur <input type="checkbox"/> Neveu <input type="checkbox"/> Nièce <input type="checkbox"/> Oncle <input type="checkbox"/> Tante <input type="checkbox"/> Cousin(e) <input type="checkbox"/> Autre (veuillez préciser): .....
6.	<b>Renseignements concernant le défunt</b>
6.1.	Nom et prénom(s) (*): .....
6.2.	Nom à la naissance (si différent du point 6.1.): .....
6.3.	Sexe (*)
6.3.1.	<input type="checkbox"/> M
6.3.2.	<input type="checkbox"/> F



6.4.	Date (jj/mm/aaaa) et lieu de naissance [ville/pays (code ISO)] (*): .....
6.5.	État civil au moment du décès (*)
6.5.1.	<input type="checkbox"/> Célibataire
6.5.2.	<input type="checkbox"/> Marié(e)
6.5.3.	<input type="checkbox"/> Partenaire enregistré(e)
6.5.4.	<input type="checkbox"/> Divorcé(e)
6.5.5.	<input type="checkbox"/> Veuf/veuve
6.5.6.	<input type="checkbox"/> Autre (veuillez préciser): .....
6.6.	Nationalité (*)
	<input type="checkbox"/> Belgique <input type="checkbox"/> Bulgarie <input type="checkbox"/> République tchèque <input type="checkbox"/> Allemagne <input type="checkbox"/> Estonie <input type="checkbox"/> Grèce <input type="checkbox"/> Espagne
	<input type="checkbox"/> France <input type="checkbox"/> Croatie <input type="checkbox"/> Italie <input type="checkbox"/> Chypre <input type="checkbox"/> Lettonie <input type="checkbox"/> Lituanie <input type="checkbox"/> Luxembourg <input type="checkbox"/> Hongrie <input type="checkbox"/> Malte
	<input type="checkbox"/> Pays-Bas <input type="checkbox"/> Autriche <input type="checkbox"/> Pologne <input type="checkbox"/> Portugal <input type="checkbox"/> Roumanie <input type="checkbox"/> Slovaquie <input type="checkbox"/> Slovaquie
	<input type="checkbox"/> Finlande <input type="checkbox"/> Suède
	<input type="checkbox"/> Autre (veuillez préciser le code ISO): .....
6.7.	Numéro d'identification ( <sup>4</sup> )
6.7.1.	Numéro national d'identité: .....
6.7.2.	Numéro de sécurité sociale: .....
6.7.3.	Numéro fiscal: .....
6.7.4.	Numéro d'acte de naissance: .....
6.7.5.	Autre (veuillez préciser): .....
6.8.	Adresse au moment du décès
6.8.1.	Numéro/boîte postale et rue (*): .....
6.8.2.	Localité et code postal (*): .....
6.8.3.	Pays (*)
	<input type="checkbox"/> Belgique <input type="checkbox"/> Bulgarie <input type="checkbox"/> République tchèque <input type="checkbox"/> Allemagne <input type="checkbox"/> Estonie <input type="checkbox"/> Grèce <input type="checkbox"/> Espagne
	<input type="checkbox"/> France <input type="checkbox"/> Croatie <input type="checkbox"/> Italie <input type="checkbox"/> Chypre <input type="checkbox"/> Lettonie <input type="checkbox"/> Lituanie <input type="checkbox"/> Luxembourg <input type="checkbox"/> Hongrie <input type="checkbox"/> Malte
	<input type="checkbox"/> Pays-Bas <input type="checkbox"/> Autriche <input type="checkbox"/> Pologne <input type="checkbox"/> Portugal <input type="checkbox"/> Roumanie <input type="checkbox"/> Slovénie <input type="checkbox"/> Slovaquie <input type="checkbox"/> Finlande
	<input type="checkbox"/> Suède
	<input type="checkbox"/> Autre (veuillez préciser le code ISO): .....
6.9.	Date (jj/mm/aaaa) et lieu de décès (*): .....
6.9.1.	Numéro de certificat de décès, date et lieu d'émission: .....

**7. Succession testamentaire/ab intestat**

7.1. La succession est (\*)

7.1.1.  testamentaire

7.1.2.  ab intestat

7.1.3.  partiellement testamentaire et partiellement ab intestat

7.2. Si la succession est testamentaire en tout ou en partie, le certificat se base sur la ou les dispositions à cause de mort valables suivantes <sup>(6)</sup>

7.2.1. Type:  Testament  Testament conjonctif  Pacte successoral

7.2.2. Date (jj/mm/aaaa) à laquelle elle a été rédigée: .....

7.2.3. Lieu où elle a été rédigée [ville/pays (code ISO)]: .....

7.2.4. Nom et désignation de l'autorité devant laquelle elle a été établie: .....

7.2.5. Date (jj/mm/aaaa) à laquelle elle a été enregistrée ou déposée: .....

7.2.6. Désignation du registre ou du dépositaire: .....

7.2.7. Numéro de référence de la disposition dans le registre ou auprès du dépositaire: .....

7.2.8. Autre numéro de référence: .....

7.3. À la connaissance de l'autorité émettrice, les autres dispositions à cause de mort établies par le défunt, et qui ont été révoquées ou déclarées nulles et non avenues, sont les suivantes <sup>(6)</sup>

7.3.1. Type:  Testament  Testament conjonctif  Pacte successoral

7.3.2. Date (jj/mm/aaaa) à laquelle elle a été rédigée: .....

7.3.3. Lieu où elle a été rédigée [ville/pays (code ISO)]: .....

7.3.4. Nom et désignation de l'autorité devant laquelle elle a été établie: .....

7.3.5. Date (jj/mm/aaaa) à laquelle elle a été enregistrée ou déposée: .....

7.3.6. Désignation du registre ou du dépositaire: .....

7.3.7. Numéro de référence de la disposition dans le registre ou auprès du dépositaire: .....

7.3.8. Autre numéro de référence: .....

7.4. Autres informations utiles en rapport avec l'article 68, point j), du règlement (UE) n° 605/2012 (veuillez préciser): .....

**8. Loi applicable à la succession**

8.1. La loi applicable à la succession est celle du pays suivant (\*)

- Belgique  Bulgarie  République tchèque  Allemagne  Estonie  Grèce  Espagne
- France  Croatie  Italie  Chypre  Lettonie  Lituanie  Luxembourg  Hongrie  Malte
- Pays-Bas  Autriche  Pologne  Portugal  Roumanie  Slovénie  Slovaquie  Finlande
- Suède

Autre (veuillez préciser le code ISO): .....

8.2. La loi applicable a été déterminée sur la base des éléments suivants (\*)

8.2.1.  Le défunt avait sa résidence habituelle dans cet État au moment de son décès (article 21, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 650/2012).

8.2.2.  Le défunt a choisi la loi de l'État dont il possédait la nationalité (article 22, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 650/2012) (voir point 7.2.).

8.2.3.  Le défunt présentait des liens manifestement plus étroits avec cet État qu'avec l'État de sa résidence habituelle (article 21, paragraphe 2, du règlement (UE) n° 650/2012), veuillez préciser:

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

8.2.4.  La loi d'un État tiers appliquée en vertu de l'article 21, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 650/2012 renvoie à la loi de cet État (article 34, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 650/2012). Veuillez préciser: .....

.....

.....

.....

.....

.....

8.3.  La loi applicable est celle d'un État doté de plusieurs systèmes juridiques (articles 36 et 37 du règlement (UE) n° 650/2012). Les règles de droit suivantes sont applicables (veuillez préciser, selon le cas, l'unité territoriale): .....

.....

.....

8.4.  Des dispositions spéciales sont applicables, qui imposent des restrictions concernant la succession portant sur certains biens du défunt ou ayant une incidence sur celle-ci (article 30 du règlement (UE) n° 650/2012) (veuillez préciser les dispositions et biens concernés): .....

.....

.....

.....

.....

.....

L'autorité certifie avoir pris toutes les mesures nécessaires pour informer les bénéficiaires de la demande de certificat et que, au moment de l'établissement du certificat, aucun des éléments qu'il contient n'a été contesté par les bénéficiaires.

Les points suivants n'ont pas été complétés parce qu'ils n'ont pas été jugés pertinents au vu de la finalité pour laquelle le certificat a été délivré (\*): .....

Si des feuilles supplémentaires ont été ajoutées, veuillez indiquer le nombre total de pages (\*): .....

Fait à (\*) ..... le (\*) ..... (jj/mm/aaaa)

Signature et/ou cachet de l'autorité émettrice (\*): .....

**COPIE CERTIFIÉE CONFORME**

La présente copie certifiée conforme du certificat successoral européen a été délivrée

à (\*): .....

(nom du ou des demandeurs ou de la ou des personnes justifiant d'un intérêt légitime) (article 70 du règlement (UE) n° 650/2012)

Elle est valable jusqu'au (\*): ..... (jj/mm/aaaa)

Date de délivrance (\*): ..... (jj/mm/aaaa)

Signature et/ou cachet de l'autorité émettrice (\*): .....

## FORMULAIRE V — ANNEXE I

<b>Renseignements concernant le ou les demandeurs (personnes morales <sup>(7)</sup>)</b>	
1.	Nom de l'organisation (*): .....
	.....
	.....
2.	Enregistrement de l'organisation (*)
2.1.	Numéro d'enregistrement <sup>(4)</sup> : .....
	.....
	.....
2.2.	Désignation du registre/de l'autorité d'enregistrement (*): .....
	.....
2.3.	Date (jj/mm/aaaa) et lieu d'enregistrement (*): .....
	.....
	.....
3.	Adresse de l'organisation
3.1.	Numéro/boîte postale et rue (*): .....
	.....
	.....
3.2.	Localité et code postal (*):
3.3.	Pays (*)
	<input type="checkbox"/> Belgique <input type="checkbox"/> Bulgarie <input type="checkbox"/> République tchèque <input type="checkbox"/> Allemagne <input type="checkbox"/> Estonie <input type="checkbox"/> Grèce <input type="checkbox"/> Espagne
	<input type="checkbox"/> France <input type="checkbox"/> Croatie <input type="checkbox"/> Italie <input type="checkbox"/> Chypre <input type="checkbox"/> Lettonie <input type="checkbox"/> Lituanie <input type="checkbox"/> Luxembourg <input type="checkbox"/> Hongrie <input type="checkbox"/> Malte
	<input type="checkbox"/> Pays-Bas <input type="checkbox"/> Autriche <input type="checkbox"/> Pologne <input type="checkbox"/> Portugal <input type="checkbox"/> Roumanie <input type="checkbox"/> Slovénie <input type="checkbox"/> Slovaquie <input type="checkbox"/> Finlande
	<input type="checkbox"/> Suède
	<input type="checkbox"/> Autre (veuillez préciser le code ISO): .....
4.	Téléphone (*): .....
5.	Télécopieur: .....
6.	Adresse électronique: .....
7.	Nom et prénom(s) de la personne autorisée à signer pour l'organisation (*): .....
	.....
	.....
8.	Autres informations utiles (veuillez préciser): .....
	.....
	.....

## FORMULAIRE V — ANNEXE II

Renseignements concernant le ou les représentants du ou des demandeurs <sup>(6)</sup>	
1.	Nom et prénom(s) ou nom de l'organisation (*): .....
	.....
	.....
2.	Enregistrement de l'organisation
2.1.	Numéro d'enregistrement: .....
2.2.	Désignation du registre/de l'autorité d'enregistrement (*): .....
2.3.	Date (jj/mm/aaaa) et lieu d'enregistrement (*): .....
3.	Adresse
3.1.	Numéro/boîte postale et rue (*): .....
	.....
	.....
3.2.	Localité et code postal (*):
3.3.	Pays (*)
	<input type="checkbox"/> Belgique <input type="checkbox"/> Bulgarie <input type="checkbox"/> République tchèque <input type="checkbox"/> Allemagne <input type="checkbox"/> Estonie <input type="checkbox"/> Grèce <input type="checkbox"/> Espagne
	<input type="checkbox"/> France <input type="checkbox"/> Croatie <input type="checkbox"/> Italie <input type="checkbox"/> Chypre <input type="checkbox"/> Lettonie <input type="checkbox"/> Lituanie <input type="checkbox"/> Luxembourg <input type="checkbox"/> Hongrie <input type="checkbox"/> Malte
	<input type="checkbox"/> Pays-Bas <input type="checkbox"/> Autriche <input type="checkbox"/> Pologne <input type="checkbox"/> Portugal <input type="checkbox"/> Roumanie <input type="checkbox"/> Slovénie <input type="checkbox"/> Slovaquie <input type="checkbox"/> Finlande
	<input type="checkbox"/> Suède
	<input type="checkbox"/> Autre (veuillez préciser le code ISO): .....
4.	Téléphone: .....
5.	Télécopieur: .....
6.	Adresse électronique: .....
7.	Qualité de représentant (*): .....
	<input type="checkbox"/> Tuteur <input type="checkbox"/> Parent <input type="checkbox"/> Personne autorisée à signer pour une personne morale <input type="checkbox"/> Personne munie d'une procuration
	<input type="checkbox"/> Autre (veuillez préciser): .....

## FORMULAIRE V — ANNEXE III

Informations sur le régime matrimonial ou le régime patrimonial équivalent du défunt <sup>(9)</sup>	
1.	Nom et prénom(s) du conjoint ou partenaire, ou de l'ex-conjoint ou ancien partenaire (*): .....
2.	Nom à la naissance du conjoint ou partenaire, ou de l'ex-conjoint ou ancien partenaire (si différent du point (1)): .....
3.	Date et lieu de mariage ou d'établissement d'une autre relation ayant des effets comparables au mariage: .....
4.	Le défunt avait-il conclu un contrat de mariage avec la personne mentionnée au point 1?
4.1.	<input type="checkbox"/> Oui
4.1.1.	Date (jj/mm/aaaa) du contrat: .....
4.2.	<input type="checkbox"/> Non
5.	Le défunt avait-il conclu un contrat relatif aux effets patrimoniaux dans le contexte d'une relation réputée avoir des effets comparables au mariage avec la personne mentionnée au point 1?
5.1.	<input type="checkbox"/> Oui
5.1.1.	Date (jj/mm/aaaa) du contrat: .....
5.2.	<input type="checkbox"/> Non
6.	La loi applicable au régime patrimonial était celle du pays suivant
	<input type="checkbox"/> Belgique <input type="checkbox"/> Bulgarie <input type="checkbox"/> République tchèque <input type="checkbox"/> Allemagne <input type="checkbox"/> Estonie <input type="checkbox"/> Grèce <input type="checkbox"/> Espagne
	<input type="checkbox"/> France <input type="checkbox"/> Croatie <input type="checkbox"/> Italie <input type="checkbox"/> Chypre <input type="checkbox"/> Lettonie <input type="checkbox"/> Lituanie <input type="checkbox"/> Luxembourg <input type="checkbox"/> Hongrie <input type="checkbox"/> Malte
	<input type="checkbox"/> Pays-Bas <input type="checkbox"/> Autriche <input type="checkbox"/> Pologne <input type="checkbox"/> Portugal <input type="checkbox"/> Roumanie <input type="checkbox"/> Slovénie <input type="checkbox"/> Slovaquie <input type="checkbox"/> Finlande
	<input type="checkbox"/> Suède
	<input type="checkbox"/> Autre (veuillez préciser le code ISO): .....
6.1.	Cette loi a été désignée sur la base d'un choix de loi (*)
6.1.1.	<input type="checkbox"/> Oui
6.1.2.	<input type="checkbox"/> Non
6.2.	Si l'État dont la loi est applicable dispose de plusieurs systèmes juridiques, veuillez préciser (selon le cas, l'unité territoriale): .....

<p>7. Le régime patrimonial applicable était le suivant:</p> <p>7.1. <input type="checkbox"/> Séparation de biens</p> <p>7.2. <input type="checkbox"/> Communauté universelle</p> <p>7.3. <input type="checkbox"/> Communauté de biens</p> <p>7.4. <input type="checkbox"/> Communauté d'acquêts</p> <p>7.5. <input type="checkbox"/> Communauté de biens différée</p> <p>7.6. <input type="checkbox"/> Autre (veuillez préciser): .....</p> <p>8. Veuillez préciser le régime patrimonial dans la langue d'origine et les dispositions juridiques visées <sup>(10)</sup>:</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p>
<p>9. Les relations patrimoniales basées sur le régime matrimonial ou un régime patrimonial équivalent du défunt et de la personne visée au point 1 ont été liquidées et les biens ont été partagés:</p> <p>9.1. <input type="checkbox"/> Oui</p> <p>9.2. <input type="checkbox"/> Non</p>



## FORMULAIRE V — ANNEXE IV

Statut et droits du ou des héritiers <sup>(1)</sup>	
1.	L'héritier est-il le demandeur? (*)
1.1.	<input type="checkbox"/> Oui
1.1.1.	<input type="checkbox"/> Mentionné à la section 5 du formulaire de demande de certificat (s'il y a lieu, veuillez préciser quel demandeur): ..... .....
1.1.2.	<input type="checkbox"/> Mentionné à l'annexe I (s'il y a lieu, veuillez préciser quel demandeur): ..... .....
1.2.	<input type="checkbox"/> Non
1.2.1.	Nom et prénom(s) ou nom de l'organisation: .....
1.2.2.	Nom à la naissance (si différent du point 1.2.1.): .....
1.2.3.	Numéro d'identification <sup>(4)</sup>
1.2.3.1.	Numéro national d'identité: .....
1.2.3.2.	Numéro de sécurité sociale: .....
1.2.3.3.	Numéro fiscal: .....
1.2.3.4.	Numéro d'enregistrement: .....
1.2.3.5.	Autre (veuillez préciser): .....
1.2.4.	Adresse
1.2.4.1.	Numéro/boîte postale et rue: .....
1.2.4.2.	Localité et code postal: .....
1.2.4.3.	Pays <input type="checkbox"/> Belgique <input type="checkbox"/> Bulgarie <input type="checkbox"/> République tchèque <input type="checkbox"/> Allemagne <input type="checkbox"/> Estonie <input type="checkbox"/> Grèce <input type="checkbox"/> Espagne <input type="checkbox"/> France <input type="checkbox"/> Croatie <input type="checkbox"/> Italie <input type="checkbox"/> Chypre <input type="checkbox"/> Lettonie <input type="checkbox"/> Lituanie <input type="checkbox"/> Luxembourg <input type="checkbox"/> Hongrie <input type="checkbox"/> Malte <input type="checkbox"/> Pays-Bas <input type="checkbox"/> Autriche <input type="checkbox"/> Pologne <input type="checkbox"/> Portugal <input type="checkbox"/> Roumanie <input type="checkbox"/> Slovénie <input type="checkbox"/> Slovaquie <input type="checkbox"/> Finlande <input type="checkbox"/> Suède <input type="checkbox"/> Autre (veuillez préciser le code ISO): .....
1.2.5.	Téléphone: .....
1.2.6.	Télécopieur: .....
1.2.7.	Adresse électronique: .....
1.2.8.	Date (jj/mm/aaaa) et lieu de naissance ou, s'il s'agit d'une organisation, date (jj/mm/aaaa), lieu d'enregistrement et désignation du registre/de l'autorité d'enregistrement: .....

2.	L'héritier a accepté la succession
2.1.	<input type="checkbox"/> Oui, sans condition
2.2.	<input type="checkbox"/> Oui, sous bénéfice d'inventaire (veuillez préciser les effets): .....
	.....
	.....
2.3.	<input type="checkbox"/> Oui, sous d'autres conditions (veuillez préciser les effets): .....
	.....
	.....
2.4.	<input type="checkbox"/> Aucune acceptation requise en vertu de la loi applicable à la succession
3.	L'héritier est désigné par <sup>(12)</sup> (*):
3.1.	<input type="checkbox"/> une disposition à cause de mort
3.2.	<input type="checkbox"/> la loi
4.	<input type="checkbox"/> L'héritier a renoncé à la succession.
5.	<input type="checkbox"/> L'héritier a accepté une réserve héréditaire.
6.	<input type="checkbox"/> L'héritier a renoncé à son droit à une réserve héréditaire.
7.	<input type="checkbox"/> L'héritier est exclu de la succession:
7.1.	<input type="checkbox"/> en vertu d'une disposition à cause de mort
7.2.	<input type="checkbox"/> en vertu de la loi
7.3.	<input type="checkbox"/> en vertu d'une décision judiciaire
8.	L'héritier a droit à la part successorale suivante (veuillez préciser): .....
	.....
	.....
9.	Bien(s) attribué(s) à l'héritier et pour lesquels une certification est demandée (veuillez préciser le ou les biens et indiquer tous les éléments d'identification pertinents) <sup>(13)</sup> : .....
	.....
	.....
	.....
	.....
10.	Conditions et restrictions relatives aux droits de l'héritier (veuillez indiquer si les droits de l'héritier sont restreints en vertu de la loi applicable à la succession et/ou en vertu d'une disposition à cause de mort): .....
	.....
	.....
	.....
	.....
11.	Autres informations utiles ou explications supplémentaires (veuillez préciser): .....
	.....
	.....
	.....
	.....

## FORMULAIRE V — ANNEXE V

Statut et droits du ou des légataires ayant des droits directs à la succession <sup>(14)</sup>	
1.	Le légataire est-il le demandeur? (*)
1.1.	<input type="checkbox"/> Oui
1.1.1.	<input type="checkbox"/> Mentionné à la section 5 du formulaire de demande de certificat (s'il y a lieu, veuillez préciser quel demandeur): ..... .....
1.1.2.	<input type="checkbox"/> Mentionné à l'annexe I (s'il y a lieu, veuillez préciser quel demandeur): .....
1.2.	<input type="checkbox"/> Non
1.2.1.	Nom et prénom(s) ou nom de l'organisation: .....
1.2.2.	Nom à la naissance (si différent du point 1.2.1.): .....
1.2.3.	Numéro d'identification <sup>(4)</sup> : .....
1.2.3.1.	Numéro national d'identité: .....
1.2.3.2.	Numéro de sécurité sociale: .....
1.2.3.3.	Numéro fiscal: .....
1.2.3.4.	Numéro d'enregistrement: .....
1.2.3.5.	Autre (veuillez préciser): .....
1.2.4.	Adresse
1.2.4.1.	Numéro/boîte postale et rue: .....
1.2.4.2.	Localité et code postal: .....
1.2.4.3.	Pays: <input type="checkbox"/> Belgique <input type="checkbox"/> Bulgarie <input type="checkbox"/> République tchèque <input type="checkbox"/> Allemagne <input type="checkbox"/> Estonie <input type="checkbox"/> Grèce <input type="checkbox"/> Espagne <input type="checkbox"/> France <input type="checkbox"/> Croatie <input type="checkbox"/> Italie <input type="checkbox"/> Chypre <input type="checkbox"/> Lettonie <input type="checkbox"/> Lituanie <input type="checkbox"/> Luxembourg <input type="checkbox"/> Hongrie <input type="checkbox"/> Malte <input type="checkbox"/> Pays-Bas <input type="checkbox"/> Autriche <input type="checkbox"/> Pologne <input type="checkbox"/> Portugal <input type="checkbox"/> Roumanie <input type="checkbox"/> Slovénie <input type="checkbox"/> Slovaquie <input type="checkbox"/> Finlande <input type="checkbox"/> Suède <input type="checkbox"/> Autre (veuillez préciser le code ISO): .....
1.2.5.	Téléphone: .....
1.2.6.	Télécopieur: .....
1.2.7.	Adresse électronique: .....
1.2.8.	Date (jj/mm/aaaa) et lieu de naissance ou, s'il s'agit d'une organisation, date (jj/mm/aaaa), lieu d'enregistrement et désignation du registre/de l'autorité d'enregistrement: .....

2.	Le légataire a accepté le legs.
2.1.	<input type="checkbox"/> Oui, sans condition
2.2.	<input type="checkbox"/> Oui, sous conditions (veuillez préciser): .....
	.....
	.....
2.3.	<input type="checkbox"/> Aucune acceptation requise en vertu de la loi applicable à la succession
3.	<input type="checkbox"/> Le légataire a renoncé au legs.
4.	Le légataire a droit à la part successorale suivante (veuillez préciser): .....
	.....
	.....
5.	Biens attribués au légataire et pour lesquels la certification est demandée (veuillez préciser le ou les biens et indiquer tous les éléments d'identification pertinents) <sup>(15)</sup> : .....
	.....
	.....
	.....
	.....
	.....
	.....
6.	Conditions et restrictions relatives aux droits du légataire (veuillez indiquer si les droits du légataire sont restreints en vertu de la loi applicable à la succession et/ou en vertu d'une disposition à cause de mort) (*): .....
	.....
	.....
	.....
	.....
	.....
7.	Autres informations utiles ou explications supplémentaires (veuillez préciser): .....
	.....
	.....
	.....
	.....
	.....

## FORMULAIRE V — ANNEXE VI

Pouvoirs d'exécuter un testament ou d'administrer la succession <sup>(16)</sup>	
1.	Pouvoirs de la personne suivante (*):
1.1.	<input type="checkbox"/> Le demandeur
1.1.1.	<input type="checkbox"/> Mentionné à la section 5 du formulaire de demande de certificat (s'il y a lieu, veuillez préciser quel demandeur): ..... .....
1.1.2.	<input type="checkbox"/> Mentionné à l'annexe I (s'il y a lieu, veuillez préciser quel demandeur): .....
1.2.	<input type="checkbox"/> L'héritier mentionné à l'annexe IV (s'il y a lieu, veuillez préciser quel héritier): .....
1.3.	<input type="checkbox"/> Le légataire mentionné à l'annexe V (s'il y a lieu, veuillez préciser quel légataire): .....
1.4.	<input type="checkbox"/> Autre
1.4.1.	Nom et prénom(s) ou nom de l'organisation: .....
1.4.2.	Nom à la naissance (si différent du point 1.4.1.): .....
1.4.3.	Numéro d'identification <sup>(4)</sup> : .....
1.4.3.1.	Numéro national d'identité: .....
1.4.3.2.	Numéro de sécurité sociale: .....
1.4.3.3.	Numéro fiscal: .....
1.4.3.4.	Numéro d'enregistrement: .....
1.4.3.5.	Autre (veuillez préciser): .....
1.4.4.	Adresse
1.4.4.1.	Numéro/boîte postale et rue: .....
1.4.4.2.	Localité et code postal: .....
1.4.4.3.	Pays: <input type="checkbox"/> Belgique <input type="checkbox"/> Bulgarie <input type="checkbox"/> République tchèque <input type="checkbox"/> Allemagne <input type="checkbox"/> Estonie <input type="checkbox"/> Grèce <input type="checkbox"/> Espagne <input type="checkbox"/> France <input type="checkbox"/> Croatie <input type="checkbox"/> Italie <input type="checkbox"/> Chypre <input type="checkbox"/> Lettonie <input type="checkbox"/> Lituanie <input type="checkbox"/> Luxembourg <input type="checkbox"/> Hongrie <input type="checkbox"/> Malte <input type="checkbox"/> Pays-Bas <input type="checkbox"/> Autriche <input type="checkbox"/> Pologne <input type="checkbox"/> Portugal <input type="checkbox"/> Roumanie <input type="checkbox"/> Slovénie <input type="checkbox"/> Slovaquie <input type="checkbox"/> Finlande <input type="checkbox"/> Suède <input type="checkbox"/> Autre (veuillez préciser le code ISO): .....

- 1.4.5. Téléphone: .....
- 1.4.6. Télécopieur: .....
- 1.4.7. Adresse électronique: .....
- 1.4.8. Date (jj/mm/aaaa) et lieu de naissance ou, s'il s'agit d'une organisation, date (jj/mm/aaaa), lieu d'enregistrement et désignation du registre/de l'autorité d'enregistrement: .....
2. Pouvoirs (\*)
- 2.1.  d'exécuter un testament
- 2.2.  d'administrer la succession ou une partie de celle-ci
3. Les pouvoirs d'exécuter un testament ou d'administrer la succession couvrent (\*)
- 3.1.  l'intégralité de la succession
- 3.2.  l'intégralité de la succession à l'exception des parts ou biens suivants (veuillez préciser): .....
- .....
- .....
- .....
- .....
- 3.3.  les parts ou biens spécifiques suivants de la succession (veuillez préciser): .....
- .....
- .....
- .....
- .....
4. La personne mentionnée à la section 1 jouit des pouvoirs suivants (\*) <sup>(12)</sup>:
- 4.1.  obtenir toutes les informations concernant les biens et dettes de la succession
- 4.2.  prendre connaissance de tous les testaments et autres documents portant sur la succession
- 4.3.  prendre ou demander des mesures conservatoires
- 4.4.  prendre des mesures d'urgence
- 4.5.  collecter les biens
- 4.6.  recouvrer les créances et fournir un reçu valable
- 4.7.  exécuter ou résilier des contrats
- 4.8.  ouvrir, gérer et clore un compte bancaire
- 4.9.  emprunter
- 4.10.  transférer ou constituer des charges sur les biens
- 4.11.  constituer des droits réels ou des hypothèques sur les biens
- 4.12.  vendre:  un bien immobilier  tout autre bien
- 4.13.  prêter
- 4.14.  exercer une activité commerciale
- 4.15.  exercer les droits d'un actionnaire
- 4.16.  ester en justice
- 4.17.  régler des dettes

- 4.18.  distribuer les legs
- 4.19.  répartir la masse successorale
- 4.20.  répartir le reliquat
- 4.21.  demander l'enregistrement de droits immobiliers ou mobiliers dans un registre
- 4.22.  faire une donation
- 4.23.  autre (veuillez préciser): .....
- .....
- .....

Si la ou les cases cochées ci-dessus ne donnent pas une indication exacte des pouvoirs conférés à l'exécuteur testamentaire/administrateur de la succession, veuillez ajouter toutes les précisions supplémentaires nécessaires <sup>(17)</sup>:

.....

.....

.....

.....

.....

.....

Veuillez préciser si l'un des pouvoirs mentionnés à la section 4 est exercé en tant que pouvoir résiduel conformément au deuxième alinéa de l'article 29, paragraphe 2, ou au premier alinéa de l'article 29, paragraphe 3, du règlement (UE) n° 650/2012 (\*): .....

.....

.....

.....

.....

5. L'exécuteur testamentaire/l'administrateur de la succession est désigné en vertu <sup>(12)</sup>:
- 5.1.  d'une disposition à cause de mort (voir point 7.2. du formulaire de demande de certificat)
- 5.2.  d'une décision judiciaire
- 5.3.  d'un accord entre les héritiers
- 5.4.  de la loi
6. Les pouvoirs découlent <sup>(12)</sup>:
- 6.1.  d'une disposition à cause de mort (voir point 7.2. du formulaire de demande de certificat)
- 6.2.  d'une décision judiciaire
- 6.3.  d'un accord entre les héritiers
- 6.4.  de la loi

7.	Les obligations et devoirs découlent <sup>(12)</sup> :
7.1.	<input type="checkbox"/> d'une disposition à cause de mort (voir point 7.2. du formulaire de demande de certificat)
7.2.	<input type="checkbox"/> d'une décision judiciaire
7.3.	<input type="checkbox"/> d'un accord entre les héritiers
7.4.	<input type="checkbox"/> de la loi
8.	Conditions ou restrictions relatives aux pouvoirs mentionnés à la section 4 <sup>(18)</sup> (*): .....
	.....
	.....
	.....
	.....
	.....

(\*) Informations obligatoires.

<sup>(1)</sup> JO L 201 du 27.7.2012, p. 107.

<sup>(2)</sup> Veuillez indiquer des renseignements tels que la dernière résidence habituelle du défunt ou l'existence d'un accord d'élection de for.

<sup>(3)</sup> Pour les personnes morales, veuillez compléter et joindre l'annexe I.  
S'il y a plusieurs demandeurs, veuillez joindre une feuille supplémentaire.  
Pour le représentant, veuillez compléter et joindre l'annexe II.

<sup>(4)</sup> Veuillez indiquer le numéro le plus pertinent, s'il y a lieu.

<sup>(5)</sup> La notion de «partenaire de fait» englobe les formes juridiques de la cohabitation qui existent dans certains États membres, telles que «sambo» (Suède) ou «avopuoliso» (Finlande).

<sup>(6)</sup> S'il y a plusieurs dispositions à cause de mort, veuillez joindre une feuille supplémentaire.

<sup>(7)</sup> S'il y a plusieurs personnes morales, veuillez joindre une feuille supplémentaire.

<sup>(8)</sup> S'il y a plusieurs représentants, veuillez joindre une feuille supplémentaire.

<sup>(9)</sup> S'il y a plusieurs régimes patrimoniaux pertinents, veuillez joindre une feuille supplémentaire.

<sup>(10)</sup> De plus amples informations sur les régimes nationaux en ce qui concerne les effets patrimoniaux du mariage et du partenariat enregistré sont disponibles sur le portail e-Justice européen (<https://e-justice.europa.eu>).

<sup>(11)</sup> S'il y a plusieurs héritiers, veuillez joindre une feuille supplémentaire.

<sup>(12)</sup> Veuillez cocher plus d'une case, s'il y a lieu.

<sup>(13)</sup> En cas de bien enregistré, veuillez indiquer les informations requises en vertu de la loi de l'État membre dans lequel le registre est tenu, de manière à permettre l'identification du bien (par exemple, pour un bien immobilier, l'adresse exacte du bien, le cadastre, le numéro de parcelle ou numéro cadastral, la description du bien) (si nécessaire, veuillez joindre les documents pertinents).

<sup>(14)</sup> S'il y a plusieurs légataires, veuillez joindre une feuille supplémentaire.

<sup>(15)</sup> Veuillez indiquer si le légataire a acquis la propriété ou d'autres droits sur les biens (dans ce dernier cas, veuillez indiquer la nature de ces droits et les autres personnes jouissant également de droits sur les biens). En cas de bien enregistré, veuillez indiquer les informations requises en vertu de la loi de l'État membre dans lequel le registre est tenu, de manière à permettre l'identification du bien (par exemple, pour un bien immobilier, l'adresse exacte du bien, le cadastre, le numéro de parcelle ou numéro cadastral, la description du bien) (si nécessaire, veuillez joindre les documents pertinents).

<sup>(16)</sup> Si plusieurs personnes sont concernées, veuillez joindre une feuille supplémentaire.

<sup>(17)</sup> Par exemple, veuillez préciser si l'un des pouvoirs susmentionnés peut être exercé par l'exécuteur/l'administrateur en son propre nom.

<sup>(18)</sup> Par exemple, veuillez préciser si l'un des pouvoirs susmentionnés peut être exercé par l'exécuteur/l'administrateur en son propre nom.



